

**L'ANACR ET
LE JOURNAL DE LA
RESISTANCE
VOUS PRESENTENT
LEURS MEILLEURS
VŒUX POUR 2018**

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDE DANS LA CLANDESTINITE EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1321-1322-1323-octobre-novembre-décembre 2017



CONGRES NATIONAL DE L'ANACR A DAX 20-21-22 OCTOBRE 2017

Trois jours durant, venus de toute la France, plusieurs centaines de délégués des comités départementaux de l'ANACR, en présence de représentants des Pouvoirs publics, d'élus, de représentants du monde associatif Anciens combattants, de la Résistance et de la Déportation, national et international, ont débattu de la transmission de la mémoire des combats et des valeurs de la Résistance, alors qu'ont resurgi ou se sont multipliés des fléaux que l'on a pu croire avoir été vaincus en 1945 : le fascisme, la xénophobie, le racisme, les intégrismes, les guerres d'expansion et d'agression, les risques de conflit mondial, les famines de masse, les discriminations culturelles, les égoïsmes nationaux et sociaux...

« Plus que jamais le besoin de mémoire et d'histoire » de ce que furent ceux du passé se fait sentir pour mener les combats du présent. (Voir pages 11 à 32)



CECILE ROL-TANGUY, GRAND'CROIX DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Depuis 2013 Grand Officier de l'Ordre national de la Légion d'honneur (notre photo), Médaillée de la Résistance, Cécile Rol-Tanguy, capitaine FFI, veuve du colonel Henri Rol-Tanguy, chef des FFI de l'Île-de-France lors de l'Insurrection et la libération de Paris en août 1944, auxquelles elle participa, a été élevée par Décret de Monsieur le Président de la République en date du 18 novembre 2017 à la dignité de **Grand'croix de l'Ordre national du Mérite**, une distinction qui honore toute une vie d'engagement contre le fascisme, dans la Résistance pour libérer la France de l'Occupation nazie et de ses collaborateurs, pour vaincre le nazisme, pour faire vivre depuis la Libération jusqu'à aujourd'hui la mémoire et les valeurs de la Résistance, les transmettre aux jeunes générations.

L'ANACR, dont Cécile Rol-Tanguy est Présidente nationale, la félicite affectueusement pour cette haute distinction.

SOUTENIR L'ACTION DE L'ANACR

Association Nationale des
Anciens Combattants et Amis(e)s
de la Résistance (A.N.A.C.R.)



BON de SOUTIEN
de 2017

Conservez ce bon, il peut vous faire attribuer un
des nombreux cadeaux dont la répartition aura lieu
par tirage au sort. La liste en sera publiée dans le
numéro du 1^{er} trimestre 2018 du « Journal de la
Résistance - France d'Abord »

Chaque année, l'effort financier fait par les adhérents et par les Amis de l'ANACR, en souscrivant les bons de soutien 2016, en les diffusant autour d'eux, est une aide précieuse irremplaçable pour notre Association, pour lui conserver les moyens financiers de son combat pour la mémoire et les valeurs de la Résistance, pour lutter contre les résurgences du fascisme. Les talons des bons de soutien pourront être, accompagnés de leur règlement, renvoyés au siège national jusqu'au **2 mars 2018**.

**Donner à l'ANACR
les moyens
de vivre
et de lutter
pour les idéaux
de la Résistance !**

DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : Actuelles
- P. 3 : Editorial
- P. 4-5 : Le Groupe Elie
- P. 6-7 : Les Françaises libres
- P. 8-9-10 : L'Union des Femmes Françaises
- P. 11 à 32 : **Le Dossier du Congrès**
- P. 33-34-35 : La Résistance lituanienne
- P. 36-37 : Transmission de la mémoire
- P. 38 : Nos deuils
- P. 39 : Avis de Recherche
- P. 40 : Les livres

PERIGUEUX : 6^e SALON MEMOIRE RESISTANCE DEPORTATION



Inauguration du Salon par Norbert Pilmé. De g. à d. on reconnaît Laurent Mossion, 1^{er} adjoint de Périgueux, Jean-Paul Bedoin, président départemental et secrétaire général-adjoint de l'ANACR, Philippe Chassaing, député, Miroille Bordes, vice-présidente du Conseil départemental, Norbert Pilmé, Antoine Audi, maire de Périgueux, Anne Gaëlle Baudoin-Clerc, Préfète de la Dordogne, Claude Bérît-Débat, sénateur de la Dordogne, Pascal Deguilhem, ancien député.

Organisé par Périgord Mémoire Histoire, association à vocation culturelle que préside Norbert Pilmé (par ailleurs président de la Direction Territoriale de l'AFMD-Dordogne), le 6^e salon Mémoire Résistance-Déportation, devenu, édition après édition, un événement culturel et mémoriel attendu à Périgueux, en Dordogne et même sur le plan régional, s'est tenu les 25 et 26 novembre au théâtre de Périgueux.

L'ANACR y présentait avec des expositions, notamment son exposition nationale, y tenait un stand de livres et de brochures et présentait, à travers plusieurs panneaux d'information, la vie de ses comités locaux qui contribuent, aux côtés

du Comité Départemental, à développer l'Association et à faire vivre ses valeurs.

Le stand de l'ANACR a rencontré un public nombreux et attentif. On pouvait également y consulter le site Internet du «Centre Départemental de la Mémoire» (cdm24.fr), en cours de création avec l'aide du Conseil Départemental de la Dordogne.

Sur un plan général, les deux débats du samedi et du dimanche, ont rencontré un franc succès. Le premier, animé par Claude Pennetier et Dominique Tantin, deux des animateurs de cette véritable institution que constitue «le Maitron», le «Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier», qui vient de publier un «Dictionnaire des fusillés...», était centré sur les fusillés et plus particulièrement sur ceux de la Dordogne, département fortement meurtri par la répression de l'occupant et de ses valets français.

Le second permit à Laurent Thiery, docteur en histoire, chargé des questions d'Histoire et de Mémoire à La Coupole, Centre d'Histoire et de Mémoire du Nord-Pas-de-Calais, de traiter de la thématique du retour des déportés et plus particulièrement de ceux de Mittelbau-Dora et d'évoquer le Centre d'histoire et planétarium de la Coupole.

Deux spectacles vinrent, comme à l'accoutumée, clore chacune des soirées. Celle du samedi permis de révéler au public, à travers la pièce de Dominique Vovk, *le Convoi*, ce récit du voyage vers l'horreur dans lequel devoir de mémoire et faits historiques se mélangent et laissent l'opportunité au spectateur de s'interroger sur le futur. Celle du dimanche permit à la chorale *Amal'gamme* de clore ce 6^e Salon en interprétant des chansons en vogue aux heures les plus sombres de notre histoire et en donnant toute leur place aux *Chant des Partisans* et *Chant des Marais*.

Cette 6^e édition – venant après celle des 14 et 15 novembre 2015 qui fut annulée suite aux douloureux attentats du 13 au soir à Paris et à Saint-Denis – a permis à l'ensemble des associations qui constituent Périgord Mémoire Histoire de renouer les liens tissés avec les Périgourdins, et de faire leur cette citation de Winston Churchill : «Plus vous saurez regarder loin dans le passé, plus vous verrez loin dans le futur».

HOMMAGE AU COLONEL FABIEN ET A SES COMPAGNONS



Après que tous se sont rendus en cortège sur la sépulture du colonel Fabien et de ses compagnons, Jean-Louis Cortot et Louis Segrestan déposent en hommage la gerbe de l'ANACR. Louis Segrestan déposera ensuite une gerbe sur la tombe de Pierre Villon.

Mardi 27 décembre 2017, comme chaque année depuis 1945, un hommage a été rendu au Père-Lachaise à Pierre Georges, le «Colonel Fabien», tombé le 27 décembre 1944 à Habsheim en Alsace avec ses compagnons de lutte Marcel Pimpaud, le «Colonel Dax», les Capitaines Blanco, Katz et Lebon, Gilberte Lavaire («Nicolle»), agent de liaison de Fabien dans la clandestinité et secrétaire d'état-major.

Jacques Varin rappela ce que furent les engagements et combats de Fabien contre le fascisme, de l'Espagne à la Résistance et au 15-1, devant une Assistance au premier rang de laquelle se trouvait Monique Georges, sa fille, membre du Comité d'honneur national de l'ANACR.

Puis tous se rendirent sur la tombe toute proche de Pierre

Villon, dirigeant du Front National de Lutte pour la Libération et l'Indépendance de la France, vice-Président du Conseil National de la Résistance, Président de son Comité Militaire d'Action (Comac), Président national de l'ANACR de 1954 à 1980.

La Direction nationale de l'ANACR était représentée par Jacques Varin, secrétaire général, Christiane Tardif, trésorière nationale adjointe, Jean-Louis Cortot, Louis Segrestan, membres du Conseil National.

On notait la présence de représentants de l'Amicale du 15-1, avec Claude Hess, de l'ACER, de l'ARAC, de la FNDIRP, des comités ANACR de Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis.

LES VALEURS DE LA RÉSISTANCE TOUJOURS ACTUELLES

Avec le début de l'année 2018, nous entrons dans une année mémorielle importante, avec le 75^e anniversaire de la création du Conseil National de la Résistance le 27 mai 1943 sous la présidence de Jean Moulin, et celui de la Libération de la Corse, premier territoire métropolitain français libéré, sans oublier le 50^e anniversaire des événements de mai-et juin 1968, lors desquels les échos des aspirations démocratiques et sociales de la Libération se firent – parfois dans des formes contestables – entendre.

Cette création du CNR fut un événement majeur de la Résistance, de notre histoire : elle permit, au terme de débats qui ne furent pas toujours faciles, de réaliser l'unité de la Résistance et de manifester, face à l'Occupant et aux thuriféraires du pseudo-Etat français lui étant vassal, ainsi qu'aux yeux de nos alliés, l'unité du peuple français que représentaient les mouvements, syndicats et partis clandestins rassemblés en son sein sur des bases patriotiques, démocratiques, sociales et humanistes, qu'allaient concrétiser dix mois plus tard, au printemps 1945, le Programme du CNR, dont 2019 verra le 75^e anniversaire.

Cela permettra au peuple français – par l'intensification de sa lutte de Résistance, par son insurrection nationale accompagnant les débarquements libérateurs, avec aussi les Français libres, de l'Armée B, puis de la 1^{re} Armée – de participer à la Libération de la France et au combat décisif pour abattre le nazisme, cela aura permis au Général de Gaulle, sous l'autorité duquel s'était placé le CNR, d'asseoir sa représentativité auprès des Alliés et, la Libération intervenue, de faire entendre la voix de la France alors que se dessinaient les contours espérés d'un monde nouveau débarrassé du fascisme et de la Guerre.

Démocratie, paix entre les nations, solidarité entre les peuples, antiracisme, intérêt général primant sur les intérêts particuliers, tant sur le plan national que dans les relations internationales, telles furent les valeurs pour lesquelles les peuples s'étaient levés durant le conflit, dont ils attendaient, espéraient la mise en œuvre au lendemain de ce drame monstrueux que l'Humanité venait de vivre du fait de la barbarie du nazisme et des autres fascismes lui étant associés. Il y eut sur le plan intérieur français la mise en œuvre des mesures démocratiques, économiques et sociales découlant du Programme du CNR, il y eut sur le plan international la mise en place de l'ONU ayant vocation de résoudre les conflits avant qu'ils ne dégénèrent en affrontements armés.

Sixante-quinze ans après ces événements majeurs de notre histoire nationale, l'on ne saurait les réduire à de simples commémorations, même accompagnées d'hommages historiquement pleinement justifiés, en escamotant le bilan de ces 75 dernières années, sans s'interroger sur la société et le monde actuels, leur réalité contemporaine au regard des espérances de l'immédiat après-guerre.

D'évidence, nombre d'entre elles furent déçues, nombre des promesses ne furent pas tenues ; et toujours d'évidence, c'est aussi au présent qu'il faut conjuguer le verbe être... Car si la seconde moitié du 20^e siècle a abondé en guerres – coloniales d'Indochine, d'Algérie, d'Angola... de Corée, du Vietnam, des Six jours et du Kippour ; et bien d'autres encore – que l'on a souvent – et souvent à juste raison – considéré comme les conséquences de l'affrontement entre les deux blocs stratégiques, les deux systèmes sociaux, économiques et politiques antagonistes de la Guerre froide, force est de constater que la disparition de l'un des deux blocs n'a pas en ce début de 21^e siècle mis fin aux guerres, du Sahel au Proche-Orient. Pire, la menace d'un conflit nucléaire a resurgi avec force.

Et qu'en est-il des mesures de démocratie politique, économique et sociale, de solidarité, mises en œuvre à la Libération ? Mesures découlant directement de l'application concrète des valeurs de la Résistance. Force est de constater de même que, depuis leur instauration, un grand nombre ont été rognées, abandonnées, que des voix s'élèvent – principalement dans les milieux socio-économiques favorisés – pour en remettre en cause d'autres ; y compris celles qui forment depuis trois-quarts de siècle le socle de notre protection sociale (Sécurité sociale, retraites...).

A l'heure des discours anti-immigrés et des mesures d'exclusion, rappelons que les combats de la Résistance et de la Libération furent aussi des luttes contre le racisme antisémite, anti-Tziganes, anti-Noirs..., contre la xénophobie anti-immigrés, de grands moments de fraternité unissant Français, Etrangers, Coloniaux dans le combat commun contre le fascisme. L'on ne saurait oublier le Résistant vosgien Addi Bâ, les tabors marocains de Monte-Cassino ou de la libération de la Corse, les Espagnols de la «Nueve», premiers entrants de la 2^e DB dans Paris le 25 août 1944, les Divisions maghrébines composantes majeures de la 1^{re} Armée française débarquant avec De Lattre et libérant Strasbourg... Rappelons à tous les valeurs de la Résistance !

Pierre Martin, Président de l'ANACR

DANS NOTRE AGENDA

**Dimanche 25 février 2018,
A 11 HEURES
CEREMONIE D'HOMMAGE
AUX MARTYRS DE
L'AFFICHE ROUGE
AU CIMETIERE PARISIEN
D'IVRY-SUR-SEINE**

*COMME CHAQUE ANNEE DEPUIS
1945, UN HOMMAGE SERA RENDU
PAR L'ANACR A MISSAK
MANOUCHIAN ET A SES
CAMARADES, AUX ETRANGERS
DANS LA RESISTANCE EN FRANCE,
PLUS PARTICULIEREMENT CETTE
ANNEE AUX ANTIFASCISTES GRECS*

**On se réunira à 10 h 45 à l'entrée
du cimetière**

**STAGE NATIONAL DE L'ANACR
DU 11 AU 13 MAI 2018**

Pensez-y

UN DES PREMIERS RESEAUX : LE «GROUPE ELIE»

En 1940, Louis Elie est un entrepreneur de transport brestois de 35 ans habitant rue Jean-Jaurès où il tient un garage. On lui prête alors des sympathies à l'égard du Parti Social Français (PSF) de la Rocque.

Il aurait été un des rares Français à avoir eu connaissance dès le 18 juin de l'appel lancé depuis Londres par le général de Gaulle, appel qui trouvera chez lui un profond écho.

Ainsi, dès août 1940, il s'ouvre de ses idées de Résistance à des connaissances et amis lui semblant partager ses vues, tels François Quémener, un chef d'équipe à l'Arsenal de Brest âgé de 37 ans, Joseph Prigent, âgé de 33 ans, mécanicien à l'Arsenal, René Gourvennec, âgé de 27 ans, armurier à l'Arsenal, et Albert Muller, âgé de 20 ans, électricien, lui aussi à l'Arsenal, faisant tous quatre partie avec Louis Elie de la Défense passive. Le Patronage du Quartier Saint-Martin sera aussi un vivier de recrutement.

Dès la mi-septembre 1940, Elie avait mis en place les prémices d'une organisation clandestine structurée, avec ses cadres politiques et militaires, agents de liaison, PC, boîtes aux lettres et service de renseignement. Les premières missions que s'assignera ce qu'on va appeler le «Groupe Elie» sont la collecte de renseignements et la collecte d'armes, préparatoire à l'action armée.

Dès novembre 1940, ce groupe, formé autour de Louis Elie et de ses amis, va s'étoffer, car viendront s'y joindre à la fin 1940 et au début 1941 Joseph Thoraval, âgé de 18 ans et qui, en permission après le naufrage de son torpilleur la *Bourrasque* en mer du Nord le 30 mai 1940, avait reçu l'ordre de rejoindre le port de Brest et était manœuvre à l'établissement Armor, Robert Busillet, âgé de 18 ans, Louis Stephan, âgé de 20 ans, employé de commerce puis à la Pyrotechnie, Roger Groizeleau, âgé de 20 ans, manœuvre chez Armor, qui en janvier 1941 avait, en compagnie de Thoraval, tenté de rejoindre Londres à partir de Roscoff en s'emparant d'une vedette de surveillance côtière allemande, Georges Bernard, 18 ans, localier à l'*Ouest-Eclair*, René Istin, Lucien Gouez, Victor Gourmelon, Roger Ogor, 19 ans, d'autres encore... Car la consigne donnée à chacun est de recruter et d'étendre le réseau.

Un endroit va servir de PC : le café -tabac de la place Guérin, tenu par Mme Gauvard, dont le mari fera également partie du réseau, et où les allers-et venues ne semblent pas a priori suspects.

La branche «renseignement» aura à repérer les diverses installations de l'ennemi,

relever la nature et les n^{os} des unités présentes sur les sites, le nombre d'officiers et de soldats logeant chez l'habitant, repérer les habitudes de l'occupant. La responsabilité de cette tâche sera confiée à un jeune jéciste de 19 ans, Robert Busillet.

Celle de la branche militaire le sera à René Drouin, capitaine de réserve, chevalier de la Légion d'Honneur, ingénieur de Travaux Publics, dont les deux fils avaient rejoint les FFL.

Les premières armes du réseau vont - procédé que nombreux seront les Résistants à l'employer au début de l'Occupation, avant que les consignes de sécurité données par la Wehrmacht à ses membres ne soient renforcées - être subtilisées à l'occupant : les membres du groupe, vêtus de pardessus, se rendant dans les cafés les plus fréquentés par les officiers et sous-officiers allemands - café des Voyageurs, de France, du Continental, de la Préfecture - y repèrent les porte-manteaux auxquels sont accrochés les ceinturons chargés, posent leurs manteaux dessus, prennent une consommation... et repartent en emportant leurs par-dessus et les ceinturons.

Le groupe procédera à la récupération à l'Arsenal d'un stock d'armes anglaises inconnu des Allemands, dont Robert Busillet a découvert l'existence dans les archives. Ainsi, début décembre 1940, près de 250 revolvers sont stockés dans le garage d'Alice Abarnou.

Le groupe procédera aussi à la récupération d'explosifs et de grenades dans les locaux de la pyrotechnie de Saint-Nicolas au Relecq-Kerhuon. Louis Stephan, qui y travaille, va, aidé de son frère âgé de 16 ans, sortir de l'établissement un poids très important de grenades, d'explosifs et de cartouches de poudre.

RATTACHEMENT A LA CONFRERIE NOTRE-DAME

En février 1941, le capitaine Drouin, va prendre contact avec ce qui est en train de devenir un des principaux réseaux de Résistance, rattaché aux services de renseignement de la France Libre, la «Confrérie Notre-Dame» (voir ci-contre), dont le «Groupe Elie» va devenir la principale antenne bretonne. Ainsi Drouin remettra à la CND le plan des défenses allemandes de Brest et de ses environs, qui sera envoyé à Londres à la direction des services secrets gaullistes.

Le «Groupe Elie» va aussi s'engager dans l'action directe : ainsi le soir du 1^{er} janvier 1941, cinq membres du groupe - Elie, Pri-



Louis-Jean ELIE.

gent, Bernard, Auffret, Muller - sont interpellés rue Kerfautras par 2 soldats allemands armés de mitraillettes. A la demande de vérification de leurs papiers, trois obtempéreront, mais les 2 autres sortiront leurs armes... et récupéreront les deux mitraillettes allemandes ! Ces affrontements avec des soldats isolés, voire des patrouilles, se répèteront jusqu'en avril 1941.

Le 28 février, Elie décide de détruire une batterie de D.C.A., se trouvant dans le quartier des Quatre Chemins, à proximité de la rue Lare Carnot en Lambézellec. Juste avant l'assaut, un des Résistants ouvre le feu malencontreusement, alertant les soldats allemands. Seul Joseph Thoraval réussit à poignarder un militaire, le laissant pour mort sur le terrain. Il retrouvera ce militaire lors du procès, où revenu à la vie, ce soldat se transformera en terrible accusateur.

Autre exploit du «Groupe», l'évasion de 9 prisonniers - dont deux Canadiens, plusieurs jeunes de Lannion et marins-pêcheurs de Camaret - de la prison brestoise de Pontanniou dans la nuit du 18 au 19 mars 1941.

L'ATTAQUE DE L'HÔTEL CONTINENTAL

Le fait d'armes le plus important et spectaculaire du réseau Elie va se dérouler dans la soirée du 4 avril 1941. Ayant appris que les Allemands organisent à l'hôtel Continental un grand banquet en l'honneur des



Georges Bernard,



Robert Busillet,



René Gourvennec,



Roger Groizeleau,



Roger Ogor,



François Quémener.

officiers du *Scharnhorst* et du *Gneisenau* – deux cuirassés arrivés le 22 mars 1941 – en présence de hautes autorités allemandes et de personnalités françaises de la collaboration, le «Groupe Elie» décide d'y placer une bombe. Grâce à Roger Groizeleau, un complice leur facilitera l'accès au sous-sol de l'hôtel.

Au moment où les festivités battent leur plein, Elie et trois de ses hommes placent une charge explosive et bloquer l'ascenseur. A 20 h 15, une explosion sourde se fait entendre : L'incendie se propage rapidement et le feu embrase l'hôtel. Issues bloquées, les Allemands sont prisonniers des flammes.

Fait du hasard, un raid anglais arrive vers 22 h 00 pour bombarder les deux cuirassés. L'incendie illumine Brest comme en plein jour. Les Anglais en profitent pour larguer quelques bombes sur cet objectif aisément repérable. Le nombre de pertes n'est pas connu avec certitude, mais il serait l'ordre de 4 à 500 victimes.

Une dernière opération va être fatale au «Groupe Elie» : le 30 avril, Muller, Quémener et Prigent attendent la sortie de 4 Allemands installés au café des P.T.T., rue Louis Blanc. Dès leur sortie, des coups de feu éclatèrent. Les Allemands, qui réussirent à s'enfuir, blessèrent Albert Muller de 6 balles dans le ventre.

Conduit à la clinique du docteur de la Marnière, qui s'illustrera par la suite avec les FFI du canton de Lannilis, Alfred Muller sera opéré le 1^{er} mai, puis rentrera à sa demande chez lui le 10 mai. C'est là que, le 13 mai dans l'après-midi, des Allemands frappèrent à sa porte et l'emmenèrent, malgré son état, jusqu'à leur locaux de l'école Bonne-Nouvelle.

L'arrestation d'Alfred Muller, suivie le soir même de celle à 19 h de François Quémener, sera la première d'une longue série de 37 Résistants qui s'étalera jusqu'à la fin juin 1941, avec celle de Joseph Granneck.

Après un passage à Bonne-Nouvelle, les Résistants sont conduits à la prison brestoise du Bouguen. Un bombardement anglais ayant détruit dans la nuit du 1^{er} au 2 juillet 1941 une partie de cette prison, ce qui permit à quelques prisonniers de s'enfuir, la majorité des membres du «groupe Elie» est, après un passage à la prison de Rennes, transférée à la prison de Fresnes, en attente de leur procès devant le Tribunal militaire allemand du Gross Paris.

Celui-ci débutera le 8 novembre 1941, à Paris, dans les locaux de l'hôtel Continental, rue de Castiglione. La sentence tombera le 22 : onze inculpés sont condamnés à mort, vingt à des peines de réclusion variant de 5 à 15 ans ; parmi eux 5 mourront en déportation et un sera porté disparu.



Louis Stephan,

Joseph Thoraval.

Le 10 décembre 1941, à l'aube, les onze condamnés à mort seront conduits au Mont Valérien et fusillés dans la clairière.

Un service religieux célébré à la mémoire des membres du «Groupe Elie» réunira à Brest plusieurs centaines de personnes le 8 janvier 1942. En souvenir du Groupe Elie, la ville de Brest a donné le nom de «rue des 11-martyrs» à une rue proche de son hôtel-de-ville.

Dès les lendemains de la Libération, plusieurs des martyrs du «groupe Elie» recevront la mention «mort pour la France», la médaille de la Résistance, la Légion d'honneur. Une stèle brestoise porte leurs noms.

UN TMOIGNAGE...

Par l'intermédiaire de la Croix-Rouge, Werner Molter, sous-officier allemand en poste à Fresnes en 1941, fit parvenir à Madame Bernard, mère de Georges Bernard, la lettre suivante :

«Madame,

«J'ai la tâche honorable de vous remettre des notes de votre fils, que celui-ci m'a confié quelques minutes avant le départ pour le Mont-Valérien, car il craignait que ses effets ne disparaissent du tribunal, où ils devaient être remis, et pensait qu'ils n'arriveraient jusqu'à vous. (...).

«J'étais souvent dans la cellule de votre fils, à qui j'ai donné de temps en temps des livres pour sa distraction et avec qui j'aimais tant m'entretenir. Chaque fois que j'y allais, j'étais étonné à la fois de son intelligence et de son courage. Il m'a toujours parlé de vous, de sa petite sœur et de son beau pays qu'il ne devait plus revoir.

«Que je vous parle des dernières heures de votre fils et de ses camarades, je peux dire que je n'ai jamais revu un tel héroïsme. Ils m'ont invité à les accompagner jusqu'au Mont-Valérien. Pendant le trajet en autobus de Fresnes à travers Paris jusqu'au Mont-Valérien, ils montrèrent un état d'esprit qu'il est impossible de décrire.

«Ils ont alternativement fumé, plaisanté, chanté des chansons populaires de la Bretagne et plusieurs fois la Marseillaise ; pas une plainte, pas une larme. Au Mont-Valérien, avant d'être fusillé, le prêtre les a réunis encore pour un quart d'heure.

«Et voici les dernières minutes : tous refusèrent de se faire bander les yeux. Tous moururent debout sans trembler, s'écriant «Vive la France», trois d'entre eux donnèrent même l'ordre «feu». Je ne puis vous dépeindre tout cela par des mots nus, mais, croyez-moi, Madame, nous tous qui assistions à ce dernier moment fûmes émus jusqu'aux larmes de voir une telle mort et un tel héroïsme breton.

«Et j'espère que cela vous donnera à vous et aux parents de tous les autres héros un peu de consolation et de force de savoir que votre fils et ses camarades si fiers et si courageux sont morts comme les dignes héros de la résistance pour la libération de leur pays.

«Veuillez croire, Madame à mon profond respect et ma sincère sympathie».

L'aumônier allemand, de retour à Fresnes à l'issue de l'exécution, dira à leurs camarades :

«Je viens de conduire onze anges au Paradis».

LA CND-CASTILLE

Dès le 1^{er} juillet 1940, la France Libre s'organisant à Londres se dote d'un «2^e Bureau», appellation militaire du Service de renseignements, que va diriger «Passy», alias André Dewavrin.

Ce 2^e Bureau prendra le nom de «Service de renseignement» (SR) à partir du 15 avril 1941, puis de «Bureau central de renseignement et d'action militaire» (BCRAM) à partir du 17 janvier 1942, de «Bureau central de renseignement et d'action» (BCRA) à partir du 1^{er} septembre suivant et jusqu'au 19 novembre 1943 quand sera créée la Direction générale des Services spéciaux» (DGSS) fusionnant – non sans mal – le BCRA avec les services spéciaux de Giraud, existants en Afrique du Nord depuis la fin 1942 et issus des services spéciaux de «l'Etat français» pétainiste.

De premiers agents du 2^e Bureau initial vont être envoyés en France dès l'été 1940, tel en zone nord occupée Maurice Duclos («Saint-Jacques») en Normandie, débarqué le 4 août sur la plage de Saint-Aubin-sur-Mer (Calvados), avec des missions de renseignement, notamment d'évaluation des effectifs militaires allemands ; Maurice Duclos, avant de repartir à Londres, mettra en place le «Réseau Saint-Jacques».

En zone sud, les agents de la France libre emprunteront souvent la voie ibérique, passant par Lisbonne puis Madrid avant de rejoindre la France par la frontière pyrénéenne ou la côte méditerranéenne. Une voie qui sera aussi choisie pour ensuite pénétrer, à travers la ligne de démarcation, en zone occupée.

C'est celle qu'emprunte fin août 1940 Gilbert Renault, alias «Raymond», qui va s'attacher dès l'automne à implanter dans la Région bordelaise de petites structures de renseignement, notamment sur la base sous-marine de Bordeaux-Bacalan, avant de se diriger vers la Bretagne, où il va notamment recruter à Brest, Jean Philippon, futur amiral.

Ainsi naît le «Réseau Raymond», auquel Gilles Renault, qui va prendre le pseudonyme de Passy, donnera début 1942 le nom de «Confrérie Notre-Dame» (CND). Fin 1940, la CND a des structures à Lorient, Vannes, Nantes, La Rochelle, Bordeaux, Angers, Thouars ; en septembre 1941, Passy implante à Paris une centrale radio en liaison avec Londres.

La CND, tout en développant ses propres structures, va aussi en intégrer d'autres nées de manière autonome, tel le «Groupe Elie», ou celles ayant échappé au démantèlement du réseau «Saint-Jacques», et nouer des relations avec l'OCM, le Front National/FTPF, le MLN...

Victime d'une trahison de deux opérateurs radio à l'automne 1943, la CND sera démantelée par la Gestapo. Ses survivants reconstitueront le réseau sous le nom de «Castille».

La CND-Castille, qui aura compté dans ses rangs propres 1374 agents, aura eu 53 tués, 535 arrêtés, 316 déportés ; 122 ne rentreront pas.

A son actif : ses renseignements auront permis la destruction du cuirassé *Bismarck*...

LES FRANÇAISES LIBRES



Simone Mathieu.

Pendant la Première Guerre mondiale, alors que les dernières cantinières ont été supprimées en 1914, des femmes – religieuses ou laïques – sont restées présentes auprès des combattants, comme infirmières dans les ambulances et hôpitaux de campagne, sans pour autant être intégrées aux Armées.

L'égalité avec les hommes dans l'accès aux armes, avec son corollaire en cas de conflit, «l'impôt du sang», sera une des revendications d'une partie du mouvement féministe de l'entre-deux guerres.

En 1927, un projet de loi sur l'organisation de la nation en temps de guerre, présenté par Joseph Paul-Boncour, envisage la mobilisation des femmes comme les hommes en cas de conflit, mais restera à l'état de projet jusqu'à son adoption le 11 juillet 1938. Cette loi va prévoir «l'engagement volontaire et la réquisition de femmes au titre des armées».

Conséquemment, elles seront 6 600 à s'engager, dans les services administratifs de l'armée, les Sections Sanitaires Automobiles (SSA) rattachées à leur création en avril 1940 au 19^e régiment du Train, devenant ambulancières, certaines seront intégrées aux Infirmières, Pilotes et secouristes de l'Air (IPSA, créées en 1937)...

Les IPSA resteront clouées au sol durant la Drôle de Guerre. Il ne sera – pour les pilotes (Maryse Bastié, Maryse Hilsz, Claire Roman...) – fait appel à elles qu'en juin 1940, comme pilotes auxiliaires de petits avions, avec le

grade de sous-lieutenant. Quant aux SSA, leur entrée en service actif dans les unités coïncidera à quelques semaines près avec le début de la bataille de France le 10 mai. Elles subiront la débâcle des troupes françaises, certaines seront faites prisonnières. Après l'armistice, un arrêté de dissolution des SSA sera pris à Vichy le 12 septembre 1940 par Darlan, secrétaire d'Etat à la guerre pétainiste.

Beaucoup des engagées retourneront alors à la vie civile, d'autres gagneront l'Afrique du Nord. Certaines rejoindront la Grande-Bretagne, où va naître une véritable structure militaire féminine au sein de la France Libre, constituée à Londres à l'été 40 autour du général de Gaulle...

LE «CORPS DES VOLONTAIRES FRANÇAISES»

Dès juillet 1940, des Françaises – résidentes à Londres, étudiantes bloquées par le déclenchement des hostilités, des évacuées ou échappées de France, de premières ralliées par l'appel du 18 juin, venant de l'étranger ou de l'outre-mer français... – vont s'engager dans l'«Auxiliary Territorial Service» (ATS) britannique, branche féminine de l'Armée britannique formée depuis septembre 1938.

C'est en premier en recrutant au sein des volontaires de l'ATS et en s'inspirant de son exemple que va être créée le 7 novembre 1944 une unité féminine au sein des forces Françaises libres, le «Corps féminin des volontaires françaises», composé à l'origine de 26 volontaires et qui atteint bientôt 100 membres, placées par l'amiral Muselier sous le commandement – elle est promue lieutenant – de Simone Mathieu, âgée de 32 ans, une championne de tennis : elle a gagné deux fois en simple le tournoi de Roland-Garros.



Marie Hackin, l'une des six femmes «Compagnon de la Libération».

Les volontaires, devant avoir entre 18 et 43 ans, françaises de naissance ou par mariage, recrutées pour certaines par affiches et annonces dans les journaux britanniques, pour d'autres arrivant de l'Inde française ou de la Nouvelle-Calédonie ralliés à la France libre, du Canada, ayant rejoint la Grande-Bretagne via l'Espagne, le Portugal, Gibraltar vont suivre aux centres de formation des ATS britanniques (Aldermaston, Bournemouth et Guilford), des formations de secrétaires, de conductrices, d'infirmières, de mécaniciennes, de service de presse, de plantons, de photographes, de spécialistes du chiffre et des transmissions... Les célibataires seront encasernées à Londres à Hill Street, détruite par le Blitz en avril 1941, puis à Moncorvo House, touchée elle aussi le 16 avril par un bombardement tuant Valentine «Moune» Malarroche.

Dans sa tâche d'organisation du Corps Féminin, Simone Mathieu va être secondée à la fin 1940 par Marie Hackin, âgée de 35 ans, archéologue comme son mari Joseph, avec lequel elle a effectué des fouilles en Afghanistan entre 1929 et 1940, ayant rejoint Londres en octobre, elle s'est engagée le 26 décembre dans les FFL, avec le grade de sous-lieutenant.

Son mari Joseph, entré au Département des Affaires extérieures de la France Libre, étant chargé d'une mission en Inde, elle embarque avec lui le 20 février 1941. Mais leur bateau sera torpillé au large des Iles Féroé le 24 février. Ils seront tous deux faits Compagnons de la Libération par le général de Gaulle le 13 mai 1941.

En décembre 1941, l'unité, qui compte désormais 500 volontaires, qui signent un engagement pour la durée de la guerre plus 3 mois, et ont désormais un statut militaire, prend simplement le nom de «Corps des volontaires françaises», qu'elle gardera jusqu'en 1944. Fin 1941, mise à la disposition du Commissariat à la Guerre, Simone Mathieu passe le commandement de l'unité à Hélène Terré.

Créatrice d'une société d'imprimerie, Hélène Terré, alors âgée de 36 ans, avait en septembre 1939 rejoint à la déclaration de la Guerre la Croix-Rouge française comme conductrice d'ambulance. La défaite consommée en juin 1940, elle a rejoint un réseau de Résistance et, en septembre suivant gagné Londres.

Organisant les volontaires féminines en sections air, mer, terre afin de répon-

¹ En septembre 1942, elle entre au service du chiffre. Gagnant Alger en juillet 1943, elle sera promue capitaine en août suivante. Chevalier de la Légion d'honneur, Médaille de la Résistance, elle est décédée en 1980.



Au 1^{er} rang à droite, Hélène Terré.

dre aux besoins spécifiques des trois armes, elle rejoindra elle aussi Alger – à l'automne 1943 – pour préparer la formation en juillet 1944 des «**Auxiliaires Féminines de l'Armée de Terre**» (AFAT). Nommée commandant, elle terminera la Guerre comme directeur de l'Arme féminine, et sera démobilisée en 1947.

LES ROCHAMBELLES...

Florence Conrad, une Américaine de 55 ans, qui avait vécu en France lors du déclenchement de la 1^{re} Guerre mondiale participée et s'était alors engagée comme infirmière volontaire dans la



Hélène Terré.

Croix-Rouge pour l'aide aux blessés, avait renouvelé son geste en 1939 sur la ligne Maginot lors du déclenchement du Second conflit mondial

Reentrée aux Etats-Unis après la défaite française, elle va, à partir de 1941 lever des fonds auprès de riches américaines pour acheter 19 ambulances Dodge WC54, et rassembler autour

d'elle 14 exilées françaises, dont Suzanne Torrès², laquelle sera sa lieutenant, formant en 1943 une unité sanitaire à laquelle sera donné le nom d'«Unité Rochambeau».³

Les Etats-Unis, entrés en guerre en décembre 1941, suite à l'agression japonaise contre Pearl Harbour, ont – avec les Britanniques – débarqué le 9 novembre 1942 en Afrique du nord. C'est le paquebot «Pasteur» qui va conduire en septembre 1943 le groupe ambulancier de New-York à Casablanca, d'où le commandant Florence Conrad gagnera Alger pour convaincre le général Koenig d'intégrer son unité à l'Armée, ce sera au sein de la 1^{re} Compagnie du 13^e bataillon médical du Groupement tactique Warabio de la 2^e DB de Leclerc.

Les Volontaires venues d'Amérique, auxquelles se sont jointes 25 «Marocaines» (Françaises du Maroc), vont se voir donner le nom de «**Rochambelles**» qu'elles vont bientôt illustrer sur le Front de Normandie : transférées le 11 avril 1944 en Grande-Bretagne, elles débarqueront début août suivant à Utah Beach.

Elles participeront à la Libération de Paris (elles seront cantonnées au square de Notre Dame et au Parc de Bagatelle). Florence Conrad, qui décide de s'occuper des blessés de la 2^e DB hospitalisés au Val-de-Grâce, cède à Suzanne Torrès le commandement des «Rochambelles», qui accompagneront la 2^e DB dans les campagnes d'Alsace et d'Allemagne, jusqu'à Berchtesgaden. 3 d'entre elles ne verront hélas pas la Victoire...

² Epouse de l'ancien député et avocat Henri Torres, dont elle divorcera en 1948 pour épouser le futur général Jacques Massu.

³ Du nom du Maréchal français Jean-Baptiste Donatien de Vimeur, Comte de Rochambeau, qui commanda le corps expéditionnaire français venu en 1780-1781 au secours des Américains lors de la Guerre d'Indépendance des Etats-Unis.

«MERLINETTES», «FILLES DE L'AIR», «MARINETTES»...

En avril 1941, le lieutenant-colonel Charles Pijaud, premier officier supérieur de l'Air à avoir rejoint de Gaulle, forme au sein des Forces Aériennes Françaises Libres (FFAL), le «**Corps Auxiliaire Féminin de l'Armée de l'Air**» volontaires féminines, qui seront baptisées les «**Filles de l'Air**» et placées sous le commandement d'Alla Dumesnil. Certaines – Joséphine Baker les rejoindra, affectée à l'état-major général de l'Air – auront une formation de mécaniciennes, en majorité elles occuperont des emplois de secrétaires, radios, ou d'infirmières

Issu de l'Armée d'Afrique, le général Lucien Merlin crée en 1942 le «**Corps féminin des Transmissions**», qui regroupera 2 000 jeunes femmes, qui seront rapidement appelées «**Merlinettes**». Elles participeront à la campagne d'Italie, défilèrent dans Rome libérée le 14 juillet 1944, seront débarquées les 15 et 16 août en Provence avec l'Armée B de de Lattre. Avec la 1^{re} Armée, elles iront jusqu'à Sigmaringen...

En 1940-début 1941, de premières femmes rejoignent à Londres dans les services administratifs et de santé les Forces Navales Françaises Libres (FNFL), d'autres suivront venant de Saint-Pierre-et-Miquelon, de Nouméa... Un décret de juin 1942 officialise la création de sections féminines séparées, et rassemblées à partir de septembre 1943 dans un «**Service Féminin de la Flotte**» (SSF), de 115 volontaires commandées par Madame Bravery.

Mentionnons aussi les 9 ambulancières de la Marine, rassemblées par Jacqueline Carsignol, qui seront rattachées au Régiment Blindé de Fusiliers-Marins (RBFM). Connues sous le nom de «**Marinettes**», elles débarqueront en août 1944 à Utah Beach et seront cantonnées à Paris à l'hôpital Necker.



Affiche de recrutement des Merlinettes.

L'UNION DES FEMMES FRANÇAISES



Pour la Paix, contre le fascisme...

Le mouvement féministe structuré est né en France à la fin du Second empire et s'est développé dans le dernier tiers du 19^e siècle¹, il est d'abord l'expression d'une revendication d'égalité citoyenne des Droits civils et civiques avec les hommes.

Ainsi se créent en France en 1878 une «Société pour l'amélioration du sort des femmes», et en 1882 la «Ligue française pour le droit des femmes»; en 1891, elles se rassemblent avec d'autres dans la «Fédération Française des Sociétés féminines».

En 1896, naît à Paris la «Ligue des Femmes pour le désarmement Universel», présidée par la Princesse Wiszniewska et qui deviendra en 1900 l'«Alliance universelle des femmes pour la paix». Le 18 avril 1901 naît le «Conseil National des femmes françaises» (CNFF), rassemblant une trentaine d'associations féminines.

Ces militantes sont souvent issues de la haute bourgeoisie, des milieux intellectuels, des couches moyennes, urbaines.

Toutefois, parallèlement, l'essor national et international du mouvement ouvrier – syndical et socialiste – va avoir sa traduction dans le mouvement des femmes, lui donnant une composante sociale.

Lors du Congrès fondateur en 1889 à Paris de l'Internationale socialiste, la socialiste allemande Clara Zetkin, en exil en France, demande pour les femmes le droit d'accéder librement au travail et de participer à la lutte des classes. Clara Zetkin sera à l'origine de la création en 1907 à Stuttgart de l'Internationale des Femmes socialistes (IFS). Un second congrès de l'IFS se tiendra en 1910 à Copenhague; y sera décidée la tenue, à partir de 1911, d'une *Journée Internationale des Femmes*, le 19 mars; ultérieurement elle sera fixée au 8 mars.

En 1912, dans une conférence à Bâle de l'Internationale Ouvrière, Clara Zetkin

¹ Antérieurement, il y eut d'autres figures de l'engagement des femmes, telle, sous la Révolution, Olympia de Gouges, rédactrice de la Déclaration des droits de la femme et de la Citoyenne.

prononcera un discours vibrant pour la paix, appelant les femmes socialistes à lutter contre la Guerre, «qui touche principalement les fils du prolétariat».

Ce positionnement pacifiste s'est développé depuis le début du siècle, les rivalités stratégiques, économiques et coloniales entre Grandes puissances, ainsi que l'exacerbation du problème des nationalités, accroissant les risques de conflits.

En 1905, le chansonnier alors anarchisant Montéhus² avait écrit une chanson, «*La Grève des mères*», qui, interdite, lui vaudra une condamnation pour incitation à... l'avortement, mais dont les paroles et le refrain sont tout à la fois pacifistes et démocratiques :

*Puisque le feu et la mitraille,
Puisque les fusils des canons,
Font dans le monde des entailles
Couvrant de morts les plaines et les vallons...
Femmes debout ! femmes à l'ouvrage !
Il faut sauver l'humanité.*

*Refuse de peupler la terre !
Arrête la fécondité !
Déclare la grève des mères !
Aux bourreaux crie ta volonté !
Défends ta chair, défends ton sang !
À bas la guerre et les tyrans !*

Et la Guerre va éclater fin juillet 1914 quand l'Autriche-Hongrie déclare la Guerre à la Serbie. En quelques jours, l'Empire allemand, l'Empire russe, la Grande-Bretagne, la France, la Belgique entrent en Guerre, l'Empire ottoman, la Roumanie, la Bulgarie, l'Italie seront bientôt concer-



Le monument aux morts de Péronne.

² Gaston Mardochee Brunswick dit Montéhus, né en 1872 est notamment l'auteur de *La Butte rouge*, de *Gloire au 17ème*, de la *Jeune Garde*. Rallié au patriotisme d'Union sacrée lors de la «Grande Guerre», il rejoindra le «Front populaire». Ayant échappé sous l'Occupation à la déportation raciale, il composa en 1944 un Chant des Gaullistes, *Le Massacre d'Oradour*, *La devise des FFI (Vaincre ou mourir)*... Il meurt à Paris en 1952.

³ La guerre s'étendra en Afrique et dans le Pacifique central où l'Allemagne possède des colonies.

nées; en 1917, les Etats-Unis entrent en Guerre aux côtés de la France et de la Grande-Bretagne...³

Quand la Guerre s'arrêtera quatre ans plus tard, suite à l'armistice du 11 novembre 1918, demandé par l'Allemagne, le bilan est lourd : pour la seule France, 1 393 000 soldats ont été tués, 5,5 millions ont été blessés, 1 117 000 sont restés invalides... Et la France compte 600 000 des 3 millions de veuves de guerre et 986 000 des 6 millions d'orphelins conséquences du conflit. Un bilan qui pèsera au sein de la population féminine et du mouvement féminin dans l'entre-deux guerres.

Car, une vingtaine d'années après la fin de la Première, éclatera une Seconde Guerre mondiale...

POUR LA PAIX...

Le monument aux Morts de Péronne, œuvre du sculpteur Paul Auban inaugurée en 1926, et sur laquelle on voit une Picarde le poing dressé maudissant la Guerre, de même que celui de Gentioux, dans la Creuse, sur lequel un orphelin dresse le poing vers l'inscription «maudite soit la Guerre» et les noms 58 tués de la commune, ainsi que la cinquantaine de monuments de même sensibilité répartis à travers le pays et appelant parfois à «faire la guerre à la guerre», ne sont pas représentatifs des quelques 36 000 autres communes de France, sur lesquels les femmes sont souvent statuées en pleureuses ou magnifiant le soldat.

Car tout un pan de la politique officielle à l'égard des femmes va être l'héroïsation de la fiancée, de la marraine du soldat, de la veuve du «Poilu» tombé au champ d'honneur. Cela pèsera dans la conscience des femmes.

Mais la Guerre aura eu aussi d'autres conséquences, durables : dans les usines, notamment d'armement, les champs, les services publics (postes...), les transports, les administrations, afin de remplacer les hommes mobilisés et aussi pour faire vivre leur famille, les femmes sont entrées massivement dans l'activité économique; la paix revenue, le million et demi de tués et le plus d'un million d'invalides nécessiteront leur maintien au travail; certaines y participeront aux luttes sociales.

En France, comme dans la plupart des pays belligérants, la plus grande partie – voire la quasi-totalité – des organisations syndicales et sociales, telles les Associations féminines, des partis politiques de la droite à la gauche (y compris les socialistes), s'étaient ralliées à l'Union sacrée derrière leurs gouvernements respectifs.

Toutefois, la guerre durant, avec son hécatombe de soldats par millions, un courant pacifiste prônant la reprise des relations internationales se développa. Ainsi, en 1915, se tint à La Haye, aux Pays-Bas, pays neutre, une conférence

internationale réunissant pour la Paix 1 200 femmes de 12 pays ; le gouvernement avait interdit aux Françaises d'y participer...

Après la Guerre, un nouveau congrès se réunira en 1919, à Zurich, en Suisse : y naîtra la «Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté» (LIFPL), dont la section française sera dirigée par Gabrielle Duchêne, ancienne responsable de la Section «Travail» du CNFF, qui avait dû en démissionner pour ses positions pacifistes contraires à l'«Union Sacrée».

Sur le Plan international, l'«Internationale des femmes socialistes», entrée en léthargie lors de la Guerre, ne réussira pas à retrouver une activité notable, étant de plus affectée – comme toutes les autres structures politiques syndicales et associatives liées au mouvement ouvrier – par la scission consécutive à la Révolution bolchevique de 1917, qui va donner naissance à l'Internationale Communiste (I.C.), ou Komintern en abréviation russe.

Ainsi, en avril 1920, l'IC met en place un secrétariat féminin international, avec notamment l'Allemande Clara Zetkin, les Russes Alexandra Kollontai et Nadejda Kroupskaïa (compagne de Lénine), la Hollandaise Henriette Roland – Holst.

Du 30 juillet au 2 août suivant se tient à Moscou une 1^{re} Conférence internationale des femmes communistes, qui met en place l'Internationale Communiste des Femmes (ICF). De 1921 à août 1930, l'ICF tiendra six conférences mondiales, la dernière se concluant par sa dissolution ; une décision découlant d'un constat – la difficulté de faire émerger, dans le cadre strict de structures explicitement communistes, des cadres féminins socialement reconnus – et d'un changement de stratégie : substituer à la création d'organisations séparées de femmes communistes celles d'organisations féminines progressistes largement ouvertes.

Une nouvelle stratégie qui prend en compte l'émergence et le développement d'une menace : le fascisme. Arrivé au pouvoir en Italie en octobre 1922 autour de Mussolini, il va s'étendre en Europe centrale et balkanique dans les années vingt à trente, il a accédé au pouvoir en janvier 1933 avec Hitler en Allemagne, le 6 février 1934, il a tenté un coup de force à Paris, en juillet 1936, il se lance avec Franco à l'assaut de la République espagnole...

CONTRE LE FASCISME

Le mouvement des femmes de l'entre-deux guerres, qui reprend avec force la revendication d'égalité citoyenne, en premier lieu par le droit de vote donné aux femmes, et s'investit dans la défense de la paix, va être confronté au



Gabrielle Duchêne

positionnement par rapport au fascisme et... à la lutte contre le fascisme.

A la différence d'autres associations féminines, la LIFPL, sous l'impulsion de Gabrielle Duchêne, – et non sans débats en son sein entre pacifistes intégrales «doctrinaires», et pacifistes réalistes, qui prennent en compte la nature du fascisme et la nécessité de le combattre – va s'investir dans le combat antifasciste.

Gabrielle Duchêne va participer en 1932 au «Congrès mondial contre la Guerre impérialiste» d'où va naître le mouvement Amsterdam-Pleyel et, ayant à ses côtés deux communistes, Bernadette Cattaneo et Maria Rabaté, va en fonder en 1934 la branche féminine du «Comité mondial des femmes contre la guerre et la fascisme», qui rassemblera 600 000 femmes, dont d'éminentes : Irène Joliot-Curie, Cécile Bronschwig, Luce Langevin, Berty Albrecht...

Sous l'égide du Comité mondial des femmes..., une «Conférence internationale des Femmes pour la Défense de la Paix, la Liberté et la Démocratie» se tiendra à Marseille en mai 1938. Elle buttera sur une contradiction : «Comment défendre les libertés et la démocratie» face à Hitler... sans effusion de sang ? Après d'autres reculades sans effet, les Accords de Munich de la fin 1938 ne feront que conforter le dictateur dans sa stratégie expansionniste...

La LIFPL participe au «Comité d'aide aux victimes du fascisme hitlérien», et apporte son soutien aux réfugiés espagnols fuyant l'avancée franquiste.

Nombre de ses militantes rejoindront d'autres jeunes femmes dans la Résistance.

L'UNION DES JEUNES FILLES DE FRANCE (UJFF)

Le 26 décembre 1936 va naître une association féminine, qui va jouer un rôle important dans les années qui vont suivre



Danielle Casanova

et, quand le temps de l'Occupation et du Régime pétainiste sera venu, dans la Résistance, puisqu'elle sera à l'origine de la formation dans la clandestinité de l'Union des Jeunes Filles Patriotes, composante des Forces Unies de la Jeunesse Patriotique. 600 déléguées, venues de toute la France, fondent l'«Union des Jeunes Filles de France» (UJFF), portant à sa tête une dentiste de 28 ans, dirigeante de la Fédération des Jeunes Filles communistes, Danielle Casanova.

Avec à ses côtés de jeunes femmes telles Claudine Chomat, Jeannette Vermeersch⁴, Marie-Claude Vaillant-Couturier, Josette Cothias, Fanny Ladsky, Fran-

cine Fromont, Denise Epstein, Henriette Schmidt, Yvette Judith, Jeanne Colette, Juliette Fillay, Paulette Bunodière, Renée Pagès, Maïe Politzer, Georgette Cadras, Juliette Dubois... Tous noms que l'on retrouvera dans la Résistance, plusieurs d'entre elles seront déportées, Danielle Casanova, Henriette Schmidt, Rose Blanc et Maïe Politzer moururent à Auschwitz, Fanny Ladsky à Sobibor... Francine Fromont sera fusillée le 6 août 1944 à Fresnes.

La décision de créer l'UJFF a été la conséquence de l'engagement croissant de jeunes filles dans la vie politique consécutif à l'essor du Rassemblement populaire contre le fascisme depuis 1934, et de la victoire du Front populaire en mai-juin 1936, de l'essai de surmonter les réticences familiales d'alors à la participation de jeunes filles à des structures mixtes, et de la volonté de former des cadres féminins, plus difficiles à faire émerger dans le cadre des structures mixtes pré-existantes.

L'UJFF qui, de 9 600 adhérentes à sa création en décembre 1936, en regroupe près de 20 000 à Pâques 1939, va s'investir dans l'aide à l'Espagne républicaine, qui combat la rébellion franquiste appuyée par Hitler et Mussolini, recueillant notamment des boîtes de lait concentré pour les enfants espagnols. Elle parraine des combattants des Brigades internationales. Elle va aussi parrainer les jeunes filles en sanatorium, la tuberculose est alors une maladie de la pauvreté.

Lors du congrès de l'UJFF, le 26 mai 1939, Danielle Casanova avait appelé les jeunes filles à être «prêtes à faire leur devoir de Françaises si par malheur la guerre éclatait malgré nos efforts, ceux de nos Amis, si demain le peuple de France avait à défendre son indépendance et ses libertés contre Hitler et Mussolini».

4 mois plus tard, le 26 septembre 1939, conséquence, ou au prétexte de son approbation du Pacte germano-soviétique de non-agression⁵, le Parti communiste est interdit par le gouvernement Daladier de même que toutes les associations qui lui sont – plus ou moins – liées ; ce qui est le cas de l'UJFF.

Contraintes à la clandestinité dès cette date, les responsables de l'UJFF, restées dans leur très grande majorité fidèles au Parti communiste, vont – de l'automne 1939 à l'été 1940 – à la fois tenter de reconstituer leurs organisations dissoutes, et apporter leur aide à celles du PC, dont nombre de cadres sont mobilisés, la guerre étant déclarée, ou emprisonnés. Certains se sont éloignés, conséquence de la désapprobation du Pacte ou de la crainte de la répression.

Une expérience de la clandestinité qui va être utile quand sera venue l'heure de l'Occupation nazie et du régime dit de Vichy. En décembre 1940, Danielle Casa-

⁴ Durant la guerre, elle sera en URSS avec son compagnon, Maurice Thorez, secrétaire général du PC français.

⁵ Dont les clauses secrètes concernant le démembrement éventuel de la Pologne et celles ayant trait aux Pays Baltes ne sont par définition pas connues alors.

nova – qui est un des principaux cadres du PC clandestin – fait paraître un numéro de *l'Humanité des femmes*...

En même temps qu'elle organise la mise en place de Comités populaires de femmes, de comité de ménagères, mettant en avant les inquiétudes sur le sort des Prisonniers, les besoins de ravitaillement, de lait pour les nourrissons...

Des comités qui vont se multiplier à travers la France.

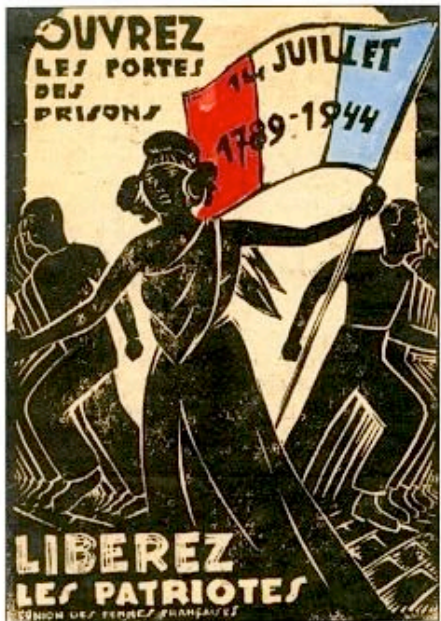
L'UNION DES FEMMES FRANÇAISES

En Zone nord, les comités populaires féminins sont rassemblés au sein de ce qui va devenir l'«**Union des Femmes Françaises**» (UFF)⁶ dont la direction sera assurée jusqu'à son arrestation en février 1942 par Danielle Casanova, à laquelle succéderont Josette Cothias (arrêtée en novembre 1942), Claudine Chomat (Michaut) et Maria Rabaté.

Yvonne Dumont aura la charge d'une branche de l'UFF, l'«**Assistance Française**», chargée de venir en aide aux prisonniers et aux familles des victimes de la répression.

En zone sud, l'«**Union des Comités des Femmes de France**», avec son siège à Lyon, est placée sous la direction de Marcelle Barjonet et Simone Bertrand («**Marcelle**»), dans la Résistance, ancienne secrétaire du «**Comité mondial des femmes**» dans l'Isère).

Les militantes des comités des deux structures vont assurer de multiples tâches clandestines : liaisons, filières d'évasion, hébergement de clandestins, ravitaillement de maquis, réceptions de parachutages... Et aussi, des manifestations spécifiquement féminines : publications de Journaux clandestins (*La Voix des femmes, Femmes de France, Le Cri des Femmes, la Ménagère*, etc.), plus d'une soixantaine de titres sont recensés, organisation de manifestations de femmes pour le ravitaillement, telles celles



⁶ Le nom de l'UFF n'apparaît publiquement que fin 1943.

à Paris rue de Buci le 2 juin 1942, organisée par Madeleine Marzin, et de la rue Daguerre le 1^{er} août 1942 par Lise Ricol (London), celles de 1943 et 1944 contre les départs au STO, etc.

Le 11 juin 1944, l'UFF clandestine de Zone nord se dote, lors d'une réunion clandestine tenue dans un collège de Passy à Paris – d'un comité directeur au sein duquel on note la présence de Marie Bell, Marie Couette, Eugénie Cotton, Hélène Gasset, Irène Joliot-Curie, Françoise Leclercq, Claudine Michaut, Maria Rabaté, Edith Thomas.

Peu avant, pour la Zone Sud, s'était tenue à Lyon le 6 mai 1944 une réunion de l'«**Union des Comités des femmes de France**», avec la participation de Claudine Michaut (Chomat).

A partir de la mi-juin 1944, quand se généralise l'insurrection nationale suite aux débarquements du 6 juin en Normandie et du 15 août en Provence, les Femmes vont y prendre part, dans l'aide aux combattants et dans le combat lui-même. Au début 1944, les comités féminins clandestins avaient été sollicités de passer 10 à 20% de leurs cadres aux FTP.

A LA LIBERATION

Le 15 avril 1945 est enregistrée en Préfecture, sous forme d'Association de loi 1901, l'«**Union des Femmes Françaises pour la défense de la famille, la libération et la Reconstruction de la France**», l'UFF ; ce qui concrétise l'évolution et le développement de l'UFF depuis la sortie de la clandestinité et la Libération.

En octobre 1944, alors que la plus grande part du territoire national est déjà libérée, les deux comités Zone Sud et Zone Nord de l'organisation se sont réunis à la mairie de Clichy, près de Paris, pour s'unifier en une seule structure. Leurs objectifs : l'aide au Front, l'effort de guerre, car celle-ci continue, l'amélioration du ravitaillement, la bataille de la production, la défense de la famille...

Le 17 juin 1945 s'ouvre au Palais de la Mutualité à Paris, placé sous la triple Présidence d'honneur de Danielle Casanova, Bertie Albrecht et Suzanne Buisson, toutes trois martyres de la Résistance, le 1^{er} congrès national de l'UFF, passée de 180 000 adhérentes en novembre 1944 à plus d'un million, réparties dans 4 405 comités de base répartis dans 87 départements.

1 562 militantes de l'UFF sont présentes dans les Comités locaux de libération (CLL), 90 autres sont présentes dans les Comités départementaux de la Libération (CDL). Plusieurs sont conseillères générales, maires...

L'UFF va se doter d'une direction reflétant sa volonté de pluralisme, avec à sa Présidence Eugénie Cotton, alors âgée de 64 ans, scientifique de renom, ancienne directrice de l'École Normale Supérieure de Jeunes Filles, poste dont elle fut chassée en octobre 1941 par le pouvoir pétainiste, avec à ses côtés Claudine Michaut (Chomat), Jenny Roudinesco, Jeannette Vermeersch, Elisabeth de la Bourdonnaye⁷, Marie-Claude Vail-



Claudine Chomat Eugénie Cotton

lant-Couturier, revenue de déportation.

L'UFF – qui publie le Journal «**Heures Claires des Femmes Françaises**», unifiant les périodiques clandestins centraux des anciennes deux zones, va se fixer comme objectif les 2 millions d'adhérentes...

Les ruptures de la Guerre froide en décideront autrement⁸.

LA FEDERATION DEMOCRATIQUE INTERNATIONALE DES FEMMES

Le 8 mai 1945, une délégation de l'«**Union des Femmes Françaises**», conduite par sa présidente Eugénie Cotton, se rend à Londres à l'invitation de l'*International Committee for the International Women's day*, à une rencontre à laquelle vont participer des antifascistes soviétiques, italiennes et espagnoles, et lors de laquelle naît l'idée d'une Fédération internationale d'Associations féminines issues du combat de la Résistance au fascisme.

Elle va se concrétiser fin novembre 1945 à Paris, au Palais de la Mutualité, à l'issue d'un «**Congrès mondial des Femmes**» réunissant des déléguées venues de 37 pays, ainsi que des représentantes de la «**Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté**» (LIFPL), de l'«**Alliance Internationale des Femmes pour l'Égalité, la Paix et la Liberté**» (AIFEPL), de l'«**Union Française pour le Suffrage des Femmes**» (UFSF), qui, après avoir entendu les rapports de Nina Popova (URSS), Odette Dugué (France), Lee Hsien-Ming (Chine) et Elisabeth Allen (Grande-Bretagne) sur «**La participation des femmes dans la lutte contre le fascisme**», décident la création de la «**Fédération Démocratique Internationale des Femmes**» (FDIF)⁹.

Présidée par Eugénie Cotton, avec à ses côtés Nina Popova, Dolorès Ibaruri, Marie-Claude Vaillant-Couturier... la FDIF se prononce pour la destruction du fascisme et la consolidation de la démocratie, la préparation d'un avenir heureux et les revendications des femmes comme travailleuses, citoyennes et mères.

L'unité de la FDIF ainsi manifestée, née de la lutte commune contre le fascisme, sera bientôt affectée par les divisions de la Guerre froide...

⁷ Elisabeth de la Panouse de la Bourdonnaye, «**Daxia**» dans la Résistance, ancienne du Réseau du Musée de l'Homme, condamnée en février 1942 à 6 mois de prison, épouse du Professeur Robert Debré.

⁸ L'UFF est devenue en 1998 le mouvement «**Femmes solidaires**», et son mensuel *Clara*.

⁹ La FDIF aura son Siège à Berlin-Est jusqu'à la disparition de la République Démocratique Allemande. En 2017, son secrétariat est situé à Sao-Paulo (Brésil).

LE CONGRES NATIONAL DE L'ANACR A DAX



«PLUS QUE JAMAIS...»

Lorsqu'il y a près d'un demi-siècle, en octobre 1970, les Résistantes et Résistants membres de l'ANACR réunis en congrès à Salanches, en Haute-Savoie, haut-lieu de la Résistance, décidèrent la création des Amis de la Résistance, ils marquèrent leur volonté de donner un statut, aux côtés de l'ANACR, à celles et ceux, souvent parents de Résistants, qui leur apportaient leur aide dans l'action menée par l'Association pour faire vivre la mémoire des combats de la Résistance, pour la défense des droits des Résistants, pour celle de la Paix menacée par les rivalités de la Guerre froide.

En 1970, 25 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, dans sa grande masse, la population française – c'était le cas pour les plus de 35 ans – avait le souvenir personnel de la période de la Guerre et de ses horreurs, du fascisme et de ses crimes, de l'Occupation et des compromissions criminelles de la collaboration.

En cette fin 2017, celles et ceux qui n'avaient qu'une dizaine d'années à la Libération et à la fin de la Guerre ont plus de 80 ans, les Résistantes et Résistants toujours parmi nous ont au minimum 86-87 ans, souvent bien plus, et la mémoire personnelle directe de ces événements tragiques et glorieux s'estompe inexorablement dans la société.

Et cela dans une France, une Europe et un monde profondément transformés, qui ont vu à la fin du XX^e siècle la disparition des deux blocs antagonistes constitués au lendemain de la Seconde Guerre mondiale mais aussi resurgir avec force des conflits entre superpuissances, suscitant ou nourrissant de dangereux affrontements régionaux, potentiellement porteurs de risques majeurs.

Qui ont aussi vu tout à la fois renaître et se développer – notamment en Europe – les idéologies fascistes et xénophobes du passé, cherchant à s'exonérer de leurs crimes du siècle dernier, et sur la scène mondiale d'autres formes de fascisme, puisant leurs racines non dans la thématique du racisme mais dans celle d'idéologies religieuses dévoyées.

Qui ont vu encore dans notre pays remettre en cause le rôle historique de la Résistance, le falsifiant même, ainsi que les conquêtes démocratiques et sociales nées de la mise en place à la Libération des mesures découlant de ses aspirations à une société plus juste et solidaire ; ce que codifia le Programme du Conseil National de la Résistance, dont nous célébrerons en 2019 le 75^e anniversaire de sa publication.

Les crises morale, sociale, économique et politique que connaissent nos sociétés et le monde ne sont pas pour rien – c'est une litote – dans le développement de ces phénomènes négatifs, mais ce que facilite aussi l'oubli ou l'ignorance des drames du passé.

En ce sens, le mot d'ordre du Congrès de Dax, « **Plus que jamais, le besoin de mémoire et d'histoire** », était au cœur du combat démocratique.

Un combat dans lequel s'inscrivent les passeurs de mémoire que sont les Ami(e)s de la Résistance, pleinement intégrés à l'ANACR depuis 2006, et pour qui la poursuite de la lutte des Résistant(e)s qui l'ont créée dans sa première mouture dès 1945 est tout à la fois un honneur, une fidélité et une nécessité.

Pierre MARTIN



Trois jours durant, pendant lesquels fut durement ressentie l'absence de Louis Cortot, Résistants et Ami(e)s de la Résistance membres de l'ANACR, réunis à Dax du 20 au 22 octobre, en présence de nombreuses personnalités officielles et représentants d'associations patriotiques, ont débattu du passage de la mémoire des luttes et des valeurs des Résistants, de la poursuite de leur combat aujourd'hui.



Ensemble, pour honorer la mémoire des Résistants et Déportés tombés victimes du fascisme, tous se sont rendus au Monument aux Morts de Dax. Henriette Dubois et Pierre Martin y ont déposé la gerbe de l'ANACR.

LA SEANCE SOLENNELLE D'OUVERTURE



Près de 350 personnes, venues des Landes, de 48 autres départements et de deux Amicales, ont fait du congrès national de l'ANACR qui s'est tenu du 20 au 22 octobre 2017 à Dax un moment important de transmission de la mémoire et des valeurs de la Résistance.

Ce vendredi après-midi 20 octobre, les délégués, participants et accompagnants prirent place à partir de 13h30 salle du Congrès à l'Atrium.

Le Bureau du Congrès



Jean-Paul Bedoin

Puis, à 13 h 45, **Jean-Paul BEDOIN** monta à la tribune et, après avoir rappelé que, statutairement, les pouvoirs du Bureau National élu au congrès de Brive-la-Gaillarde, en octobre 2014, prenaient fin à l'ouverture du congrès de Dax, demanda aux délégués d'élire un Bureau du Congrès, chargé tout à la fois d'assurer son bon déroulement et la permanence de la direction de l'Association jusqu'à l'élection du nouveau Bureau national. Il soumit alors au vote les noms suivants :

Patricia BIZZARI, Jean-Paul BEDOIN, Jean-Pierre BOUNY, Bruno CASSANAS, Edgard CASTERA, Pierre CHEVALIER, Michel COLAS, Jean-Louis CORTOT, Syl-

vie DAEMS, Henriette DUBOIS, Monique DUPONT-PICALAUSA, Robert FOREAU-FENIER, Guy FREZOUL, Anne FRIANT-MENDRES, Paul GOS, Garance HERBILLON, Jean-Claude HERBILLON, Claude JOSEPH, Béatrice JOUVE, Jacky LAPLUME, Hélène MALECHA, Pierre MARTIN, Anne-Marie MONTAUDON, Brigitte MORENO, Jean OOGHE, Colette PALLARES, Martine PETERS, Antoine POLETTI, Dany ROUYEYRE-VIGNETTES, Charles SANCET, Louis SEGRESTAN, Christiane TARDIF, Jacques VARIN, Anne-Marie VICTOR.

Ces propositions adoptées à l'unanimité, et les camarades et «Ami(e)s» désignés ayant pris place à la tribune, **Henriette (Nelly) Dubois et Pierre Martin** sont porté(e)s à la Présidence du congrès ; Pierre Martin devant assurer la Présidence des travaux de la Séance d'ouverture et des séances plénières.



Henriette Dubois et Pierre Martin

Pierre Martin déclare alors le congrès ouvert, puis il demande à Jean-Paul Bedoin d'inviter le congrès à désigner les présidences de la **Commission des Mandats et Candidatures**, dont la présidence est confiée à **Jean-Paul Bedoin, Charles Sancet et Guy Frezoul**, et des **Commissions d'Orientation** (Présidence : **Pierre Martin, Anne-Marie Montaudon et Jacques Varin**), et Transmission de la mémoire (Pré-

sidence : **Jean-Paul Bedoin, Pierre Chevalier et Martine Peters.**)

A la mémoire des disparus



Charles Sancet

Pierre Martin donne la parole à **Charles Sancet**, qui évoque avec émotion la mémoire de tous nos camarades disparus dans tous les départements depuis le dernier congrès de Brive-la Gaillarde, et cite nommément ceux qui appartenaient aux organes nationaux de l'ANACR : **AUBERT Robert** (Côtes-d'Armor), **BIART Charles** (Aude), **BIZEAU Jacques** (Indre), **BRAZZINI Roger** (Seine-Saint-Denis), **CHORT René** (Aude), **CLEMENT Paul** (Aube), **COLETTE Jeanne** (Nord), **COSNARD-SIMON Jeanine** (Seine-Saint-Denis), **COULON Gilbert** (Indre), **DINNAT Paul** (Hérault), **DOGNETON Camille** (Charente), **DRUART Pierre** (Val-de-Marne), **DUCHEMIN Georges** (Seine-Saint-Denis), **GENDILLOU Louis** (Haute-Vienne), **LEGER Jean** (Yonne), **LOCHE Jean** (Corrèze), **MONTES Pierre** (Lot), **MORIAS Joseph** (Savoie), **NESLE René** (Var), **PALIS Jean** (Tarn-et-Garonne), **PASCUCCI Vincent** (Hauts-de-Seine), **PETIT Pierre** (Côtes-d'Armor), **QUINT Robert** (Seine-Saint-Denis), **RAYBAUD Paul** (Var), **RENAUT Raoul** (Lot-et-Garonne), **ROSSI Joseph** (Isère), **THIBAUT Pierre** (Isère), **VENUAT Roger** (Allier), *membres honoraires du Conseil National*, **BARBANCEY Max** (Alpes-Maritimes), **DUVAL Michel** (Pas-de-Calais), **GROULIER Yvonne** (Val-de-Marne), **HENRY Pierre** (Creuse), **LE PREVOST René** (Paris), **MEZY Eliane** (Bouches-du-Rhône), **PARROTIN Marc** (Creuse), *membres du Conseil National*, **DAVID Robert** (Morbihan), **GRAZON Jean** (Indre), **RANOUX Roger** (Dordogne) *membres honoraires du Bureau national*, **CORTOT Louis** (Président) (Seine-Saint-Denis), **DEFRANCE Michel** (Nord), **LIMOUZI Paul** (Lot-et-Garonne), **MONIER-LOVIE Mireille** (vice-présidente) (Drôme), *membres du Bureau national*.

Les délégués se lèvent alors pour une minute de silence à la mémoire des disparus. Puis le Chant des Partisans, s'élève avec émotion.

Les invités

Pierre Martin invite à prendre place au premier rang de la tribune, **M. Lucien Giudicelli**, sous-Préfet de Dax, représentant Mme Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'Etat auprès du ministre des Armées,

M. **Gabriel Bellocq**, vice-Président du Conseil Départemental des Landes, Mme **Elisabeth Bonjean**, maire de Dax, Conseillère Régionale représentant le Président du Conseil Régional Alain Rousset, M. Jean Ooghe, Président du Comité départemental ANACR des Landes, M. **Marc Bibes**, Président départemental de l'Union Française des Associations de Combattants et de Victimes de Guerre (UFAC), représentant le Président national Jacques Goujat, M. le colonel **Pierre Robedat**, représentant la Fondation de la France Libre, M. **Paul de Andreis**, directeur départemental de l'ONAC.

Il invite ensuite à prendre place à la tribune MM. **Lionel Causse** et **Boris Vallau**, députés des Landes, M. **Filippo Giuffreda**, représentant l'ANPI et la Fédération Internationale des Résistants (F.I.R.), Mme **Françoise Bulfay** Présidente de l'Association des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation (AFMD), M. **Michel Verweire**, représentant l'Union fédérale, M. **René Lafargue**, représentant l'ANCAC, Mme **Anita Baudoin**, Secrétaire générale de la Fédération Nationale des Déportés et Internes Résistants et Patriotes (FNDIRP).

Sont aussi invités à monter à la tribune **Jacques Bouvet, Jean Darracq, Paul Exposito, Michel Perpigna, Hubert Saint-Blancard, Josette Vialette-Bergeron, Jean-Luc Vieille**, fille et fils de martyrs landais de la Résistance.

Pierre Martin, après avoir remercié l'ensemble des personnalités présentes à la tribune, ainsi que celles présentes au premier rang de la salle – dont des maires et présidents départementaux d'associations – invite **Jean Ooghe**, Président départemental de l'ANACR des Landes, à prendre la parole.

Jean Ooghe, Président de l'ANACR des Landes



Jean Ooghe

J'ai cet après-midi le très grand honneur d'être le porte-parole de tous mes amis landais et en leur nom de vous saluer, et surtout de vous dire combien nous sommes heureux de vous accueillir dans cette bonne ville de Dax.

Ce sont des souhaits de chaleureuse bienvenue, bienvenue, d'une franche et sincère amitié. Et je serre la main à chacune et à chacun de vous au nom de l'idéal de liberté et d'espérance de nos frères tombés au combat. Ces souhaits je vous les présente au nom de mes camarades landais.

Chers amis, depuis l'appel lancé par le général de Gaulle, le 18 juin 40, plusieurs décennies se sont écoulées.

La grande armée des soldats sans uniforme a perdu ses plus valeureux combattants. Et lorsque aujourd'hui nous assistons les uns et les autres à certaines cérémonies patriotiques faméliques ou sans âme, il nous arrive de nous demander si le souvenir de nos disparus ne s'est pas quelque peu dissipé du temps.

Devant cette menace d'érosion de la mémoire, notre Congrès national est au rendez-vous du devoir en plaçant ses travaux sous l'emblème de la mobilisation.

Dans le même esprit, je tiens, du haut de cette tribune, à affirmer notre totale communion avec l'analyse du Bureau national. Oui, sans la moindre réserve, nous partageons cette vibrante conviction : Plus que jamais, le besoin de mémoire et d'histoire n'a été aussi pressant, aussi nécessaire, aussi urgent !

Un besoin de mémoire et d'histoire qui est indissolublement lié à l'évolution du monde. Pour des jeunes de 15 ou de 20 ans, la Résistance paraît souvent se situer à des années-lumière ; et que dire de la Grande guerre, dont nous célébrons le 100^e anniversaire des combats meurtriers du Chemin des Dames.

En quelques décennies, le monde a terriblement changé. Il s'est habillé de numérique avec ses téléphones portables, ses ordinateurs, les télévisions, l'intelligence artificielle et ses robots humanisés, les progrès gigantesques dans la connaissance des milliards de neurones qui peuplent notre boîte crânienne, sans oublier l'omniprésence d'Internet, qui bouleverse et pas toujours en bien la circulation de l'information ou le terrorisme abject des fanatiques de Daech. Ces changements fulgurants ont pour effet de repousser à un passé apparemment lointain les tragédies du XX^e siècle, alors que pour nous c'était hier.

Songez que ma grand-mère, qui en 1944 connut l'horrible supplice de la baignoire, ne savait pas rouler en vélo, n'était jamais montée dans une automobile, sauf celle dans laquelle les gestapistes la traînaient derrière les barreaux de la prison d'Arras. La télévision n'avait pas même droit d'entrée dans ses rêves.

Pour autant, les leçons de la Résistance et de ses martyrs non seulement n'ont pas pris une ride, mais elles sont au contraire d'une étonnante actualité. Car si les technologies issues du progrès des Sciences ont explosé, le monde actuel qui semble avoir perdu la boule traîne avec lui d'insupportables et vieilles gangrènes.

Les relations entre les Etats et les hommes sont plus que jamais dominées par la loi du plus fort. La guerre, que les Résistants voulaient éliminer, n'a pas disparu. Elle vient de détruire des pays entiers comme la Syrie ou l'Irak. Et voici qu'elle menace en Asie, avec ses missiles et ses bombes infernales. Un continent, l'Afrique cherche dans un exil planétaire une solution à la misère. Ces problèmes sont diablement réels.

Mais la conclusion qu'ils appellent, c'est la nécessité d'une vigilance de tous les instants. Une vigilance qui a besoin de se nour-

rir des leçons du combat mené contre le nazisme.

Voilà pourquoi nous travaillons avec tant de passion à faire vivre au présent la mémoire et les valeurs des Résistants qui, dès l'été 1940, refusèrent de s'agenouiller et d'accepter le crime des scélérats de Vichy contre la République.

Ce combat contre l'oubli et pour la vérité historique, nous le menons dans notre département comme vous le menez dans chacun des vôtres, avec la conscience d'être les héritiers d'une épopée qui a transcendé l'histoire millénaire de ce vieux pays. Et les quelques survivants de l'Occupation, aujourd'hui grands vieillards, n'ont pas perdu la tête quand, avec le soutien précieux des Amis de l'ANACR, ils affirment la modernité des valeurs patriotiques et démocratiques qui transformèrent des hommes et des femmes ordinaires en martyrs de la liberté.

Quand 50 % des Français ne vont plus voter, ce n'est pas rien de rappeler que les Résistants, eux, ne se sont pas dérobés face à un envahisseur qui paraissait invincible et face aux traîtres de Vichy.

C'est ce combat capital de la mémoire que poursuit dans les Landes depuis deux décennies notre belle «Revue de la Résistance». C'est avec elle que nous avons mené de longues luttes pour la création de la Journée Nationale de la Résistance, désormais inscrite au calendrier mémoriel de l'Etat.

Toujours avec la Revue, nous venons de célébrer avec éclat le 70^e anniversaire de la libération des camps. C'est encore sous le patronage de la «Revue de la Résistance» que nous avons engagé un vaste travail d'hommage aux femmes de la Résistance, avec un numéro spécial d'hommage aux femmes de la Résistance et une magnifique exposition qui circule dans le département.

Notre dernier ouvrage, «Les cent visages de la Résistance landaise», offert à tous les congressistes, témoigne de cette obstination à servir la mémoire et à combattre les falsifications de l'histoire.

En dépit d'un effectif limité, 180 adhérents en 2017, c'est «La Revue de la Résistance» qui nous permet de tenir dignement notre place sur le front mémoriel et de nous retrouver au cœur du monde ancien combattant landais avec le soutien qu'il nous apporte.

Enfin, à quelques instants de ma conclusion, je voudrais remercier tous ceux qui soutiennent depuis des lustres nos efforts, notamment les nombreux maires des communes landaises, sans oublier la généreuse et fidèle municipalité dacquoise dirigée durant de longues années par Gabriel Bellocq et aujourd'hui par Elisabeth Bonjean.

Je veux aussi faire un sort particulier aux élus du Conseil départemental des Landes. Son président emblématique, Henri Emmanuel, que la maladie vient d'emporter fut durant de très longues années un irremplaçable interlocuteur. Permettez-moi de saluer la mémoire de celui qui fut un ami inconditionnel de la Résistance. Je note que son héritage semble en de bonnes mains, si j'en juge par la chaleur avec laquelle son successeur, Xavier Fortinon, vient de recevoir l'exécutif de l'ANACR 40.

LE DOSSIER DU CONGRES

J'avais prévu de saluer Madame Geneviève Darrieussecq, Secrétaire d'Etat en charge des Anciens Combattants, empêchée d'être parmi nous. Je voulais lui dire que nous n'avions pas été indifférents à sa nomination au Gouvernement. Et que nous espérons qu'en sa qualité d'élue du terroir, elle serait attentive aux intérêts de ceux dont Clémenceau affirmait qu'ils ont des droits sur nous.

Comme le confirme ce congrès national, ainsi que nos multiples initiatives, nous sommes aujourd'hui la seule association départementale issue de la Résistance qui soit encore en état de marche dans les Landes. Qu'on me permette cependant d'ajouter un vœu pressant : que l'Etat accompagne avec la bienveillance qu'elle mérite notre action.

Je ne peux pas terminer, sans saluer respectueusement la mémoire de tous les Landais tombés sous les coups d'un ennemi impitoyable et celle de tous ceux qui furent plongés dans «l'enfer des camps». Je pense à Camille Bouvet, à l'abbé Bordes, à Jeanne Labarthe, à Jean Paillé, à André Arias, à Georges Lassalle. A André Bergeron, à Georges Randé, aux capitaines Vieille, Chroharé, Allavena, aux frères Manauthon, à Alfred Moulian, à Felix Concaret, à André Bouillar et Jean Mouchet, à Jean Oddos et Eugène Lagoin, à Marcel Clavé et Henri Campagne, et à tous les autres dont le sang répandu a servi de terreau à la Renaissance de la France.

En ces temps où la mère-patrie était bâillonnée, c'est eux les Résistants qui incarnent la France, et non pas les traitres de Vichy. Comme Valéry, «les morts n'ont plus que les vivants pour seules ressources».

Nos disparus ont donné au combat pour la liberté la seule chose qui sur terre soit unique, qui soit irremplaçable, la chose qui est la plus belle, la vie. Ce faisant, ils ont gagné le droit à l'immortalité. Leurs noms sont inscrits comme il se doit sur nos monuments aux morts.

Mais pour moi, qui ait eu la chance incroyable de m'en sortir, je veux qu'ils continuent à être présents dans la vie des hommes d'aujourd'hui et de demain. Et comme Jean Ferrat, «Je twisterais les mots s'il fallait les twistier pour qu'un jour les enfants sachent qui ils étaient ! ».

Chers amis, comme vous le voyez, c'est une association départementale conquérante et confiante qui vous accueille. Une association dont le nombre des Amis a progressé de près de 30 % d'une année sur l'autre. Une association qui est heureuse de vous souhaiter un beau et grand Congrès.

Pierre Martin remercie Jean Oqghe pour ses paroles chaleureuses de bienvenue, et invite Mme Elisabeth Bonjean, maire de Dax, conseillère régionale, représentant M. Alain Rousset, Président de la Région Nouvelle Aquitaine, à prendre la parole.

Mme Elisabeth BONJEAN **Maire de DAX,** **Conseillère régionale**

Je suis très honorée de me trouver parmi vous, aujourd'hui, à l'occasion de l'ouverture du Congrès national de l'Association Natio-



nale des anciens combattants et ami(e)s de la Résistance, l'ANACR ; et je suis très heureuse de vous accueillir à Dax pour les travaux qui vous réunissent.

Vous vous trouvez ici sur un territoire dont le goût de l'accueil n'est pas un vain mot. Au carrefour des routes du nord et du sud d'une part, de celles qui conduisent à l'océan et à l'intérieur des terres d'autre part. Tout au long de son histoire, Dax a vu passer les plus grands à l'intérieur de ses remparts gallo-romains, de Charlemagne au retour de Roncevaux jusqu'au général de Gaulle en visite dans notre cité en 1961.

Dax est une ville de patrimoine et d'architecture. Vous vous trouvez dans une salle prestigieuse, l'Atrium, qui est l'un des fleurons Art Déco de notre cité avec, bien entendu, l'Hôtel Splendier voisin, actuellement en chantier et qui ouvrira à nouveau ses portes en avril 2018. Ce sont des bâtiments exemplaires, témoins d'une époque que nous avons évidemment à cœur de conserver et de réhabiliter. De nombreux autres bâtiments ou sites jalonnent notre ville et j'espère qu'ils sauront aiguïser votre intérêt à l'occasion de votre séjour à Dax.



Mme Elisabeth Bonjean

Je pense aux immeubles du XVII^e siècle du centre-ville, à la Fontaine Chaude, l'autre emblème de Dax en son cœur. Je pense aussi à l'immeuble Biraben, à l'ancien hôtel des Baignots le long de l'Adour, aux Arènes, aux remparts gallo-romains... Vous êtes

dans une ville d'histoire, l'Histoire que vous avez faite, celle que vous incarnez.

Peut-être, le saviez-vous déjà : vous êtes ici dans la 1^{re} agglomération thermique de France. Le thermalisme est en effet, depuis de longues décennies, la principale activité de notre agglomération riche de plusieurs établissements thermaux inscrits dans l'histoire de la cité. Riche aussi d'un trésor que la nature nous a donné : le péloïde, cette boue naturelle que nous cueillons pour que les curistes en bénéficient dans les meilleures conditions.

Vous êtes aussi dans une ville de culture, avec de nombreux festivals tout au long de l'année sur les thèmes de la photographie, du blues, de la salsa, de la littérature avec un important salon du livre et, d'une manière générale, avec une programmation culturelle riche et variée.

Dax est également une ville de nature, où le fleuve Adour est un grand atout. Et, si vous en trouvez le temps, je vous invite à parcourir les promenades de santé qui bordent le fleuve et qui vous conduiront du lac de l'Estey jusqu'au bois de Boulogne.

Dax, bien sûr, c'est une ville festive, notamment avec ses Férias du mois d'août, une des plus populaires de France, qui rassemble plus de 800 000 personnes pendant 5 jours. Elles viennent partager des moments de plaisir et de convivialité à travers les concerts, les bandas, les bodegas, les corridas, la course landaise et des animations familiales permanentes.

Cette convivialité, vous le savez, est aussi liée à notre gastronomie. Et j'imagine que vous connaissez tous le magret et le confit de canard, ou encore le foie gras dont vous savez peut-être que les Landes sont de très loin le premier producteur national. Je ne peux que vous encourager à goûter nos productions locales que vous trouverez facilement sur le marché demain matin et en ville tous les jours. Profitez en pleinement, ces produits sont de qualité, bons pour la santé et dépourvus de mauvais cholestérol.

Cependant, je n'oublie pas les raisons de votre congrès que nous accueillons avec grand plaisir, ni les valeurs que vous portez par-delà les décennies et cette nécessité de la mémoire que le passé exige au moment où tous les nationalismes, les populismes, les haines et les violences, se déchainent dans trop d'endroits du monde,

à commencer en Europe. Sachez que dans cette Ville nous défendons le devoir de mémoire, convaincus plus que jamais, que la question du souvenir et de l'Histoire est un sujet d'actualité qui participe à la définition de notre «vivre ensemble».

Dans cette ville, nous défendons aussi le droit à la mémoire, droit qui nous transcende, véritable droit universel qui doit inspirer tous nos choix de société.

C'est pourquoi nous sommes très sensibles à l'action essentielle que vous menez pour que le devoir de mémoire soit une réalité. Auprès de tous ceux qui n'ont pas connu les événements douloureux dont vous avez été les témoins, les acteurs, les dépositaires. Et plus particulièrement auprès des plus jeunes, forcément de plus en plus éloignés de la Deuxième Guerre mondiale à mesure que les décennies s'effacent.

Et je le dis solennellement, ce devoir de mémoire doit nous permettre de produire du sens, doit nous conduire à privilégier l'intelligence sur le souvenir, doit nous conduire à affirmer des vérités encore plus probantes : à mieux connaître et apprendre de l'histoire pour armer les citoyens de demain, pour ceux qui construiront le futur. C'est un combat quotidien et terriblement moderne et d'actualité que nous partageons.

En cela, votre travail est remarquable qui consiste à redonner chair et âme à toutes celles et à tous ceux qui ont combattu le nazisme dans les rangs de l'Armée des Ombres. Cela passe notamment par la publication de bulletins réguliers, de numéros spéciaux, l'organisation de conférences, de parcours de mémoire, de cérémonies et par la participation aux jurys nationaux et départementaux du Concours national de la Résistance et de la Déportation.

Je disais bien, à l'instant, tous ceux et toutes celles qui se sont engagés dans la Résistance, les femmes ayant tenu un rôle très important quoique moins connu dans la plupart des cas.

Le comité départemental a veillé à réparer cet aspect en publiant l'an dernier une très impressionnante revue consacrée à la place des femmes dans la Résistance. C'était une très heureuse initiative. De la même façon était importante l'exposition du comité landais de l'ANACR, sur le même sujet, que nous avons accueillie dans nos murs, comme d'autres collectivités, et qui a reçu la visite de nombreux scolaires. Ils y ont découvert – et je cite Jean Ooghe – «une immensité d'abnégation et de dévouement mais aussi de souffrances comme seule l'enfer peut les concevoir. La noblesse du combat des soldats de l'ombre eût jumelle la tragédie».

Je profite de cette occasion pour remercier les membres de l'ANACR des Landes et Jean Ooghe pour l'accomplissement de ce travail, fondamental, je le répète.

Et ce travail, votre travail, Cher Jean Ooghe, nous oblige à lutter contre l'obscur, le populisme, l'indigne, l'insupportable, il est de notre devoir de résister à ces maux. Et là nulle question de légalité, mais simplement de légitimité, de dignité et d'engagement ! Je vous souhaite à présent de riches heures d'échanges et de partage

pour approfondir ensemble ce qui vous anime et ce qui motive votre action.

M. Gabriel BELLOCQ, Vice-Président du Conseil départemental des Landes

Tout d'abord, je vous prie de bien vouloir excuser **Xavier Fortinon**, Président du Conseil Départemental, qui regrette sincèrement de ne pas être parmi vous aujourd'hui. Il m'a donc demandé de le représenter, en tant que conseiller départemental de ce territoire.

Je le fais avec émotion, car je sais le rôle majeur qu'ont assumé les Résistants dans notre histoire au cours de la Seconde Guerre mondiale, pour libérer notre pays de l'occupant nazi. Je connais aussi le rôle éminent que votre Association accomplit dans l'indispensable devoir de mémoire, partout en France et dans ce département en particulier.

Vous êtes tous rassemblés à Dax dans l'amitié pour votre congrès national.

Je sais le travail que cela a représenté à Jean Ooghe et ses équipes, et je tiens à vous assurer du soutien des élus de ce département et vous renouveler notre estime et notre reconnaissance.

Nous tenons ainsi à marquer notre attachement, notre respect à toutes celles et tous ceux qui ont vécu des moments tragiques de notre histoire, et qui font partie désormais de notre mémoire commune nationale et landaise.



M. Gabriel Bellocq

Je veux tout d'abord rendre hommage, en cette occasion, à toutes celles et tous ceux qui ont souffert : les familles condamnées à quitter leurs terres, les victimes des bombardements, les prisonniers de guerre, les internés, les déportés, dont bien sûr de très nombreux Résistants, et enfin je veux m'incliner devant la mémoire des millions de victimes des camps d'extermination.

Et je veux rendre hommage aussi, ici avec vous et avec force, à toutes celles et à tous ceux qui contribuèrent à la victoire contre le nazisme et ses alliés sanguinaires. A toutes ces femmes et tous ces hommes, à beaucoup d'entre vous réunis ici, auxquels nous devons d'être libres, tous ceux qui, aux heures les plus sombres de notre histoire, ont choisi au péril de leur vie, de résister, de ne pas accepter, de refuser.

Alors que d'autres n'hésitèrent pas à faire le sinistre choix de la collaboration, avec son cortège d'horreurs et de violences.

La Résistance, pour certains, ce fut de rejoindre les rangs de la France libre, pour continuer le combat aux côtés des Alliés, portant haut les couleurs et l'honneur de notre pays, d'Orient en Europe en passant par l'Afrique, d'autres choisirent de mener, sur le territoire national, la lutte dans l'ombre. Des gestes d'abord isolés. Puis, dans un même courage et guidés par un idéal de liberté que ces femmes et ces hommes avaient en partage, tous formèrent ensuite les mouvements et réseaux de la Résistance. Ces femmes et ces hommes sont vos sœurs et frères d'armes et le resteront à jamais. Ils sont aussi, et le resteront pour toujours, la France qui n'abdiqua pas.

Parmi vous figurent les derniers témoins vivants de cette histoire qu'il faut continuer d'enseigner et de transmettre. Il y a là urgence avant que ces voix cessent de parler.

Oui, il faut expliquer, répéter tous les anéantissements auxquels ont conduit les horreurs de la barbarie. Expliquer et répéter l'immense grandeur de celles et ceux qui ont, chacun à leur manière et comme ils le pouvaient choisi de résister.

Car tel est bien le verbe qui nous rassemble ici aujourd'hui : RESISTER !

Un verbe pétri de sang, de larmes, mais aussi d'espoirs, d'horizons. A cet égard, la leçon de la Résistance est précieuse, car elle symbolise le refus d'accepter le pire, le refus de l'asservissement.

Je le sais, vous êtes, vous aussi, avec votre association, très attentif à cette mémoire et à ce verbe. Dans ce département, nous avons été à vos côtés pour organiser l'exposition itinérante sur le thème « les femmes et la Résistance » le 27 mai l'an dernier, dans le cadre de la Journée nationale de la Résistance.

Nous avons régulièrement accompagné l'édition trimestrielle de cette remarquable «Revue de la Résistance» ainsi que ses numéros spéciaux, riches de photos et de documents historiques d'une rare qualité.

Le département des Landes, mais aussi je le sais la Ville de Dax, vous ont apporté, cette année encore et sans hésitation, leur soutien pour aider à la parution de votre admirable ouvrage, Monsieur le Président, intitulé «Les cents visages de la Résistance landaise».

J'évoquais, il y a un instant, cette date du 27 mai qui, vous le savez, fait référence à la première réunion du Conseil National de la Résistance tenue le 27 mai 1943. Un Conseil instauré par Jean Moulin, dans le but ô combien difficile d'unifier les divers mouvements de la Résistance, alors trop souvent désorganisés et cloisonnés.

A la Libération, le programme d'action du CNR a conduit à la mise en œuvre de réformes économiques, sociales et politiques donnant la priorité à l'accès à l'éducation pour tous et posant ainsi les fondements égalitaires et solidaires du modèle social français. Et il faut, aujourd'hui encore, raviver l'esprit résistant que vous portez, tant certains ne cachent même plus, en ces périodes de surenchères politiques, leur

intention de mettre à mal ce précieux héritage commun du Conseil National de la Résistance. Comme s'il s'agissait d'un vieux modèle dépassé !...

A ceux-là, je dis : «non, ce modèle n'est pas dépassé». Il est au contraire d'une étonnante modernité, et doit continuer à inspirer nos politiques à venir. Car ce modèle porte haut la liberté, l'égalité et la fraternité.

Et non pas les tentations d'un repli ou d'un libéralisme destructeur, d'idées qui nourrissent en elles tous les dangers pour notre démocratie et notre cohésion sociale.

Je voudrais également vous dire combien nous sommes, au Conseil Départemental, vigilants et inquiets face à ce qui se passe dans de nombreux Pays européens, comme le week-end dernier en Autriche, avec la victoire des forces d'extrême-droite, mais je pense aussi à la Pologne, la Hongrie et même aux Etats-Unis, qui donnèrent pourtant tant de vies en 39/45 pour nous aider à vaincre le nazisme. L'Angleterre, elle aussi terre majeure de la Résistance, nous tourne aujourd'hui le dos. Ici et là, y compris en France, des partis politiques n'hésitent plus à manipuler la démagogie, les peurs identitaires, les replis communautaires et le rejet de l'autre, Et en Allemagne même, la mouvance néo-nazie n'hésite plus désormais à s'afficher.

Alors, ensemble, disons avec force et conviction : «Attention ! Oui, soyons vigilants». Cette peste brune ne doit en aucun cas briser l'élan qui nous a permis de construire la paix dans la liberté sur le Vieux Continent. C'est bien de cela qu'il faut témoigner aussi auprès de notre jeunesse. Lui montrer que l'enjeu essentiel réside là. Et que nous avons un rôle essentiel à tenir face à ces dangers.

Pour éclairer mon propos et pour conclure, je vous propose une citation. Elle est de René Char. René Char avait décidé de ne plus écrire durant la période de l'Occupation et de la collaboration vichyste, délaissant sa plume de poète, il avait choisi de participer aux parachutages nocturnes dans la Drôme.

Voilà ce qu'il notait alors dans son journal clandestin : «A tous les repas pris en commun, nous invitons la liberté à s'asseoir. La place demeure vide, mais le couvert est mis».

Alors en 2017, perpétuons cet engagement. Je vous invite vous toutes et vous tous à continuer à vous battre pour maintenir ce précieux couvert et que la place réservée à la liberté ne soit plus jamais vide...

Vive la liberté ! Vive la paix ! Vive L'ANACR.

M. Marc BIBES,
Président de l'UDAC
des Landes, représentant
Jacques GOUJAT,
Président de l'UFAC

C'est pour moi un grand honneur de représenter à votre congrès Jacques Goujat, Président de l'UFAC.

C'est également l'occasion de rendre hommage à votre action et principalement

au Président Jean Ooghe et son équipe avec lesquels nous entretenons d'excellentes relations fraternelles et amicales.

Dans les Landes, l'ANACR a toute sa place au sein de l'UDAC avec trois représentants au conseil d'administration et Jean Ooghe, vice-président, que je remer-



M. Marc Bibes

cie pour son dévouement et sa capacité à mettre en valeur les actions de la Résistance, en France, mais aussi et surtout dans le département des Landes.

Il a en effet effectué un travail de mémoire remarquable, permettant de faire connaître ce que fut la Résistance dans les Landes, par des expositions, par la «Revue de la Résistance», par l'inauguration de stèles et monuments mais aussi par des échanges avec la jeunesse dans les lycées et collèges.

Ainsi était donnée une vision de ce que fut la lutte contre l'Occupant, d'abord clandestine puis au grand jour de 1940 à la Libération, inspirant respect et admiration pour tous, femmes, hommes et adolescents qui ont su mettre de côté leur propre tranquillité pour servir leur pays au risque de perdre leur liberté et leur vie.

Vous, les Résistants, restez pour nous tous un exemple d'abnégation, de sens du devoir et de sacrifice pour la défense des libertés et de notre patrie, la France.

Aujourd'hui à Dax, vous allez faire le point sur vos activités, mais aussi lancer un appel à la fraternité à l'amitié entre tous afin d'œuvrer pour préserver ce qui nous est le plus cher à tous, la liberté et la Paix.

Jacques Goujat, Président national de l'Union Française des Associations de Combattants, l'UFAC, m'a chargé de vous lire le message suivant adressé au Président Pierre Martin :

«J'aurais souhaité, mon cher Président, répondre à votre aimable invitation me conviant à assister aux Assises Nationales de votre Association, si un problème personnel lié à mon état de santé, ne me contraignait pas à me tenir éloigné de ce grand et amical rassemblement que représente l'esprit qui sied à votre Association. Croyez que je le regrette vivement et prie l'ensemble de vos instances et amis de bien vouloir m'en excuser. Cependant, j'ai demandé à notre ami Marc BIBES (Président de l'Union départementale des

Landes) de bien vouloir me représenter et de vous apporter, au travers de ce court message, mon amicale pensée et le salut fraternel du Bureau national de notre Confédération, parce que vous y occupez une place privilégiée de par ce que vous représentez.

A ce titre, j'adresserai un clin d'œil particulier et amical à Jacques WEILLER, qui a siégé de longues années au sein de nos Instances dirigeantes en y assumant, jusqu'à cet exercice 2017, une vice-présidence en charge de la commission des Affaires intérieures, Communication et Organisation.

J'aurais une pensée toute particulière pour Louis CORTOT, Grand Officier de la Légion d'Honneur et Compagnon de la libération, entre autres, dont la disparition récente rappelle, si besoin était, en référence aux hautes distinctions qui étaient les siennes, les valeurs de la Résistance, ciment profond de cette fraternité qui vous unit.

Qui mieux que vous peut mesurer ce que représente toutes ces années de fraternité dans la pensée, la réflexion et l'action ; tous ces sentiments de solidarité qui vous ont unis et continuent à vous lier, depuis ces événements de la Seconde Guerre mondiale qui ont engendré tant de deuils et de souffrance. Sans vouloir établir une quelconque analogie avec ceux-ci, permettez-moi d'évoquer la situation dramatique rencontrée au cours de ces mois passés avec les actes terroristes perpétrés en France et hors de ses frontières, laissant des familles meurtries dans leur chair et dans leur âme, victimes d'une telle barbarie et pour lesquelles nous ne pouvons que partager l'indicible douleur.

Cette volonté de partage, de souvenir et par voie de conséquence de défense des intérêts de chacun, nous la retrouvons au sein de notre Union Française des Associations de Combattants et de Victimes de Guerre, laquelle, au-delà de divergences réelles et inévitables mais en conciliant les différences de chacun, rassemble les uns et les autres sur l'essentiel.

Dans cet esprit, l'action de l'UFAC, «grande généraliste du Monde combattant», est universelle parce qu'elle s'adresse à tous les ressortissants, de toutes les générations, de toutes catégories, de tous conflits, avec la volonté de réaffirmer l'unité du Monde combattant et sa volonté de poursuivre l'action qui a été conduite jusqu'à aujourd'hui.

Ensemble, retrouvons-nous, Anciens résistants et Ami(e)s de la Résistance, dans ce travail commun de «Défense, de Mémoire et de Solidarité».

Bon et fraternel congrès à toutes et tous.

La lecture du Rapport



Jacques Varin donne ensuite lecture du Rapport présenté par le Bureau National sortant, et publié dans le n°1318 à 1320 du Journal de la Résistance du 3^e trimestre 2017.

A l'issue de sa lecture, le Rapport est salué par de longs applaudissements.

Pierre Martin invite ensuite M. le Sous-préfet Giudicelli à prendre la parole.

M. Lucien Giudicelli, Sous-préfet de Dax, représentant Mme Geneviève Darrieussecq, Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Armées



M. Lucien Giudicelli, Sous-Préfet de Dax

Je m'exprime devant vous avec respect, humilité, reconnaissance et admiration. Je reprendrai une citation de Châteaubriant, qui me semble symboliser, qui me semble incarner ce que vous représentez pour la France, pour l'humanité et pour l'Histoire : «Grâce à vous, la Liberté peut regarder la gloire en face».

J'ai l'honneur de représenter Madame **Geneviève Darrieussecq**, Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Armées et Monsieur **Frédéric Périssat**, Préfet des Landes.

Je vais vous lire l'allocution que Madame le ministre Darrieussecq a délivré à votre intention :

«Retenue par des impératifs, je ne peux être parmi vous aujourd'hui et je le regrette vivement. J'aurais souhaité être des vôtres, dans ce département des Landes, qui vous le savez m'est si cher.

Je serais cependant présente par ce message, en ce moment important de la vie de votre association, pour vous témoigner toute mon admiration. Ce congrès est en effet pour moi l'occasion de vous dire mon profond respect et de vous assurer de mon entier soutien.

En effet, vous avez toujours œuvré pour le bien commun en exprimant désintéressement et solidarité et votre association est un exemple de civisme dont la société contemporaine devrait aujourd'hui s'inspirer.

Vous avez sacrifié votre jeunesse dans la peine et la souffrance et aujourd'hui vous vous battez pour le souvenir de ceux qui ont donné leur vie pour reconquérir l'honneur,

la liberté, la dignité humaine afin que les générations futures demeurent libres. Certains de vos camarades Résistants ont été tués au combat, exécutés sur le champ, arrêtés.

Les jeunes générations ne doivent jamais oublier que la liberté n'est pas un état naturel et qu'il a fallu que vous luttiez en permanence pour la défendre. Chaque année, le 27 mai et le 8 mai, nos compatriotes, et notamment les plus jeunes, manifestent leur respect et leur fidélité aux principes qui guidèrent les Résistants.

Mesdames, Messieurs, plus de soixante-dix ans après votre combat admirable contre le nazisme, la flamme de la Résistance ne s'est toujours pas éteinte. Elle demeure pour nous, pour les Français, une référence et une exigence.

Je tiens à l'occasion de votre congrès national à rendre un hommage sincère admiratif à votre ancien président national, Monsieur Louis Cortot. Compagnon de la Libération, il a rejoint la Résistance à quinze ans et a œuvré toute sa vie pour défendre ses valeurs. Il était reconnu de tous pour sa modestie et son profond humanisme. A sa retraite, il a continué son action dans le monde associatif mais aussi en allant à la rencontre des plus jeunes dans les écoles de Seine-Saint-Denis. Sa disparition, cette année, nous rappelle qu'il est de notre devoir de continuer à porter haut le flambeau des valeurs qu'il a consacré sa vie à défendre. Ces valeurs, ce sont celles de la France, celles de la République.

Grâce à son combat, à votre combat, les notions de patriotisme, de service et de désintéressement ont gardé leurs lettres de noblesse. Et comme hier dans les épreuves, vous êtes mobilisés pour que l'esprit de la Résistance demeure.

Aujourd'hui, plus que jamais, la défense de ces valeurs est un impératif. Le Gouvernement, pour sa part, est résolu à construire pour tous un avenir commun de prospérité, de liberté mais aussi de respect mutuel et de défense de la citoyenneté.

Vous qui avez avec honneur servi la France, vous aurez avec moi une interlocutrice attentive à vos préoccupations. Je tiens à vous dire que je veillerai à ce que les admi-

nistrations publiques, et notamment l'Office National des Anciens Combattants, travaillent au plus près de vos besoins, à votre service et à celui de l'ensemble du monde combattant.

Vive la France !

La cérémonie patriotique



La séance solennelle close après l'intervention du représentant de l'Etat, les congressistes se sont rendus en cortège depuis l'Atrium au monument aux morts, où a lieu la cérémonie patriotique d'hommage aux martyrs de la Résistance, en présence de M. **Frédéric Périssat**, Préfet des Landes, de Mme Elisabeth Bonjean, maire de Dax, de M. Gabriel Bellocq, vice-président du Conseil Départemental, d'Henriette Dubois et Pierre Martin, Présidents de l'ANACR, de Jean Ooghe, des représentants des Associations patriotiques...

Après la cérémonie, les congressistes sont conviés par Mme Elisabeth Bonjean, Maire de Dax, à une réception amicale dans les salons de la mairie, lors de laquelle Pierre Martin et Jean Ooghe remercièrent la municipalité de Dax pour tout l'aide apportée à la tenue du Congrès, et l'affirmation des valeurs partagées.



LA JOURNEE DE SAMEDI

Travaux des Commissions

Comme lors des congrès précédents, la matinée du samedi est consacrée au travail des commissions. Leurs travaux et les résolutions en émanant sont présentés pages 20, 26 et 27.

Présidée par **Martine Peters**, **Jean-Paul Bedoin** et **Pierre Chevalier**, la «Commission Transmission de la Mémoire» s'est réunie Samedi matin dans une salle de l'Espace des Halles à Dax.

Participèrent notamment - certains intervenants ne s'identifiant pas - aux échanges qui portèrent essentiellement sur le Concours National de la Résistance et de la Déportation (CNRD), avec les menaces que font peser sur son existence les réformes en cours ou projetées, sur la Journée Nationale de la Résistance, sur le site internet et la communication, sur l'action des négationnistes, notamment sur les plans local et régional, **Raymond Zerline** (Dordogne), **Daniel Levieux** (Allier), **Claude Morel** (Hauts-de-Seine), **Sylviane Ranoux** (Dordogne), **Colette Gaidry** (Haute-Saône), **Jean-Pierre Gimbert** (Seine-Saint-Denis), **Danièle Bertrand** (Drôme), **Gérard Simon** (Savoie), **René Garnier** (Haute-Loire), **Bruno Collin** (Aube), **Jean-Paul Bedoin** (Dordogne), **Pierre Chevalier** (Pyrénées-Orientales), **Marie-Claude Boussard** (Nièvre), **Christiane Simon** (Finistère), **Michel Labeyrie** (Landes), **Michel Vandell** (Isère), **Malika Baurain** (Corse-du-Sud), **Nicolas Planche** (Lozère), **Jean-Claude Herbillon** (Jura), **Garance Herbillon** (Jura), **Jean-Louis Perrichon** (Allier), **Guy Frezoul** (Seine-Saint-Denis), **Nadine Queyrel** (Corrèze), **Jean-Frédéric Marchessou** (Alpes-Maritimes), **Bernard Neplaz** (Haute-Savoie), **Noëlle Longueville** (Charente), **Robert Chabaud** (Charente), **Laurence Patis** (Marne), **Lysiane Chantre** (Lot-et-Garonne), **Raoul Vaugelade** (Creuse), **Dany Rouveyre-Vignettes** (Lozère), **Alain Aymard** (Ardèche)...

La «Commission Organisation et Orientation», présidée par **Pierre Martin**, s'est réunie salle de l'Atrium.

Elle fut structurée en deux parties ; la première, étant consacrée à l'**Organisation**, fut introduite par **Jacques Varin**, qui évoqua les conséquences de tous ordres découlant de la disparition des Résistants, la seconde, consacrée à l'**Orientation**, le fut par **Anne-Marie Montaudon**. La discussion aborda sous divers angles le problème essentiel du recrutement de nouveaux adhérents, la question controversée du montant de la cotisation comme obstacle éventuel à l'adhésion, notamment de jeunes, le problème du regroupement éventuel de comités ANACR ou de la mutualisation de leurs moyens, les

batailles que va avoir à mener l'ANACR dans le cadre des 75^{es} anniversaires susciteront des échanges auxquels prirent part - plusieurs intervenants ne se sont pas identifiés - **Michel Rouzier** (Haute-Vienne), **Roger Gay** (Rhône), **Jérôme Scamps** (Nord), **Jean Ooghe** (Landes), **Jacques Encrenaz** (Haute-Savoie), **Jean-Marc Rouveyre** (Lozère), **Marie-Claude Dirig-Robinson**, Lot-et-Garonne), **Jean-Marc Gauthier** (Isère), **Georges Sentis** (Pyrénées-Orientales), **Brigitte Moreno** (Lot-et-Garonne), **Pépita Léon-Gonzalès** (Pyrénées-Orientales), **Gilbert Lazaroo** (Ariège), **Jacky Laplume** (Allier), **Jean-Pierre Bouny** (Charente), **Roger Peters** (Isère), **Louis Segrestan** (Seine-Saint-Denis), **Serge Entraygues** (Tarn), **Anne Friant-Mendres** (Finistère).

Séance plénière

La séance plénière de l'après-midi, placée sous la présidence de **Pierre Martin**, commence par un échange à partir du rapport du Bureau national présenté lors de la séance d'ouverture, de ceux ayant eu lieu dans les commissions du samedi matin, ou abordant des sujets non encore évoqués. Mais, c'est le CNRD qui focalise le débat.

Y prirent part - d'autres intervenants ne s'identifiant pas - notamment **Jérôme Scamps**, du Nord, qui évoquera notamment l'idée de la décentralisation de la formation, les partenariats ponctuels, **Marie-Claire Germanaud** (Dordogne) s'interroge sur l'organisation d'une campagne nationale de l'ANACR pour le maintien du CNRD ; ce qui donne lieu à un échange auquel prirent part **Anita Baudouin** (FNDIRP), **Jean-Paul Bedoin** et **Françoise Bulfay** (AFMD) sur notamment les rôles spécifiques des Fondations et des Associations, et les menaces pesant sur elles. **Claude Morel** (Hauts-de-Seine) évoque, à partir de l'exemple de son département, la nécessité d'affirmer le rôle de l'ANACR.

Jean-Pierre Bourdat (Seine-Saint-Denis) dit que le CNRD n'est pas une finalité mais un outil, soulignant l'intérêt de s'adresser au primaire. **Daniel Levieux** (Allier) estime que, concernant le CNRD, l'on est un peu trop sur la défensive et soutient l'idée d'une démarche concertée avec l'AFMD, la FNDIRP, il évoque aussi la possibilité - tenant compte des différences de situation de chaque département - de création annuelle d'un événement autour du CNRD. **Georges Sentis** (Pyrénées-Orientales), insiste sur la nécessité d'enraciner la formation dans la réalité de l'histoire locale de la Résistance, l'apport de partenariats. **Gilbert Lazaroo** (Ariège) dit que l'ANACR doit s'ouvrir à la jeunesse. Comment la faire venir ? En lui offrant un projet dans lequel elle peut se reconnaître, en lui donnant la parole... **Jacky Foffano** (Indre) explique que dans le département l'ANACR, très active, est l'élément moteur du CNRD, évoque la réalisation d'un train de déportation par des jeunes du CFA du bâtiment, l'idée d'un prix des Amis(e)s de la Résistance et de la Déportation. **Michael Laurent** (Allier) pense qu'il faut aussi proposer aux enseignants d'autres actions moins lourdes que le CNRD. **Michel Colas** (Seine-Saint-Denis) souhaite que l'on préserve le côté institutionnel du CNRD, tout en proposant d'autres initiatives. **Dany Rouveyre-Vignettes** (Lozère) souligne que le premier maquis lozérien fut un maquis d'antifascistes allemands...

Sont portés à la connaissance des délégués les Messages de **Marie-Jo Chombard de Lauwe**, présidente de la FMD, dont l'état de santé lui interdit



un déplacement et qui dit partager des valeurs communes et son amitié, de **Raphael Vahé**, Président de l'ARAC, d'**Irène Kotomkina**, au nom de l'Association russe «Combattant volontaire», de **René Lafargue**, au nom de l'ANCAC, de **Cornélia Kerth**, Présidente de la WVN-BDA, l'Association des antifascistes allemands.

Puis prennent successivement la parole **Françoise Bulfay**, Présidente de l'AFMD, **Marc Bibes**, Président départemental de la FNACA, **Anita Baudouin**, secrétaire générale de la FNDIRP, et **Filippo Giuffrida**, Vice-président de la FIR et responsable européen de l'ANPI. (Ces messages et interventions sont publiés pages 23 à 25).

Jacques Varin retrace ensuite l'historique de la **Fédération Internationale des Résistants (FIR)**, dont l'ANACR fut cofondatrice en 1951, qui mena de nombreuses batailles mémorielles et contre les résurgences du fascisme, mais dont l'activité fut gravement affectée par les bouleversements politiques et sociaux intervenus en Europe centrale et orientale, et l'existence même un temps menacée.

La montée de la xénophobie, du racisme, de l'extrême-droite, du néofascisme ont suscité la volonté d'apporter une réponse coordonnée à ces fléaux, la FIR offrant ce cadre. C'est pourquoi, alors que nous avons depuis 2004 un statut d'observateur, la proposition est faite de renforcer nos liens en devenant statutairement membre associé de la F.I.R. La proposition est adoptée à l'unanimité.

Le Centre Delestraint-Fabien

«Le 30 septembre 2015, rappelle Mme Malecha, sa directrice, nous avons célébré, sous la présidence de M. Pierre Martin, président de l'ANACR, le 70^e anniversaire de l'existence du Centre Delestraint-Fabien, l'établissement médical que possède l'ANACR à Penne d'Agenais, dans le Lot-et-Garonne.

«En effet, il y près de 70 ans, le 25 mai 1945, était inaugurée au Château de Ferrié, dans la petite ville de Penne, une «Maison», c'est sa première dénomination, où des Anciens Combattants de la Résistance





tance, blessés lors des combats de la Libération, sortis des prisons où certains avaient été torturés, épuisés par les privations et le stress de la vie clandestine, vont – parfois accompagnés de leur famille – venir, pendant deux ou trois mois selon leur état, reconstituer leur santé.

«Des Résistants de la Région toulousaine, anciens des Brigades internationales et de la 37^e Brigade (Marcel Langer) de la M.O.I., furent à l'origine de l'acquisition de cette Maison de Penne-d'Agenais, dont l'aménagement fut l'œuvre de l'Association Nationale des Amis des FTPF, qui se transformera par la suite en Association Nationale des Anciens FTPF-FFI ; puis, en 1954, en Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance, l'ANACR.

«La «Maison de Penne-d'Agenais» prendra en 1955 le nom double de deux héros de la Résistance, ceux du Général Delestraint et du Colonel Fabien, devenant le Centre Delestraint-Fabien.

«Longtemps maison de repos et de convalescence, le Centre Delestraint-Fabien va, après des travaux de Rénovation de 1972 à 1976, devenir en 1976, un Centre de soins de suite et de réadaptation, conventionné PSPH, c'est-à-dire «Participant au Service Public d'Hospitalisation» et bénéficiant à ce titre d'une dotation annuelle de fonctionnement de la part de l'administration de la Santé, qui contribue de manière notable à son budget. Avec en contrepartie l'insertion du Centre dans l'offre régionale de santé en matière de soins de suite, et le contrôle exercé par la Ddass et l'ARH – aujourd'hui l'Agence régionale de Santé (ARS) – tant dans le domaine de la qualité des soins que dans celui de la gestion.(...)»

«Au milieu des années 80 se développa une réflexion qui débouchera, dix ans plus tard, sur la construction d'un nouveau Centre, moderne, inauguré en 1998 et bénéficiant des équipements nécessaires, dispensant des soins de qualité.(...)»

«Le Centre actuel comporte 60 lits, répartis dans 52 chambres simples et 4 chambres doubles, toutes de plain-pied. Il est implanté dans un Parc de 12 ha ombragé où nous avons installé un parcours de marche extérieur permettant aux opérés de la hanche ou du genou de se réhabiliter.

«En termes d'équipements, le Centre dispose d'une salle de kinésithérapie, d'un bassin de balnéothérapie et d'une salle d'ergothérapie.

«Les soins sont assurés en permanence, 24h/24 et 7j/7, par les 2 médecins du Centre.

«Le personnel du Centre comprend une Directrice, une secrétaire de direction, deux médecins, un cadre de santé, 2 kinésithérapeutes, une ergothérapeute, une psychologue à temps partiel, 9 infirmières diplô-

mées d'Etat, 9 aides-soignantes, une éducatrice sportive à temps partiel, 6 agents de service hospitalier (ASH). A la cuisine : une chef de cuisine, un commis de cuisine, 3 agents de service hospitalier-cuisine. Sur le plan administratif : 3 secrétaires, dont une en permanence assure l'accueil, une comptable, une qualifiée gestionnaire des risques, et une assistante sociale. Ainsi que 3 ouvriers d'entretien.

«En 2016, la durée moyenne de séjour a été de 26 jours. Il y a eu plus de 755 entrées dans l'année, ce qui représente une moyenne de 54 lits par jour ; soit un taux d'occupation de 91 %.

«L'essentiel des patients provient du Lot-et-Garonne, ainsi que des départements limitrophes que sont le Tarn-et-Garonne et le Lot, mais tout patient adressé par l'intermédiaire d'un établissement de santé ou d'un médecin traitant, et bénéficiant d'une prise en charge de la Sécurité sociale, peut, si son dossier médical le justifie et dans la limite des places disponibles, être accueilli au Centre.

«Le Centre Delestraint-Fabien est la propriété de l'ANACR, dont la Direction Nationale est représentée sur place par un Conseil exécutif composé de dirigeants de l'Association et animé par Anne-Marie Victor ; laquelle fut pendant de nombreuses années directrice du Centre et qui continue à lui accorder une précieuse attention.

«Ce Conseil exécutif s'assure en premier lieu de la mise en œuvre des orientations fixées par l'ANACR dans le respect des dispositions réglementaires, est en concertation avec la directrice dans la prise des décisions urgentes et nécessaires, participe à l'élaboration de la politique de coopération et de partenariat de l'établissement, à celle du budget à soumettre aux organismes de tutelle, etc. La Direction nationale de l'ANACR ayant en dernière analyse à valider les options fondamentales et à contrôler l'activité et la gestion du Centre.

«Existe aussi un Conseil de Gestion, placé sous la présidence du Président national de l'ANACR, le plus souvent représenté, notamment par le secrétaire général de l'Association, et auquel participent les cadres du Centre, les délégués du Personnel, les partenaires dans la restructuration du Centre, le Directeur départemental de l'ONAC, le Directeur de la Direction territoriale de l'ARS, les représentants des Collectivités territoriales, le Préfet et le Sous-préfet...

«C'est grâce à l'engagement de l'ANACR au plan national que le Centre a un présent et un avenir. Bien sûr, cet avenir est aussi conditionné par l'évolution – à bien des égards préoccupante – de la politique de santé des Pouvoirs publics et plus généralement de la baisse des dotations de l'Etat.

«Ainsi, alors que les exigences des Autorités de Santé s'accroissent pour améliorer – ce qui en soi est positif – les prises en charge des patients, et donc de même, pour y répondre, les dépenses afférentes, nous n'avons eu cette année aucune dotation supplémentaire ; et même enregistré une très petite diminution(...). Périodiquement, le Centre est – comme tous les établissements de santé de ce type – soumis à un audit de l'administration de la Santé, au niveau de la qualité des soins, de celle des équipements, de la qualification des personnels, des mesures de sécurité

médicales ou générales à mettre en œuvre. Cette dernière visite, a eu lieu du 26 au 28 septembre dernier ; nous attendons avec confiance ses résultats.

«À l'issue de la visite précédente en 2012, le Centre Delestraint-Fabien, avait reçu la meilleure note de certification, au 1^{er} rang dans le Lot-et-Garonne.»

Le Rapport financier

Puis le Rapport financier sur les exercices 2014, 2015 et 2016 est présenté par **Edgar Castéra** : «*Rappelons tout d'abord qu'un cabinet d'expertise-comptable professionnel, SOFRAGECO, extérieur à l'association et avec lequel aucun membre de la Direction de l'ANACR n'a de lien présent ou passé, tient depuis 1999, en toute indépendance de travail, ce qui est une garantie, la comptabilité du siège national dans le respect des normes comptables ; il a notamment à veiller qu'à toute dépense corresponde des pièces justificatives, ce qui est fait de manière scrupuleuse, et à établir les documents légaux annuels.*

Un autre cabinet d'expert-comptable, Barouh à Agen, effectue un travail identique dans le respect des mêmes normes professionnelles pour le Centre Delestraint-Fabien, situé à Penne d'Agenais et qui



De g. à dr. **Edgard Castéra, Louis Segrestan, Jean-Paul Marie.**

appartient à l'ANACR depuis sa fondation.

De plus le travail de ces deux cabinets d'expert-comptable est contrôlé et certifié par un troisième cabinet, lui aussi totalement indépendant par rapport à l'ANACR, celui de Commissaire aux comptes, COEXCO, de Paris, membre de la Compagnie des Commissaires aux comptes

Enfin, présidée par Jean-Paul Marie, expert-comptable membre de l'Ordre, la Commission Nationale de Contrôle Financier élue par le congrès, le dernier en date étant celui de Brive-la-Gaillarde, prenant connaissance du travail des deux cabinets d'expert-comptable professionnels et des conclusions de leur certification par le Commissaire aux comptes, porte, après les avoir examinés, appréciation sur la rigueur de la gestion de l'Association, et donne éventuellement des conseils pour l'améliorer. Les chiffres ci-dessous émanent donc des différents professionnels qui concourent à la bonne tenue de nos comptes.

Précisons que les comptes que nous devons déclarer annuellement à l'administration fiscale sont ceux cumulés de ce que nous appelons le Siège, c'est-à-dire pour nous tous ce qui est l'Association, avec ceux du Centre de soins de suite et de réadaptation Delestraint-Fabien, qui, bénéficiant notamment, comme tous les Centres de santé du même type, d'une dotation annuelle substantielle de la part de l'Administration pour pouvoir assurer sa mission de Service public, a un budget évidemment sans commune mesure avec celui de l'ANACR, au sens associatif du terme. (...)

Préoccupantes dans un avenir proche sont les conséquences de l'érosion naturelle : nous perdons plusieurs centaines d'adhérents Résistants par an. Ce qui entraîne mécaniquement une diminution de nos ressources : cotisation, timbre, abonnement, bons de soutien...

Comme déjà évoqué lors de congrès précédents, les conséquences de cette évolution sont évidentes : nous devons et devrions faire des économies et opti-



Hélène Malecha

miser nos ressources. Cependant sur les postes de travail, nous sommes arrivés à un seuil plancher – deux postes au total pour l'Association et le Journal – en dessous duquel nous ne pourrions continuer assurer le fonctionnement national de l'Association.

Nos cotisations sont plus faibles que celles d'autres associations du monde Combattant et de mémoire, mais nous devons tenir compte de la faiblesse des ressources d'une partie de nos adhérents et modérer les augmentations auxquelles nous ne pouvons que procéder. Ainsi, bien qu'elle ait été nécessaire, nous avons décidé depuis plusieurs années de ne pas procéder à une augmentation de la cotisation ; nous arrivons à un seuil limite : en 2015, nous avons décidé d'inclure dans le montant de la cotisation le prix du timbre imprimé désormais depuis 2014 directement sur la carte, et que prenait près de 90 % de nos adhérents, pour lesquels cela n'a rien changé. Mais cela nous a donné un petit plus au niveau de la Trésorerie nationale...

Quant au montant de l'abonnement au Journal de la Résistance, à 13 € depuis 8 ans, y compris avec la nouvelle formule tout en quadri couleur, auquel l'ANACR a dû verser en 2016 une subvention d'équilibre de 75 000 €, et qui a dû faire face aux augmentations des tarifs postaux, des coûts de papier, d'impression, nous avons dû l'augmenter cette année de 2 €. Cette évolution négative du nombre de nos adhérents Résistants doit nous inciter à poursuivre nos efforts de rigueur de gestion nos ressources et de nos moyens. Cela aussi doit conduire – comme l'ont déjà fait certains d'entre eux – les Comités départementaux disposent de réserves, dépassant parfois de fort loin les besoins de leur activité sur plusieurs années, à apporter un concours spécifique à la Trésorerie nationale.

Beaucoup l'ont fait pour la rénovation du siège national, acquis il y a 49 ans, et qui nécessitait d'importants travaux, à la fois pour éviter qu'il ne se dégrade davantage, mais aussi pour faire face par exemple à la mise en conformité de toute l'installation électrique... Cette remise en état a coûté plusieurs dizaines de milliers d'euros. Et, comme vous le savez, le siège a connu un incendie, qui a certes été correctement indemnisé mais qui n'a pas pour autant été sans conséquences financières ; de même, imposé par la mairie de Paris, l'immeuble du siège a été contraint à un ravalement, dont la quote-part nous incombant a été de plus de 43 000 €...

L'ANACR, sur le plan national, ne reçoit aucune subvention. Nos ressources nationales proviennent quasi exclusivement que des cotisations, timbres et bons de soutien de nos adhérents. (...) Telles sont, Camarades et Amis, les observations que je désire vous présenter, en insistant sur le fait que notre situation financière nationale dépend fondamentalement de l'effort et du dévouement de tous nos adhérents, qu'ils soient Résistants, ou «Amis(e)s de la Résistance». Ce n'est qu'ainsi que notre Association pourra poursuivre son développement et trouver dans et par son activité les moyens de son fonctionnement...».

Puis Louis Segrestan, donne connaissance du Rapport du Cabinet de COEXCO, Commissaire aux comptes : «Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis,

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT DE L'ANACR

BILAN CUMULE AU 31 DECEMBRE 2016 REGROUPANT LE CENTRE DELESTRAINT-FABIEN ET LE SIEGE NATIONAL

Au passif	2014	2015	2016
Fonds sociaux	3 302 573,13 €	3 319 766,64 €	3 321 916,64 €
Emprunts	84 733,98 €	59 810,36 €	211 215,71 €
Provision risques et ch.	182 900,00 €	182 900,00 €	
Dettes à court terme	823 624,04 €	834 872,25 €	735 303,44 €
TOTAL	4 393 831,15 €	4 397 351,25 €	4 268 435,79 €
A l'actif			
Immobilisations nettes	1 876 370,34 €	1 791 585,90 €	2 188 990,26 €
Créances à court terme	430 715,82 €	359 750,55 €	310 283,59 €
Comptes financiers	2 086 744,99 €	2 246 014,80 €	1 769 151,94 €
TOTAL	4 393 831,15 €	4 397 351,25 €	4 268 435,79 €

EN 2014, LE COMPTE DE RÉSULTAT se résumait par les chiffres suivants :

DES CHARGES pour : 3 713 262,48 € (dont Delestraint : 3 336 745,00 €)

DES RECETTES pour : 3 899 032,71 € (dont Delestraint : 3 536 969,00 €)

Le résultat 2014 a donc été excédentaire de 185 770,23 € (se décomposant ainsi : Excédent Centre Delestraint : 202 224,34 € ; Déficit Siège : - 16 454,11 €)

EN 2015, LE COMPTE DE RÉSULTAT se résume par les chiffres suivants :

DES CHARGES pour : 3 739 511,30 € (dont Delestraint : 3 479 320,86 €)

DES RECETTES pour : 3 758 298,96 € (dont Delestraint : 3 539 670,26 €)

Le résultat 2015 a donc été excédentaire de 18 787,66 €, se décomposant ainsi : Excédent Centre Delestraint : 60 349,40€ ; Déficit Siège : - 41 561,74€

EN 2016, LE COMPTE DE RÉSULTAT se résume par les chiffres suivants :

DES CHARGES pour : 3 875 633,93 € (dont Delestraint : 3 600 726,40 €)

DES RECETTES pour : 3 879 261,52 € (dont Delestraint 3 708 076 65 €)

Le résultat 2016 a donc été excédentaire de 3627,59 € et se décompose ainsi : Excédent Centre Delestraint : 107 350,25 € ; Déficit Siège : - 103 722,66 €
Attardons-nous sur le Bilan et le Compte de Résultat du siège, plus directement lié à l'état et à l'activité de notre Association :

BILAN ET COMPTE RESULTAT DU SIEGE (rapprochant les exercices 2014-2015 et 2016) :

LE BILAN DU SIEGE se caractérise par les chiffres suivants,

Au passif	2014	2015	2016
Fonds sociaux	1 070 862,29 €	1 029 300,55 €	925 577,69 €
Dettes à court terme	193 254,40 €	58 982,35 €	79 087,74 €
TOTAL	1 264 116,69 €	1 088 282,90 €	1 004 665,43 €
A l'actif			
Immobilisations net	98 354,59 €	99 463,04 €	120 576,46 €
Créances à court terme	132 588,79 €	29 276,31 €	26 304,32 €
Comptes financiers :	1 033 173,31 €	959 543,55 €	855 785,85 €
TOTAL	1 264 116,69 €	1 088 282,90 €	1 004 665,63 €

COMPTE DE RESULTAT

	2014	2015	2016
CHARGES			
Salaires et autres charges	58 761,01 €	55 709,91 €	56 302,23 €
Achats et variations de stocks	11 544,67 €	- 4 002,27 €	545,60 €
Autres dépenses et charges :	209 249,42 €	140 605,28 €	129 677,40 €
Impôts taxes	1 327,71 €	1 365,25 €	1 367,79 €
subvention France d'Abord :	79 000,00 €	55 000,00 €	75 000,00 €
Pertes sur produits financiers			358,35 €
Amortissements	5 284,05 €	11 225,67 €	1 359,23 €
Charges diverses	199,64 €	266,40 €	96,93 €
Charges exceptionnelles	11 150,85 €		
PRODUITS, qui se décomposent ainsi :			
Bons de soutien	52 800,00 €	46 487,00 €	44 303,00 €
Cotisations+annexes	85 136,00 €	89 215,00 €	90 239,00 €
Ventes (Livres, DVD)	28 877,47 €	8 817,77 €	7 363,85 €
Refacturations frais	54 980,00 €	17 959,00 €	22 099,20 €
Souscription rénovation	4 994,00 €	1 000,00 €	
Subvention congrès	8 000,00 €		
Participation frais congrès		3 357,00 €	
Dons	1 129,00 €	37 548,79 €	6 082,00 €
Produits financiers	16 522,31 €	725,64 €	
Transferts de charges			138,60 €
Autres recettes	523,91 €	6,83 €	119,22 €
Produits exceptionnels	107 100,75 €	13511,67 €	840,00 €

les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration adressés aux sociétaires sur la situation financière et les comptes annuels...»

Président de la Commission Nationale de contrôle financier, **Jean-Paul Marie** en présente les conclusions suite à son examen des comptes de l'Association : «La Commission nationale de contrôle financier de l'ANACR s'est réunie le 9 octobre 2017 au siège de l'association 79 rue Saint Blaise Paris 20^e avec pour ordre du jour l'examen des comptes arrêtés au 31 décembre 2016 :

«Le représentant du cabinet d'expertise comptable SOFRAGECO, qui a établi les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), a répondu aux questions de la commission.

«Comme pour les années précédentes, les comptes de l'ANACR soumis à votre approbation comprennent les activités du siège et celles du Centre Delestraint-Fabien. La comptabilité du Centre est assurée par un Cabinet d'expertise comptable BAROUH, basé à Agen. L'ensemble des documents a été contrôlé par le Commissaire aux Comptes de votre association. A l'issue de ses travaux, il a certifié leur régularité et leur sincérité et estimé qu'ils donnaient une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière de l'association à fin 2016.

«Le résultat consolidé (comptes du siège et comptes du Centre Delestraint) de l'exercice 2016 est excédentaire de 3 627,59 €. Ce résultat est formé de la façon suivante : déficit du Siège pour 103 722,66 €, excédent du Centre Delestraint : 107 350,25 €.

«S'agissant du Centre Delestraint, nous avons noté la résolution du conflit prud'homal en notre faveur, ce qui a permis la reprise de la provision de 182 900 € qui avait été constituée pour faire face à une éventuelle condamnation.

«L'évolution négative des effectifs pèsera à terme sur les finances de l'association. Aussi la commission de contrôle, comme la Direction Nationale, considère nécessaire d'accroître notre nombre d'adhérents. Pour le rayonnement de notre activité bien sûr, mais aussi pour consolider nos ressources propres.

«La Commission nationale de contrôle financier de l'ANACR confirme la qualité des moyens mis en œuvre pour établir les comptes annuels et contrôler la gestion financière de l'association.

«Elle invite les délégués au Congrès à approuver les comptes qui lui sont présentés et à donner quitus de la gestion de l'ANACR pour l'année 2016. »

Soumis au vote, après que quelques délégués ont souligné les difficultés à suivre une «avalanche de chiffres», et souhaité lors du prochain congrès un visuel facilitant leur compréhension, **le Rapport financier est adopté à l'unanimité moins 13 absentes, et quitus est donné à la gestion de la Trésorerie nationale de l'ANACR.**

HOMMAGE A MIREILLE MONIER-LOVIE

Puis, **Martine Peters** va évoquer avec une grande émotion **Mireille Monier-Lovie**, disparue quelques semaines avant le congrès.

«Le vendredi 2 juin dernier s'éteignait vers 21 h 45 Mireille Monier-Lovie. La nouvelle connue, une infinie

tristesse étreignait tous ceux qui militaient à ses côtés, dans son département, la Drôme, au Bureau national de l'ANACR, dont elle était membre depuis plus de vingt ans, ou qui l'avaient rencontrée lors des congrès nationaux de l'ANACR ou lors des Conseils nationaux.

Mireille, née en novembre 1941,

était la fille de deux Résistants.

Son père, Charles Monier, fils d'un ouvrier potier de la Drôme, grièvement blessé lors de la 1^{re} Guerre mondiale, qui devint conseiller municipal communiste et décéda de la silicose en juin 1937, était entré en 1931 à l'Ecole normale d'instituteurs d'Avignon. Il en sortira plus jeune instituteur de France et obtiendra sa nomination à Clamart, où il adhéra aux Jeunesses communistes.

Après son service militaire, il fut nommé instituteur à Bollène, où il adhéra au Parti communiste et anima un comité de loisirs, y rencontrant celle qui allait devenir son épouse en décembre 1940, Andrée Blachère. Ses engagements politiques lui avaient valu des blâmes de l'administration et sa suspension de ses fonctions d'instituteur en février 1940.

Rendu à la vie civile à sa démobilisation en juillet 1940, Charles Monier ne retrouva – temporairement – un poste dans l'enseignement qu'en octobre 1941 et fut déplacé dans un hameau des Basses-Alpes. Un mois plus tard naissait Mireille...

Depuis octobre 1940, responsable clandestin des Jeunesses communistes du Vaucluse, Charles Monier, menacé par la répression, avait dû quitter en 1943 son domicile et son emploi pour aller organiser la Résistance à Valence dans la Drôme, où il n'était pas connu des services de répression. Sous le pseudonyme d'Oreste, il deviendra membre du triangle de direction de la Résistance Drôme-Ardèche, entré aux FTPF, il participera à la Libération de Valence.

Après la Libération, après une période de responsabilités à plein temps au sein du Parti communiste, dont il sera candidat à plusieurs élections, il fut élu à Valence, puis adjoint au maire de Bollène ; il réintégra l'enseignement en 1951.

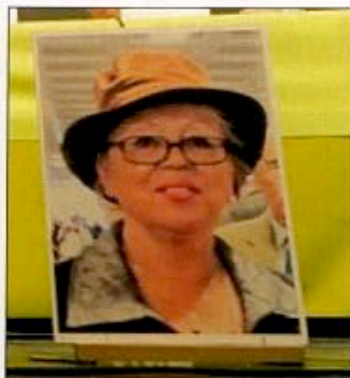
La mère de Mireille, Andrée, qui avait adhéré en 1943 au Parti communiste clandestin, fut agent de liaison des maquis FTPF et milita aux Forces Unies de la Jeunesse Patriotique (FUJP), elle fut après-guerre conseillère générale de la Drôme de 1951 à 1959.

Mireille aura été marquée toute sa vie par les engagements Résistant, militant, laïque de ses parents ; à l'exemple de son père, elle devint enseignante, à l'exemple de son père et de sa mère, elle s'engagea très tôt dans le combat de la transmission de la mémoire et des valeurs de la Résistance, et la poursuite de sa lutte, en premier lieu contre les résurgences contemporaines du fascisme

Ainsi, elle aura été inséparable du combat mené pendant 25 ans pour l'instauration de la Journée Nationale de la Résistance le 27 mai, combat initié en 1988 par le Comité départemental ANACR de la Drôme, dont Mireille, au côté de Jean Buisson, lui aussi issu de l'Ecole Normale d'Instituteurs, alors Président départemental, va devenir la cheville ouvrière ; en premier lieu en développant – sur la base constamment affirmée de leur pluralisme – les Amis(e)s de la Résistance, dont le groupe départemental drômois va être, sous son impulsion, un des plus actifs de France.



Martine Peters rend hommage à Mireille Monier-Lovie.



Après la disparition de Jean Buisson, et l'intégration pleine et entière en 2006 des Amis(e)s de la Résistance dans l'ANACR, elle était devenue, aux côtés de camarades Résistants, présidente déléguée du Comité ANACR de la Drôme et, avec à son côté notre cher ami Jean Lovie, devenu son mari, elle était l'âme et l'organisatrice d'activités donnant à l'ANACR une grande audience : commémoration du maquis de la Lance, Journée annuelle de la Résistance à Montélimar qui rassembla année après année des centaines d'élèves venus à la rencontre de résistants prestigieux ayant fait le déplacement à Montélimar : Raymond Aubrac, Marie-Jo Chombard de Lauwe, Pierre Sudreau, Henri Rol-Tanguy... Et la Lettre de la Résistance dont elle était si fière...

Sa présence à la tribune de la Journée annuelle de la Résistance à Montélimar le 7 février dernier, alors qu'elle était durement éprouvée par la maladie, témoigna à la fois de son courage et de la profondeur de son engagement. Elle a hélas pu faire illusion sur la réalité de son état de santé, sur sa gravité.

Lorsque l'ANACR décida en 1994, à son congrès de Vichy, d'associer à son Conseil national une dizaine de «Amis de la Résistance», Mireille avait été naturellement parmi eux. Au congrès suivant, celui de Châteauroux en 1996, elle fut cooptée au Bureau National. Elle en est restée membre jusqu'à son dernier souffle, ayant été élue en 2008, lors du congrès de Marseille, vice-présidente nationale de l'ANACR.

Mireille est indissociable du développement durant ces deux dernières décennies des Amis(e)s de la Résistance, dans la Drôme mais aussi l'Ardèche voisine, de la pérennisation à ce jour de l'ANACR. Son action avait été reconnue par les Palmes académiques et la Croix de Chevalier de la Légion d'Honneur, qui l'ont accompagnée lors de l'hommage qui lui a été rendu à la Baume-Comillane.

Tous les membres du Bureau national de l'ANACR, beaucoup de membres du Conseil national, d'adhérents de l'ANACR – et pas seulement ceux de la Drôme – ont connu ses enthousiasmes et ses emportements forgeant une forte personnalité à l'esprit fin et incisif, à la chaleur humaine pleine d'amitié et de dévouement, qui va désormais énormément nous manquer.

Savoir que nous ne verrons plus Mireille avec ses improbables chapeaux, que nous n'entendrons plus se rires ses colères, ses mots affectueux, ses analyses pertinentes, bousculant les trains convenus, nous laisse démunis, orphelins. Mireille était une grande Amie de la Résistance. Mais surtout, nous perdons une amie fidèle proche de nos cœurs.

Nos pensées à tous vont à Mireille, qui restera présente dans nos mémoires, et à son mari Jean Lovie, dont nous comprenons et partageons la douleur, et à qui nous disons aussi notre affectueuse amitié.

Depuis que nous sommes arrivés ici à Dax, pour notre congrès, il y a de deux grands absents, nous le ressentons douloureusement à chaque instant, Louis Cortot, notre Président national et notre très chère Mireille».

LA SÉANCE DE CLÔTURE



Pierre Martin

Le dimanche 22 octobre 2017, à 9 h 15, **Pierre Martin** ouvre la séance de clôture et demande à **Pierre Chevalier**, qui l'a présidée avec Martine Peters et Jean-Paul Bedoin, de présenter le rapport de la Commission de la commission.

«Transmission de la mémoire»

En ouverture de son propos, Pierre Chevalier précise que plus de 150 camarades ont participé à cette commission et que le temps de chaque intervention ayant été limité à 3 minutes, une quarantaine d'entre eux, d'une trentaine de départements, ont pris la parole.



Pierre Chevalier

Après avoir souligné que les participants ont exprimé une satisfaction générale à l'issue des travaux de la Commission, il précise que 4 thèmes principaux ont été abordés : les outils, le Concours de la Résistance, le 27 mai, le numérique.

Concernant ce dernier point, la commission s'est réjouie de la réflexion menée depuis le congrès de Brive, avec un stage de formation, et de la nomination d'un responsable de ce secteur, qui doit être l'objet d'attention soutenue.

De même, elle s'est réjouie de la nomination d'un responsable pour les relations avec le milieu des historiens.

Il est souhaité la réalisation d'un document national annuel à destination des

enseignants sur le thème du Concours, et que les comités départementaux y ajoutent un supplément local.

Après avoir remercié les participants à la Commission, et souligné le caractère chaleureux de la discussion en son sein, Pierre Chevalier donne lecture de la Résolution issue des travaux de la Commission, laquelle est soumise au vote. *Adoptée à l'unanimité*, elle est publiée page 29.

Puis Pierre Martin demande à ce que soient présentés les Travaux de la «Commission d'Orientation et des droits», qu'il a présidée avec Anne-Marie Montaudon et Jacques Varin.

Résolution d'Orientation Générale

Jacques Varin rappelle que, pour répondre à un souhait exprimé lors de la même commission au congrès de Brive, celle-ci a été séquencée en deux parties, l'une – qu'il a introduite – sur les questions d'organisation (fonctionnement, recrutement, ressources...), l'autre, introduite par **Anne-Marie Montaudon**, sur les orientations (pluralisme, lutte contre le négationnisme, la xénophobie et le racisme, les falsifications de la réalité historique concernant les combats et les valeurs de la Résistance, en soulignant leur pérennité actuelle, la diffusion du Programme du CNR, les prochains 75^{es} anniversaires...)

Puis **Pierre Martin** lit la Résolution d'Orientation générale, qui propose d'emblée d'exprimer l'accord des congressistes avec le Rapport présenté par le Bureau National sortant et lu lors de la séance solennelle d'ouverture. La Résolution, qui rappelle tous les combats menés par l'Association pour passer la mémoire de la Résistance et de ses valeurs, se conclut par la réaffirmation de la nécessité de l'ANACR et de son action.

Soumise au vote, la Résolution est *adoptée à l'unanimité*. Elle est publiée page 28.

La Commission des Mandats

Guy Frezoul présente les chiffres établis par la Commission des mandats : Sous la présidence de Henriette-Nelly Dubois et de Pierre Martin, près de 350 personnes ont pris place le 20 octobre dans l'Atrium de Dax à l'ouverture du congrès, dont 190 délégués (175 Amis et 15 Résistants) porteurs d'un mandat, 83 participant(e)s sans droit de vote, 21 accompagnants et 3 invités, venus de 48 départements, d'un mouvement de résistance, *Libération Nationale-PTT* et de l'ANACR-RATP. Auxquels se joignent les personnalités officielles ainsi que les responsables et membres d'associations patriotiques landaises.

37 départements, un mouvement de résistance, *Libération Nationale-PTT* et l'ANACR-RATP n'étaient représentés que par des Amis. Les 15 Résistants sont



Guy Frezoul

venus de 10 départements, dont 4 du Lot-et-Garonne. La Dordogne, et la Haute-Savoie ont été représentées chacune par 2 Résistants et 2 représentants de famille de martyr, les Alpes-Maritimes, la Corrèze, le Gers, la Haute-Garonne, l'Indre, l'Indre-et-Loire, et les Landes par une Résistante ou un Résistant.

Disant au nom de la Commission mesurer l'honneur fait au congrès par leur présence, Guy Frezoul demanda à tous les Ami(e)s présents dans la salle de se lever et de les applaudir chaleureusement.

Bien que restreinte, cette aire géographique n'entame pas le caractère pluriel de notre association, puisque sont présents, parmi nos glorieux Anciens, des membres de l'A.S., des F.T.P.F., des F.F.I., des R.I.F., des maquis (groupe *Mickey, Gardette, Vény, Armagnac* notamment)

La moyenne d'âge des Résistants est de 91 ans. Ce nombre laisse penser que de nombreux camarades appréhendent les longs voyages et leur coût élevé en cette période de crise.

Néanmoins, nous avons, dans la salle une Résistante venant des Alpes Maritimes, Henriette Dubois, âgée de 97 ans, doyenne du congrès, et deux Résistants venant respectivement de Dordogne Raymond Zerline (91 ans) et de l'Indre, Jean Moreau (91 ans).

La moyenne d'âge des Amis, sur l'échantillon donné (uniquement les titulaires d'un mandat), peut sembler élevée (68 ans) ; les plus jeunes des délégués, âgées de 29 ans, se prénommant Isabelle (Lot-et-Garonne) et Garance (Jura).

Il faudra réfléchir, à l'avenir, à toute stratégie permettant de recruter parmi les générations les plus jeunes, pour envisager la consolidation et la pérennisation de l'ANACR. Pour cela, il faudra diversifier nos formes d'intervention, afin d'inscrire dans la durée notre association.

Dans cette optique, notre journal, « *Le Journal de la Résistance France d'abord* » et les stages annuels à Saint-Denis sont importants.



Louis Cortot s'adresse aux lauréats du Concours

Election des organes de direction

Jean-Paul Bedoin, au nom de la commission des candidatures présente ensuite les propositions de composition des organismes dirigeants de l'ANACR.

Après avoir lu la liste des 146 membres du **Conseil National** (publiée page 31), au sein duquel entrent 34 nouveaux camarades venant des Alpes-Maritimes, de l'Ardèche, de l'Ariège, de l'Aude, des Bouches-du-Rhône, de Charente, de Corrèze, de Dordogne, de la Drôme, du Finistère, de la Haute-Garonne, de l'Indre, de l'Indre-et-Loire, des Landes, du Loir-et-Cher, de la Marne, de la Nièvre, de l'Oise, de Paris, du Pas-de-Calais, des Hautes-Pyrénées, du Rhône, de Haute-Saône, de Haute-Savoie, du Vaucluse, de la Haute-Vienne, des Yvelines, des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis, et la liste des **membres honoraires du Conseil National**, Jean-Paul Bedoin donne la liste des membres du **Bureau National** (publiée page 30).

Sont repropoésés comme Présidents **Henriette Dubois, Pierre Martin et Cécile Rol-Tanguy, Jacques Varin** l'étant comme secrétaire général. **Robert Foreau-Fenier, Anne Friant-Mendres, Anne-Marie Montaudon, Martine Peters et Jacques Weiller** sont repropoésés vice-présidents, **Jean Paul Bedoin** secrétaire général adjoint. Sont données la composition de l'honorariat du **Bureau National**, du **Comité d'honneur national** et de la **Commission Nationale de Contrôle financier** (voir pages 30 et 31).

L'ensemble de ces propositions est adopté à l'unanimité, moins 1 abstention.

Hommage à Louis Cortot

En présence de son fils Jean-Louis, secrétaire général du Comité de Paris et membre du Conseil national de l'ANACR, Jacques Varin, la voix s'étranglant souvent par l'émotion, a rendu un vibrant hommage à Louis Cortot, évoquant le jeune Résistant, gravement blessé à la Libération, le Compagnon de la Libération, son parcours professionnel, son

engagement militant à l'ANACR, son accession à sa présidence, son rôle pour repousser les attaques qu'elle eût à subir. Et l'homme modeste, chaleureux, humaniste qu'il fut.

Puis fut projetée l'intervention que Louis Cortot fit à l'Élysée le 8 mai 2015 devant les lauréats du Concours de la Résistance, qui marqua les esprits.

Le discours de clôture de Pierre Martin

C'est une profonde émotion qui m'étreint alors que vous venez de me faire l'honneur de me réélire président de l'ANACR, aux côtés d'Henriette Dubois et de notre Chère Cécile Rol-Tanguy qui n'a pu être là et à qui je vous propose d'envoyer un message d'amitié et d'affection, ainsi qu'à Jacques Weiller. Cette émotion est inséparable de la douleur ressentie à l'évocation de Louis, notre exemple, notre ami, notre Cher Louis, notre président Louis CORTOT.

Notre Congrès, en cette année de soixante-troisième anniversaire de la Libération, a concrétisé le rôle que les Résistants et les Amies de la Résistance rassemblés dans l'ANACR jouent pour perpétuer le souvenir de nos camarades tombés dans la lutte contre le fascisme et pour libérer notre pays de l'occupant nazi et de ses valets pétainistes, mais aussi pour maintenir vivantes - aujourd'hui et demain les valeurs pour lesquelles la Résistance a combattu : liberté, démocratie, solidarité, indépendance nationale, antiracisme, amitié entre les peuples, aspiration à la paix.

Toutes valeurs qui sous-tendent les propositions du Programme du Conseil National de la Résistance et dont le seul énoncé démontre, s'il en était besoin, que notre combat pour transmettre l'héritage de la Résistance aux générations actuelles et futures n'est en aucune façon passéiste, mais bien ancré dans les débats de notre temps, au sein desquels notre apport est spécifique.

Notre congrès de Dax, a aussi montré - ils y ont formé la très grande majorité des délégués - le rôle essentiel que jouent dans la vie et l'animation de l'ANACR les Ami(e)s de la Résistance, tant sur le plan départemental que national.

Notre congrès a été honoré par le message reçu de madame la Secrétaire d'Etat délivré lors de la séance inaugurale de notre Congrès par M. le sous-Préfet de Dax, nos remerciements vont à M. Fortinon, Président du Conseil départemental et à Monsieur Bellocq qui le représentait, à Mme Elisabeth Bonjean, maire de Dax,

pour l'aide qu'ils nous ont apportée.

Je veux aussi à cette occasion rendre hommage à tous nos camarades des Landes, Résistants et «Amis de la Résistance», qui se sont dépensés sans compter, à leurs responsables, en premier lieu à notre cher Jean Ooghe, et bien sûr à Michel et Michou Labeyrie, les chevilles ouvrières de la préparation et du bon déroulement de ce congrès.

Merci aussi à l'équipe du secrétariat du Congrès qui, autour de Christiane Tardif et Carmen Sanchez, a notamment permis que vous soyez distribués avant que vous ne quittiez Dax, la plupart des textes des résolutions issues de nos travaux.

Il nous faudra être vigilants pour que la place de la Résistance ne soit pas minorée, relativisée lors des commémorations des 75^{es} anniversaires : par exemple, la Libération de Paris ne saurait se résumer à l'évocation de l'entrée dans Paris de la 2^e D.B. suivie de celle de troupes américaines, alors que le peuple de Paris, que les FFI commandés par Rol, avaient déjà avant leur arrivée libéré la quasi-totalité de la capitale à l'exception de quelques points fortifiés allemands par ailleurs encerclés.

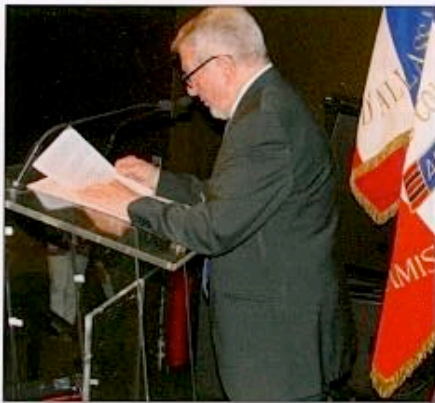
Et puis, il y a soixante-trois ans, en cette fin d'été et cet automne 1944, alors que dans l'Est de la France, sur le Front d'Alsace, sur les fronts des Poches de l'Atlantique et des Alpes, les troupes françaises, constituées pour une large part d'unités issues des FFI, poursuivaient avec la 1^{re} Armée le combat contre les forces nazies en retraite ou assiégées, les Comités locaux et départementaux de la Libération, émanant de la Résistance dans le cadre de la mise en œuvre du Programme du CNR, restauraient la légalité républicaine et se mettaient au service des immenses besoins de la population et de la poursuite de l'effort de guerre.

Nous devons veiller à ce que soit souligné leur rôle, et que l'hommage qu'il mérite soit rendu au dévouement des milliers de femmes et d'hommes qui en furent membres.

En 2018, nous commémorerons le 75^e anniversaire de la Constitution du CNR, en 2019 ceux de la publication du Programme du CNR et de la Libération, en 2020 de la victoire définitive sur le nazisme le 8 mai 1945, que certains ignorent continuent d'appeler armistice alors qu'elle fut une capitulation sans conditions.

C'est parce que nous souhaitons que soit souligné que cette victoire n'a pas été celle d'Etats contre un autre Etat et ses alliés, mais qu'elle fut celle des peuples coalisés dans la lutte pour la Liberté et la dignité humaine contre le fascisme, contre la barbarie nazie, que nous souhaitons que les Pouvoirs publics associent les Associations regroupant ceux qui participèrent il y a soixante ans à ce combat, dont les mémorielles telles l'ANACR.

Notre préoccupation participe bien sûr du devoir de mémoire à l'égard de ceux qui sont tombés dans la lutte clandestine, dans les maquis et dans les rangs de l'Ar-



mée de la France libérée, elle est exigeante du respect de la vérité historique, elle répond à la nécessité d'une transmission aux jeunes générations du sens même de l'affrontement qui embrasa le monde durant plus d'une décennie entre le début des années trente et 1945, c'est-à-dire le combat entre les valeurs de démocratie et d'humanisme contre le fascisme génocidaire.

Notre congrès de Dax a aussi permis de mesurer combien fut pertinent le choix fait par l'ANACR à Limoges en 2006 : assurer la pérennité de l'ANACR, assurer la pérennité de son combat pour les valeurs de la Résistance par l'intégration en sein des Ami(e)s de la Résistance, comme membres de plein droit, ils y ont assumé c'est-à-dire chaque jour de plus en plus, les responsabilités indispensables à sa vie et au développement de son action.

«Pour nous, Résistants, – ont dit nos camarades qui nous ont accueillis dans les rangs de leur Association – c'est en effet une grande satisfaction, une joie, que de voir des femmes et des hommes des générations qui suivent les nôtres partager nos valeurs, nos idéaux et affirmer leur volonté de les porter au cœur du débat citoyen de notre pays en les faisant connaître à tous ses acteurs, ce qui est une nécessité dans le monde actuel et sans doute encore pour longtemps.» Ces valeurs, dans ce monde en crise qui est le nôtre, dans cette société en crise qui est la nôtre, les Amis de la Résistance les réaffirment avec force : ce sont le refus des guerres de domination, de la dictature, du racisme, de la négation des droits nationaux des peuples, c'est aussi l'attachement profond à notre patrie, qui saurait oublier les sacrifices de nombre d'immigrés pour qu'elle recouvrât sa liberté, c'est aussi l'attachement aux notions de solidarité, d'intérêt général primant sur les intérêts particuliers qui inspirèrent les mesures préconisées par le Programme du CNR, les réformes mises en œuvre à la Libération.

Vaincues en 1945, les idéologies criminelles qui causèrent la mort de dizaines de millions de femmes et d'hommes des années trente à 1945 et des destructions immenses ravageant des pays entiers ne sont hélas pas – ainsi que l'on pouvait le penser il y a 75 ans – disparues à jamais, alors que, resurgies dans le contexte de la Guerre froide dès le début des années cinquante, certains s'emploient aujourd'hui à

les réhabiliter, partout en Europe, en France même. Cela souligne la nécessité du passage de la mémoire authentique de ce qu'a été la lutte menée par les Résistants, cela nécessite aussi le rappel de ce contre quoi ils ont combattu : le fascisme ; ce sont là des aspects essentiels du combat démocratique contemporain. En le menant l'ANACR s'y insère pleinement.

D'autant plus que, nous l'avons vu encore récemment lors des dernières campagnes électorales, certains aussi tentent d'établir des passerelles avec l'extrême-droite, et estompent ce qui devrait être une ligne infranchissable, l'idéologie néo-fasciste contamine d'autres discours politiques qui, par exemple, stigmatisent les immigrés en en faisant les boucs émissaires des phénomènes négatifs qui traduisent la crise de notre société, ou qui appellent à restreindre les libertés dans le cadre de politiques sécuritaires.

« Sur ce front du combat pour le passage de la mémoire, notre présence est d'évidence nécessaire, avec la rigueur qui s'impose.

Elle l'est sur le terrain de la connaissance de l'histoire de la Résistance, sur celui de son écriture, en ayant conscience qu'il faut mieux démontrer qu'affirmer, et que la prise en compte de la Résistance dans toutes ses dimensions plurielles, tant dans ses motivations que ses formes d'action et d'organisation, est la condition de la crédibilité face aux falsificateurs.

Elle l'est sur celui de la compréhension du contexte historique dans lequel s'est développé le fascisme, qu'une approche simpliste – et par là-même erronée – conduirait à réduire aux seuls aspects socio-économiques. La pluralité des analyses, qu'il serait aberrant de confiner à une seule école historique, ce qui de plus porterait atteinte à notre pluralisme, la pluralité aussi des angles d'étude, sont des conditions nécessaires sinon suffisantes de compréhension la plus fine possible des phénomènes historiques.

Si nous entendons certes être nous-mêmes présents – de manière rigoureuse et vigilante – sur le terrain de l'approfondissement de la connaissance historique la plus authentique de la Résistance, notre action s'inscrit aussi pleinement je l'ai dit dans le combat démocratique antifasciste contemporain en luttant contre toutes les résurgences du fascisme, contre la xénophobie et le racisme, par le passage de la mémoire de ce que furent leurs conséquences monstrueuses en particulier entre l'accession d'Hitler au pouvoir et l'écroulement final de l'Allemagne nazie.

Car pour nous, le devoir de mémoire n'est pas, ainsi que pourrait le suggérer l'emploi de ce terme, qu'une obligation morale de perpétuer le souvenir du combat mené par nos camarades disparus, il est d'abord celui de le poursuivre contre les rescapés du nazisme et de la collaboration et contre ceux qui sont leurs héritiers, qui restent ou redeviennent une menace à prendre au sérieux, celui de répondre au besoin de mémoire de notre société et, en son sein, plus particulièrement à celui des plus jeunes.

Sont essentiels à cet égard la reconnaissance du rôle que la Résistance joua dans

la Libération de la France – notamment sur le plan militaire – et dans la restauration des libertés dans notre pays, ainsi que la transmission, en premier lieu à la jeunesse, des valeurs humanistes, démocratiques et patriotiques qui inspirèrent le combat des Résistants et qui restent si actuelles.

Nous avons « plus que jamais – comme le dit le mot d'ordre de notre congrès – un besoin de mémoire et d'Histoire »

«Voilà Chers camarades et Amis les quelques mots que je voulais vous dire, non de conclusion – car le congrès clos, notre combat continuera – mais de rappel de ce que nous avons affirmé durant ces trois jours ensemble à Dax :

En premier notre conviction de la nécessité de l'existence de l'ANACR pour assurer de manière authentique le passage de la mémoire des combats et des valeurs de la Résistance, pour rassembler au-delà de leurs sensibilités politiques, philosophiques ou religieuses toutes celles et ceux qui entendent poursuivre son combat ; ce qui implique son caractère pluraliste, nécessaire pour que notre discours soit audible dans toutes les couches de la population auxquelles nous devons nous adresser. Caractère pluraliste que tous ceux qui veulent appartenir à l'ANACR doivent et devront respecter, caractère pluraliste que, si nécessaire, la Direction nationale que vous venez d'élire s'emploiera à faire – statutairement – respecter dès lors qu'il serait transgressé.

«Chers camarades, ce congrès de Dax aura aussi été durant ces trois jours un grand moment dans la vie démocratiques de notre Association, auquel ont grandement contribué celles et ceux qui se sont dépensés sans compter pour en assurer, malgré les difficultés, les meilleures conditions de déroulement et donc de succès.

«C'est pourquoi je suis sûr d'être l'interprète de tous en remerciant encore une fois tous nos camarades des Landes qui nous ont reçu avec amitié et fraternité.

«Et, pour malgré tout conclure, puisqu'il me faut à regret le faire, je donne à tous rendez-vous en 2020, à notre prochain congrès national, qui aura peut-être lieu à... Troyes, si nos camarades de l'Aube qui ont fait cette proposition la maintiennent.

Je déclare levée la séance finale de notre congrès.

Le repas fraternel

Plus de 180 convives vont ensuite participer au repas fraternel de clôture, qui se déroula sous la tente de l'US Dax au Stade Maurice-Boyau, et qui fut brillamment animé par l'ensemble de danse, de musique traditionnelle et d'échassiers landais «Lous Gouyats de l'Adour».



MESSAGE DE LA VVN-BdA (Vereinigung der Verfolgten des Naziregimes – Bund der Antifaschistinnen und Antifaschisten) (Extraits)



J'ai l'honneur de vous présenter les salutations fraternelles et cordiales de la VVN-BdA, L'Association des Résistants et Victimes du régime nazi – Union des antifascistes en Allemagne (...).

Dans une période politique où nous voyons une remontée inquiétante de l'extrême-droite, non pas seulement en Allemagne mais dans toute l'Europe et au-delà, il est plus important que jamais de renforcer nos liens.

Le 24 septembre, le parti qui s'appelle «Alternative pour l'Allemagne» (*Alternative für Deutschland, AfD*) a obtenu des élus au parlement fédéral, le Bundestag, avec 12,6 % des votes : donc à la troisième place. Dans plusieurs Länder à l'Est, il est deuxième, en Saxe – pays de PEGIDA – il est en tête ayant obtenu ses meilleurs résultats en «Suisse Saxonne», première région en mobilisations racistes et attaques violentes contre les réfugiés et ceux qui les assistent.

C'est choquant, pourtant pas tout à fait inattendu : déjà en 1981 une enquête scientifique avait révélé que 13 % de la population en RFA partageaient complètement la vision du monde de l'extrême-droite. Comme ces positions étaient fortement stigmatisées à l'époque, on les trouvait plutôt dans le domaine privé que dans le discours public.

Depuis 2002, des enquêtes régulières sont été faites à ce sujet, et chaque fois les résultats ont ressemblé à cette première expertise. En plus, elles ont montré que 20 à 30 % des sondés acceptent pour partie des positions de l'extrême-droite.

Ce qui est nouveau, c'est le développement d'un parti qui s'est approprié la parole «Nous sommes le peuple» du mouvement raciste PEGIDA et, tout en suivant les concepts de la «nouvelle droite», a créé un programme basé sur un nationalisme raciste et une islamophobie agressive. Il dénonce le système parlementaire et le respect de la diversité dans la société ainsi que la mémoire des crimes fascistes. Depuis sa création en 2013, l'AFD s'est continuellement développée vers la droite et ce processus continue.

Malheureusement, les partisans et électeurs de ce parti sont largement pris comme des «citoyens préoccupés», qui ne se voient pas suffisamment représentés dans le discours public. Le résultat en a été que les représentants de l'AFD ont participé à chaque débat télévisé alors même que plus de la moitié de ces débats portaient sur les sujets de leur propagande : immigration, criminalité, islamisme, terrorisme.

En même temps, presque tous les autres partis politiques, particulièrement les chrétiens-démocrates, ont adapté leur thèmes et trop souvent aussi leurs positions. Par contre, la désintégration sociale de plus en plus visible, la hausse des loyers, la baisse des retraites et les salaires minimum qui ne suffisent par pour en vivre ou bien le programme d'augmenter les dépenses militaires jusqu'à 2 % de PIB, furent des problèmes généralement marginalisés.

Nous, la VVN-BdA, ensemble avec des partenaires antifascistes de divers secteurs de la société civile, avons lancé la campagne «Lève-toi contre le racisme». Depuis avril 2016, nous avons produit et distribué plus d'1,1 million de tracts «Pourquoi l'AFD ne représente pas une alternative», et presque 6 000 personnes ont participé à nos séminaires d'argumentation et d'intervention contre la droite. Partout en Allemagne, des milliers de personnes ont accompagné les activités publiques de l'AFD de manifestations de protestation, particulièrement en offrant des sacs bleus pour ramasser leur matériel de propagande. Le but de la campagne est de rétablir «la ligne rouge» contre l'extrême-droite. Dans ce même sens, nous avons adressé un appel aux partis élus au parlement à ne pas coopérer avec l'AFD, dont bon nombre de députés peuvent nettement être qualifiés de nazis.

La campagne va continuer, avec le but de «faire de l'AFD un épisode» et de sortir les nazis du prochain Bundestag.

Face à la menace que représente l'extrême-droite partout en Europe, la voix des témoins des crimes fascistes, la voix de ceux qui ont participé la Résistance et la voix de leurs organisations doivent se faire entendre.

Nos organisations portent l'héritage des anciens, nous nous occupons de la mémoire, nous organisons des hommages aux victimes, à la Résistance. Nous sommes aussi obligés de faire tout notre possible pour combattre cette idéologie meurtrière et ceux qui en font leur programme politique.

La FIR, notre Fédération Internationale, nous permet d'échanger nos idées et nos expériences et de coordonner nos activités. Il faut renforcer nos efforts communs pour en faire une voix assez forte contre les nouveaux fascistes, partout où ils lèvent la tête.

Je vous souhaite un congrès couronné de succès.

Cornelia KERTH, Présidente

MESSAGE DE L'ASSOCIATION REPUBLICAINE DES ANCIENS COMBATTANTS (ARAC) (Extraits)



Nous nous associons par la pensée, au moment de grande émotion, pour l'hommage à tous vos disparus et plus singulièrement pour notre cher Louis Cortot, notre frère de combat.

L'ARAC créée en 1917, en pleine guerre, par Henri Barbusse, Paul Vaillant-Couturier, Raymond Lefebvre, Georges Bruyère, a dès le départ mené le combat pour la Paix et la défense des valeurs de la République.

Elle joue un «rôle spécifique», «inclassable» dans l'Histoire de la République, dès le début. Son premier journal : *le Combattant*, ancêtre du *Réveil des Combattants*, naît en novembre 1919.

Cent ans de combats pour la défense des valeurs et idéaux républicains, chers à nos fondateurs, auxquels nous restons profondément fidèles et que nous nous employons à appliquer de façon créative, novatrice voire audacieuse, dans les conditions nouvelles d'aujourd'hui bonheur et au respect de la dignité humaine, au droit à la paix et à la fraternité dans le monde.

Oui, nous pouvons être fiers, à l'ARAC, du choix de 1917 de nos aînés, fiers de leurs engagements, de leur détermination à faire avancer et à défendre les droits de tous, à être respectés, entendus particulièrement sur les droits des victimes de ces guerres injustes, mortifères qui ont ravagé l'Europe, à deux reprises depuis un siècle.

Fiers du combat antifasciste dès 1929, ou en 1934 ou encore face à l'invasion nazi en 1939-1944. A ce propos, nous sommes disponibles pour coopérer partout où nous le pourrions, avec vous, pour commémorer en 2018, le 75^e anniversaire du CNR.

Cent ans de combat en s'appuyant sur les faits, pour le développement de la mémoire, ouverte à toutes les générations, ce qui nécessite plus que jamais notre lutte vigilante, contre tous réviseurs de l'histoire, les banalisateurs du nazisme et du fascisme au plan national et international.

Cent ans de combat pour la défense imprescriptible de tous les droits républicains dont le droit imprescriptible à réparation...

Nous sommes fiers du combat contre les guerres coloniales du Rif, en Indochine, en Algérie, car nous sommes pour le respect de la souveraineté des peuples, fiers du combat pour la paix en Algérie et contre l'OAS antirépublicaine (...). Aujourd'hui ce souffle, nous devons le poursuivre à un moment où la République est attaquée et malmenée, où les conquêtes des luttes dont nous étions acteurs sont remis en cause, où la Paix est menacée par la guerre.

Nous voulons faire dès maintenant de notre 56^e Congrès de l'ARAC, un congrès exceptionnel, en y amenant des délégués hommes et femmes des nouvelles générations... des invités qui veulent mieux nous connaître. Pour agir avec nous. Oui, cela fait 100 ans que l'ARAC œuvre à la Paix et à la dignité humaine et nous continuerons, il y va de l'avenir des générations d'aujourd'hui et de demain.

Nous vous souhaitons un très bon Congrès National de l'ANACR à Dax. Très fraternellement,

Raphael VAHE Président National de l'ARAC

MESSAGE DE «COMBATTANT VOLONTAIRE» Association des Anciens Combattants Russes et Soviétiques dans la Résistance Française (Extraits)

Chers Camarades et Ami(e)s,

Permettez-moi, en ma qualité de porte-parole de l'«Association des Anciens Combattants Russes et Soviétiques dans la Résistance Française – Combattant Volontaire» – de saluer votre belle assemblée.

Notre Association, fondée en 1989 à Riga, a été, suite à la désagrégation de l'URSS, réenregistrée en 1993 à Moscou, sous le nom de «Combattant Volontaire», avec le sigle MOVFS (abréviation russe en lettres latines et signifiant : «Organisation interrégionale – comprenant la Belgique – d'Anciens Combattants (ici : Vétérans) de la Résistance Française»).

SALUTATIONS ET MESSAGES...

Au cours des dernières années, elle a présenté avec des matériaux photographiques, imprimés et autres documents historiques une exposition relatant ce qu'a été la saisissante épopée de la Résistance Française et la place que nos frères et sœurs ont tenue en son sein.

Du fait de l'agression hitlérienne contre l'URSS, le 22 juin 1941, venant après ses annexions en Europe Centrale et surtout son invasion de la France, en mai-juin 1940, les troupes soviétiques n'étant pas – de loin – prêtes à faire face à l'assaut nazi mené avec des nuées de blindés, les effectifs soviétiques se sont bientôt trouvés tronçonnés, encerclés, et des centaines de milliers, voire quelques deux millions d'hommes ont été fait prisonniers.

Vers la fin 1942, l'on a vu arriver en France des prisonniers soviétiques parqués dans des camps-calvaires répartis, depuis les Pyrénées, tout le long de la Côte occidentale et de La Manche sur les chantiers du «Mur de atlantique», construit pour parer au «2^e Front» promis par les Anglo-Américains à leur alliés soviétiques (...). Leur sort, parmi les prisonniers, va être le pire (...). Les nazis ont pu les martyriser en profitant de ce que l'URSS n'avait pas signé dès 1929 la Convention ad hoc avec la Croix-Rouge Internationale (...).

En permanence, il y eut en France 140 000 à 150 000 prisonniers soviétiques. Les uns mouraient, on les remplaçait. Comme aux docks de réparations de sous-marins nazis à Bordeaux, où chaque équipe «sortante» était noyée. «Punition pour sabotage» !

Sur ce contingent permanent, il y a eu plus de 25 000 évasions réussies, grâce à la solidarité internationale, celle de beaucoup de Russes émigrés ainsi que bien entendu surtout grâce à celle des Français, risquant leur propre vie et celle des membres de leur famille, qui organisaient les évasions, hébergeaient les Russes, leur procuraient des papiers «plus vrais que vrais» et les conduisaient aux maquis, où, enfin, ils pouvaient reprendre le combat. !

Parmi les héros et martyrs russes de la Résistance Française, citons-en seulement deux – une femme et un homme – qui sont des exemples d'héroïsme, de de courage et d'abnégation : la princesse Vera Obolensky et le sergent Stéphane Kotsoura (...).

Ainsi, la princesse Vera Obolensky fut la secrétaire nationale de l'«Organisation Civile et Militaire» (OCM), une des premières forces à s'opposer à l'ennemi ; finalement arrêtée par la Gestapo, «Vicky» fut transportée à Berlin et y fut guillotinée le 4 août 1944. Le Président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine est venu en l'An 2000 fleurir le cénotaphe de la princesse au Cimetière russe de Saint-Geneviève-des-Bois.

Une des belles places de la ville de Langon, en Gironde, porte le nom du sergent Stephan Kotsour, âgé de 26 ans, originaire de Krasnodar, prisonnier de guerre soviétique évadé de la base sous-marine de Bordeaux en août 1944, membre du Maquis de Lorette, qui, se jetant devant une mitrailleuse allemande après avoir lancé une grenade, permit le franchissement. Il repose au cimetière de la ville, une place de Langon porte son nom (...).

Fin 1943 – début 1944, on comptait en France, plus de 60 maquis soviétiques s'appelant notamment «Joukov», «Stalingrad», «Kotovskiy», «Jélezniak», «Rodina»... Et nombre de Soviétiques combattaient aussi dans des détachements internationaux aux noms français : «Maquis Ventoux», «Maurice Blanchard», «Maquis de Lorette», «Stalingrad-2», etc. Ils participèrent à la libération de Lyon, Tulle, Bordeaux, Langon, Limoges, de beaucoup d'autres villes et, enfin, de Paris.

Sur les plus de 25 000 prisonniers soviétiques évadés, plus de 9 000 sont tombés dans les combats contre l'occupant nazi et reposent en France. La moitié de leurs sépultures a été transportée dans l'Oise à Noyers-Saint-Martin, qui abrite 4 601 tombes. Chaque année, le 9 mai, une émouvante et belle cérémonie s'y déroule en présence des personnalités de France et de Russie. L'autre moitié de nos jeunes dort sous les stèles «Morts pour la France» qui, à travers la France, sont entretenues avec dévotion.

Avec l'appui des autorités de Paris et du Président de la République, Jacques Chirac, «Combattant Volontaire» a pu installer en l'an 2000, au Cimetière historique du Père-Lachaise, dans l'Allée des Etrangers Morts pour la France, une Plaque Commémorative, œuvre et don du sculpteur Zourab Tséréteili, avec cette inscription dans les deux langues – français et russe (sous les effigies des deux drapeaux tricolores croisés) : «La Russie et la France aux combattants Russes tombés dans la Résistance Française pour la Libération au cours de la Seconde Guerre Mondiale».

Puis, en 2005, une belle statue d'un jeune maquisard y a été

dressée, la Plaque étant incrustée dans la façade de son socle. Le monument est œuvre du sculpteur Vladimir Sourvtsev. Tous les ans, début mai, une cérémonie s'y déroule : les personnalités officielles et ceux qui n'ont pas oublié viennent fleurir le monument. Ces derniers temps, le 9 mai, une action publique, «Le Régiment Immortel», née il y a 2 ans en Russie, aboutit au pied de ce Monument : les gens, petits et grands, portent les photos de leurs aïeux tombés au cours de la Grande Guerre Nationale.

Vive l'amitié entre la France et la Russie, scellée par le sang de nos héros !

Vive les nobles idéaux de la Résistance Française !

Vive l'ANACR avec ses Ami(e)s ! Pour votre congrès, hurra !

Votre Irène KOTOMKINA, membre du réseau «Marco Polo», antenne d'Île-de-France ; croix du Combattant, croix du Combattant Volontaire de la Résistance.

ASSOCIATION NATIONALE DES CHEMINOTS ANCIENS COMBATTANTS (ANCAC) (Extraits)



Je vous apporte le salut fraternel du Président de l'ANCAC, **Robert Moullière**.

Depuis de nombreuses années, l'ANACR et l'ANCAC luttent pour la paix après la victoire sur le nazisme. Aujourd'hui encore, nous devons être vigilants, l'extrême-droite est toujours présente en Europe, cette présence s'accroissant même dans certains Etats où l'on perçoit de plus en plus la xénophobie qui l'accompagne.

Les Cheminots de l'ANCAC commémorent le 10 août de chaque année la grève insurrectionnelle du 10 août 1944 qui devait être le prélude à la libération de Paris le 25 août 1944, date de la reddition de la garnison allemande en gare de Paris-Montparnasse au général Leclerc commandant la 2^e DB et au colonel Rol-Tanguy, chef militaire des insurgés parmi lesquels des Résistants de nos associations.

Aujourd'hui, notre combat est différent, mais le passé ne doit pas être occulté : le 27 mai est devenu «Journée Nationale de la Résistance». L'ANACR a lutté depuis de nombreuses années pour l'instauration de cette journée officielle de la Résistance ; soyez-en remerciés.

Nous subissons actuellement une dégradation de la situation économique et sociale de notre pays. Le Programme du Conseil National de la Résistance, qui est revendiqué par l'ANACR et l'ANCAC, se voit dépouillé de son contenu (...)

Le nouveau Président de la République élu depuis peu n'a pas cru bon de nommer un Secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants ; ceci est un manque de reconnaissance évident par rapport à tous ceux qui, comme à l'ANACR et à l'ANCAC, ont combattu, certains au péril de leur vie.

Le budget des Anciens Combattants baisse chaque année, le droit à réparation est bafoué, nous luttons pour que la campagne double soit attribuée dans le respect de la loi, comme l'ont obtenu nos aînés de l'ANACR et de l'ANCAC.

Rappelons enfin notre point commun, et de loin le plus important, entre nos deux Associations qui entraîne, en raison de leur passé, les Anciens combattants de l'ANACR et de l'ANCAC à être particulièrement attachés au maintien de la Paix, en sachant que depuis toujours les guerres prennent naissance dans l'esprit des hommes, mais que c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la Paix.

Vive l'ANACR, Vive l'ANCAC, Vive la Paix !
René LAFFARGUE, Section de Pau de l'ANCAC.

ASSOCIATION DES AMIS DE LA FONDATION POUR LA MEMOIRE DE LA DEPORTATION (AFMD) (Extraits)



J'ai retrouvé ici à votre congrès des membres de l'AFMD, ce qui montre que nos associations partagent des valeurs communes et peuvent agir ensemble.

L'ANACR par ses origines a un statut l'intégrant au monde Ancien combattant, ce qui n'est pas le cas de l'AFMD, qui est une Association culturelle,

ce qui lui a fermé certaines portes que, dans plusieurs départements, l'ANACR a contribué à lui ouvrir, nous l'en remercions.

La Fondation pour la Mémoire de la Déportation a été fondée par des Déportés, qui ont souhaité faire perdurer leur parcours,

leurs positions, leur message. Les Fondations mémorielles sont aujourd'hui en difficulté, confrontées à des raccourcis mémoriels qui se mettent en place et à une volonté d'avoir un seul interlocuteur pour tenter d'imposer une vue particulière. Je pense au Souvenir français et à ses visées hégémoniques sur la mémoire.

Or, par son Histoire, le Souvenir français n'a pas vocation à être partie prenante sur la période 1933-1946, il a d'abord à travailler sur son histoire, avant de le faire sur celle de la Résistance et de la Déportation. Rappelons que le Souvenir français fut la seule association à ne pas avoir été interdite par le régime pétainiste, son président jusqu'en 1942, le général Lacapelle, promouvra dans ses discours les thèmes pétainistes du Travail, de la Famille et de la Patrie, son successeur jusqu'en janvier 1946 sera le général d'Armau de Pouydraguain, directeur général de l'antisémite et xénophobe Ligue des Patriotes de 1926 au début des années trente.

Pour conclure, je voudrais évoquer un projet mené par La Coupole de Saint-Omer : le Dictionnaire biographique des Déportés partis de France pour le camp de Mittelbau-Dora : si vous avez des connaissances, des familles à indiquer, prenez contact avec le Musée, qui recherche photos et documents...

Ainsi que la campagne pour préserver le fort de Romainville, d'où partirent les déportées femmes, telles Charlotte Delbo et Danielle Casanova, et dont la démolition était programmée pour réaliser un projet immobilier. Nous avons pu préserver l'essentiel, mais nous engageons un autre combat : faire que ce lieu devienne le musée européen de la femme Résistante ; car il n'en existe aucun...

Françoise BULFAY, Présidente de la l'AFMD.

FEDERATION INTERNATIONALE DES RESISTANTS (F.I.R.) / ASSOCIAZIONE NAZIONALE PARTIGIANI D'ITALIA (ANPI) (Extraits)



C'est un très grand honneur pour moi, dans mon double rôle de vice-président de la F.I.R. et responsable européen de l'ANPI, d'être aujourd'hui ici. Nous nous connaissons depuis toujours, nous avons fait un long chemin ensemble contre les nazis-fascistes d'abord, contre les résurgences de l'extrême-droite ensuite...

L'Association Nationale des Partisans d'Italie, l'ANPI, fondée formellement le 6 juin 1944, avant même que la guerre et l'occupation de l'Italie soient finies, regroupe les combattants ayant lutté contre l'occupation nazie-fasciste, les opposants au régime fasciste et les antifascistes modernes. 125 000 membres dans les 20 régions italiennes, ainsi qu'en France, Belgique, Allemagne, Suisse, Royaume-Uni, Espagne, République tchèque et Luxembourg.



Née en 1951, la F.I.R. regroupe les vétérans, les partisans et antifascistes d'Europe. Je vous remercie donc pour cette invitation à ce moment important de la vie de l'ANACR, ainsi qu'au nom de mes deux présidents, Vilmos Hanti, président de la F.I.R., et Carlo Smuraglia, notre président de l'A.N.P.I., partisan combattant, vétéran de la 8^e armée, parmi les libérateurs d'Ancône et de Venise, 94 ans de jeunesse et d'engagement.

Car l'engagement est un ingrédient fondamental de la mémoire, mémoire des Résistants bien sûr, mais aussi évocation des valeurs pour lesquelles ils se sont engagés, c'est là que la Résistance tient un rôle fondamental car, comme le rappelait souvent Stephan Hessel, les valeurs de la liberté et des droits de l'homme transmises par les Résistants à travers de leurs combats doivent rester gravées à tout jamais dans la conscience européenne.

Nous vivons hélas des temps difficiles, les résultats des élections en Allemagne, en Autriche et bien évidemment en France montrent que l'engagement contre les néofascismes, la xénophobie, le racisme, le populisme n'appartient pas au passé mais bien au présent. Quand je pense que pour samedi prochain l'extrême-droite avait organisé une marche sur Rome pour commémorer les événements du 28 octobre 1922 qui portèrent Mussolini au gouvernement, j'ai des frissons.

Il existe une notion de Résistance à l'inacceptable, essentielle à nos yeux, par laquelle un homme et une femme disent : non, simplement : non, à ce qui est contraire à l'éthique, à la dignité humaine, en un mot à la démocratie. C'est ainsi que vient à l'esprit l'image d'August Landmesser, ouvrier au chantier naval Blohm &

Voss de Hambourg, qui, lui seul parmi la foule présente, refusa le 13 juin 1936 d'effectuer le salut nazi lors du lancement d'un navire ; une magnifique image rappelle ce moment. Ainsi commence la Résistance, par l'indignation et le refus face aux régimes totalitaires...

Le fascisme et le nazisme sont nés à partir des tensions sociales des années vingt et portèrent des coups durs aux démocraties, mais partout des hommes et des femmes se levèrent pour le combattre. L'évocation de leur combat, la connaissance des éléments économiques, politiques et sociaux ayant donné naissance au fascisme doivent nous guider dans nos activités d'aujourd'hui, ainsi que notre coopération, le travail en commun, l'échange, le dialogue (...)

Redonner l'espoir, montrer le chemin, rappeler les valeurs de la Résistance sont bien notre objectif commun. Au nom de l'ANPI, de la FIR et en mon nom personnel, merci pour votre invitation, vive la Résistance.

Filipo GIUFFRIDA, vice-président de la FIR, responsable Europe de l'ANPI.

FEDERATION NATIONALE DES DEPORTES, INTERNES, RESISTANTS ET PATRIOTES (FNDIRP). (Extraits)



C'est avec fierté que je représente à votre congrès et vous apporte le salut fraternel de la Direction de la FNDIRP, dont de nombreux membres le sont aussi de l'ANACR, et qui a été durement éprouvée par la disparition il y a un peu plus d'un mois de notre Président national, Walter Bassan, Résistant, déporté à Dachau. J'ai aussi rencontré à plusieurs reprises votre Président Louis Cortot avec qui j'ai pu avoir des échanges d'une grande richesse. Nous sommes réunis pour rendre hommage à leur détermination.

Nos déportés, nos internés ont été Résistants, et c'est pour cela qu'ils ont connu les bagnes nazis, c'est pourquoi nous avons tout en commun et ne pouvons que défendre les mêmes causes ; nous devons, ensemble, faire face à tous les dangers qui menacent le monde des Anciens Combattants, mais aussi le monde en général.

Lorsqu'en Europe, nous voyons poindre les relents de xénophobie et d'antisémitisme, nous disons : attention danger. Quand des pays comme l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Pologne et la France ouvrent leurs portes à des partis d'extrême-droite, nous crions : danger ! Quand le fanatisme, l'obscurantisme sont la cause de tant de morts, en France, en Angleterre, en Espagne et dans d'autres pays, nous crions attention, danger !

Vous, les Résistants d'hier, combattiez pour chasser l'envahisseur, eux endoctrinent notre jeunesse pour commettre des crimes. Nos parents ont crié : danger ; ils n'ont pas été entendus, cela a causé des dizaines de millions de morts.

Dès maintenant, nos élèves vont préparer le Concours de la Résistance et de la Déportation, qui leur permet d'apprendre ce que des jeunes souvent de leur âge ont pu mettre de volonté, de courage, d'intelligence pour que leur pays retrouve la liberté. «S'engager pour libérer la France» sera le thème de l'année 2017-2018», sujet complexe qui permettra aux Résistants qui le peuvent de témoigner ; membre du Jury national, je m'engage à tout faire pour préserver ce Concours. ()

A la Déportation des Juifs, et à laquelle j'ajouterai celle des Tziganes, destinés eux aussi à disparaître, il nous faut aussi insister sur la déportation de répression de tous nos Résistants (...), il nous faut les réinstaller dans les mémoires collectives, d'où l'on a tendance à les effacer (...).

Anita BAUDOIN, secrétaire générale de la FNDIRP

FEDERATION NATIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS D'ALGERIE (FNACA)



Marc BIBES, Président de l'UDAC et de la FNACA des Landes, ayant représenté la Direction nationale de l'UFAC lors de la séance d'ouverture du Congrès, a aussi été mandaté par le Président national, **Gérard Darmanin**, pour y représenter la FNACA.

Dans sa courte intervention lors de la séance plénière de Samedi après-midi, il a exprimé le souhait que toutes les Associations d'Anciens Combattants soient unies dans la défense de leurs droits, comme c'est le cas dans les Landes, se félicitant de l'amitié et de la coopération entre l'ANACR et la FNACA.

RESOLUTION D'ORIENTATION GENERALE

Réuni à Dax du 20 au 22 octobre 2017, le Congrès national de l'ANACR fait sien le mot d'ordre du Congrès : « Plus que jamais le besoin de mémoire et d'histoire » développé en sa séance d'ouverture par le rapport présenté par le Bureau National, qu'il approuve.

En 2018, s'ouvre à nouveau une séquence mémorielle de grands événements qui ont marqué la Seconde Guerre mondiale.

L'année 2018 sera en effet celle du 75^e anniversaire de la création du CNR et de la libération de la Corse, premier département métropolitain soustrait, en premier lieu par son insurrection, à l'occupation fasciste et nazie ainsi qu'au régime pétainiste,

L'année 2019 sera celle du 75^e anniversaire de la publication du Programme du CNR et de la Libération de la France.

L'année 2020 sera celle du 75^e anniversaire de la Victoire sur le nazisme et le fascisme japonais.

Soixante-quinze ans après ces événements majeurs pour l'histoire de la France et du Monde, force est de constater que le monde contemporain est fort loin des aspirations et des espérances des peuples, celle d'un monde en paix, celle d'une société humaniste, démocratique et solidaire, dans laquelle l'intérêt général primerait sur les intérêts particuliers, ce qu'exprima en France le Programme du Conseil National de la Résistance.

Le monde contemporain connaît les guerres, notre pays s'est à plusieurs reprises trouvé impliqué dans plusieurs d'entre elles, en Afrique centrale et du Nord, il l'est aujourd'hui en Afrique Sahélienne, du Mali au Tchad, il l'est au Proche et Moyen-Orient, en Syrie, en Irak en premier lieu. En Asie Orientale, l'affrontement entre la Corée du Nord et les Etats-Unis menace de dégénérer en conflit nucléaire. Notre pays, en s'appuyant sur les institutions de sécurité collective mises en place à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, doit jouer un rôle moteur dans les initiatives tendant à diminuer les tensions et à résoudre les conflits par la négociation dans le cadre de l'ONU.

Notre société connaît le racisme et la xénophobie, la montée des intégrismes, l'aggravation des discriminations et des exclusions ; la solidarité a dramatiquement reculé, les intérêts particuliers ont pris d'évidence le pas sur l'intérêt général. Le monde et notre société sont en crise, une crise qui depuis fin 2008 a pris sur le plan mondial une tournure aiguë, notamment dans plusieurs pays d'Europe, une crise qui, de par la désespérance sociale qu'elle suscite, s'est déjà traduite par la montée de l'extrême-droite fascisante dans quasiment tous les pays d'Europe dont le nôtre. Plus que jamais, il est nécessaire que les valeurs humanistes, sociales et de solidarité du Programme du Conseil National de la Résistance soient portées à la connaissance du plus grand nombre, en le diffusant le plus largement possible à l'occasion du 75^e anniversaire de sa publication en 2019.

C'est ce contexte qui a, s'appuyant sur une méconnaissance de l'Histoire, suscité un regain des idéologies que l'on aurait plus croire définitivement vaincues en 1945, un regain s'accompagnant dans plusieurs pays d'Europe centrale et Orientale d'une démarche négationniste de réhabilitation des régimes qui s'en inspirèrent, en France de celle du régime collaborateur pétainiste ; en même temps que se développaient des poursuites judiciaires contre des anciens Résistants, contre des victimes de la barbarie nazie.

Pire, les idées racistes, autoritaires, antidémocratiques ont parfois diffusé dans des formes dangereuses au-delà de l'extrême-droite. Les campagnes d'hostilité à l'égard des migrants fuyant la guerre, la dictature mais aussi la misère, la famine meurtrière se sont développées. S'appuyant sur la réalité du terrorisme barbare qu'il faut condamner sans la moindre réserve et combattre sans faiblesse, se multiplient les mesures sécuritaires, les remises en cause des libertés démocratiques, à l'instar de ce qui

se fit à la veille de la seconde Guerre mondiale et dont les conséquences se firent dramatiques quelques mois, quelques années plus tard.

Cela montre, s'il en était besoin, la nécessité de transmettre la connaissance de ce qu'a été la réalité monstrueuse du fascisme lorsqu'il a été au pouvoir du début des années 1920 à 1945, de ce à quoi ont mené durant cette période les atteintes à la démocratie et les discriminations racistes, la misère sociale conduisant nombre de ceux qui en furent victimes à prêter une écoute attentive aux démagogues.

Face à cette montée de l'extrême-droite, à ces résurgences du fascisme dans tous les pays européens du Nord ou du Sud, de l'Est ou de l'Ouest, ce dont témoigne l'audience que les partis qui s'en réclament recueillent sur le plan électoral, il est souhaitable que puissent être réunies les conditions d'une réponse coordonnée de celles et ceux qui se réclament à travers l'Europe des valeurs de la Résistance à cette menace qui grandit. En premier lieu dans le cadre de la Fédération Internationale des Résistants (F.I.R.) dont l'ANACR devient membre associé.

Cela montre aussi la nécessité d'être vigilants à l'égard du négationnisme falsificateur, et de toute tentative d'exonération du fascisme de ses crimes. Cela montre surtout celle de transmettre la mémoire des combats de ceux qui s'opposèrent au fascisme, souvent dès avant-guerre, de ceux que l'Histoire a appelé les Résistants, et qui contribuèrent puissamment à l'abattre, de transmettre les valeurs qui les motivèrent et qu'exprime le Programme du CNR, dont la mise en œuvre à la Libération des mesures qu'il préconisait permit des avancées démocratiques, économiques et sociales qui, malgré les remises en cause qui intervinrent très tôt, restent encore aujourd'hui dans de nombreux domaines des acquis à défendre.

2018, 2019 et 2020 seront donc des années marquantes pour la mémoire, l'ANACR devra être activement présente à ces rendez-vous pour continuer le combat antifasciste qu'elle n'a cessé de mener depuis 70 ans, pour faire connaître, garder vivantes aujourd'hui, pour faire vivre demain les espérances de la Libération et de la Victoire.

Pour mener ce combat antifasciste, l'ANACR, dont le pluralisme est fondateur et consubstantiel, est par là-même le cadre permettant à toutes celles et ceux, de toutes opinions démocratiques, que révoltent le fascisme, la xénophobie, le racisme et le bellicisme de se rassembler, au-delà de leurs différences de conception de la société, d'options philosophiques ou de croyances, autour des valeurs humanistes, démocratiques et patriotiques de la Résistance.

Pour autant, cela n'exclut pas de mener sur la base de valeurs partagées des actions communes avec d'autres structures dès lors que cela respecte notre pluralisme et surtout ne cantonne pas de facto l'ANACR dans un seul secteur de l'opinion démocratique, ce qui serait contraire à sa nature à son rôle, et à sa mission.

Pour mener ce combat, renforcer l'ANACR est une nécessité, cela passe d'abord par l'action, qui est tout à la fois un moyen de diffuser ses orientations et un moyen de recruter de nouveaux adhérents, de former de nouveaux cadres, cela passe par l'utilisation des nouveaux vecteurs de la communication tels ceux qu'utilisent en priorité les jeunes générations, sans négliger les anciens qui gardent leur audience. Le site internet et le *Journal de la Résistance* ne sont pas antinomiques, ils doivent être complémentaires.

Plus que jamais, notre société et notre vie démocratique ont besoin de l'exemple des Résistants et des valeurs de la Résistance, nous en serons encore d'avantage les passeurs

DAX, le 22 octobre 2017

COMMISSION TRANSMISSION DE LA MEMOIRE

Au congrès de Brive, il avait été décidé la mise en place d'un véritable site internet national de l'ANACR.

La commission se réjouit, d'une part de la réflexion menée ces trois dernières années (avec, y compris, un stage) et, d'autre part, de la nomination d'un responsable national (Antoine Poletti) pour sa réalisation.

Il en est de même pour les relations avec les milieux historiens (APHG, Maïtron, Blois, etc).

LES OUTILS

Prévoir un texte national de l'ANACR à l'usage des enseignants sur le thème annuel du CNRD et sur les valeurs de la Résistance.

Il serait souhaitable que les comités départementaux ajoutent un supplément local.

Avec ses moyens, chaque comité pourrait exploiter son capital mémorial afin de produire des outils documentaires sous quelque forme que ce soit.

A l'image de certains départements, il pourrait être intéressant que chaque comité mette en place des valises documentaires qui ne serviraient pas uniquement pour l'Éducation nationale, en partenariat, par exemple, avec des médiathèques.

De manière générale, nous encourageons les partenariats divers avec les troupes de théâtre, centres pénitentiaires, PJJ... afin de toucher un plus large public.

LE CONCOURS NATIONAL DE LA RESISTANCE ET DE LA DEPORTATION

Le congrès de l'ANACR s'inquiète des menaces pesant sur le concours.

Il considère comme problématique la place plus que réduite des associations de Résistants et de Déportés dans l'organisation du concours.

Il constate d'importantes disparités de situation selon les rectorats.

JOURNEE NATIONALE DE LA RESISTANCE, LE 27 MAI

La commission a échangé sur l'organisation de la Journée Nationale de la Résistance. Ces échanges montrent son implantation grâce à des initiatives variées et souvent originales de nos comités. C'est une affirmation de notre présence au niveau local.

Mais le combat dont l'ANACR a été le fer de lance pour l'instauration du 27 mai reste un combat pour bon nombre de comités aux prises avec certaines municipalités qui refusent de l'organiser, d'y assister ou évincent la prise de parole de l'ANACR.

La commission relève l'importance du travail des recherches historiques des comités qui permettent d'ancrer le 27 mai dans l'histoire locale.

LE NUMERIQUE

On note une certaine inquiétude quant à l'usage des outils de communication, notamment le site Internet.

Il est émis le souhait que celui-ci devienne un réel outil de communication pour l'ANACR, mais aussi une banque de données avec une partie accessible aux

seuls membres de l'association afin de pouvoir échanger nos expériences et mutualiser nos compétences.

L'utilisation des réseaux sociaux apparaît inévitable afin de poursuivre notre travail de mémoire. Elle permet de toucher des personnes qui n'auraient pas accès à notre message autrement.

Il est bien évident que l'utilisation de ces outils nécessite la compréhension puis la maîtrise de gestion du site, afin d'éviter tout problème en raison des commentaires.

La mise en place d'un réseau de veille afin de contrôler et contrecarrer, surveiller, les propos négationnistes et/ou fallacieux tenus sur la Résistance doit être envisagée.



COMITE D'HONNEUR NATIONAL

M. **Marc FERRO**, Ancien maquisard du Vercors, Mme **Odette DUPONT-DELESTRAINT**, fille du général Delestraint, commandant en chef de l'A.S. Mme **Monique GEORGES**, fille de Pierre Georges, le Colonel Fabien, Mme Catherine **MARTIN-ZAY**, fille aînée du ministre Jean Zay, assassiné par la Milice, Mme Hélène **MOUCHARD-ZAY**, fille du ministre Jean Zay, assassiné par la Milice.

MEMBRES DU BUREAU NATIONAL

PRÉSIDENTS :

- **DUBOIS Henriette**, Agent de liaison du Comité Militaire Zone-Sud des F.T.P.F., secrétaire-générale du C.D. des Alpes-Maritimes,
- **MARTIN Pierre**, co-Président du C.D. des Côtes d'Armor, vice-président de l'U.F.A.C.,
- **ROL-TANGUY Cécile**, Lieutenant F.F.I., veuve du Colonel Henri Rol-Tanguy.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :

- **VARIN Jacques**, Président du C.D. de l'Essonne

VICE-PRÉSIDENTS :

- **FOREAU-FENIER Robert**, Président-délégué du C.D. de l'Aisne ;
- **FRIANT-MENDRES Anne**, Présidente du C.D. du Finistère ;
- **MONTAUDON Anne-Marie**, membre du C.D. de Haute-Vienne ;
- **PETERS Martine**, Présidente-déléguée du C.D. de l'Isère ;
- **WEILLER Jacques**, F.F.I. de la Creuse, co-président du C.D. de Paris.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL-ADJOINT :

- **BEDOIN Jean-Paul**, Président-délégué du C.D. de Dordogne

TRÉSORIÈRE NATIONALE :

- **BIZZARI Patricia**, Présidente du C.D. de l'Aube

TRÉSORIÈRE ADJOINTE :

- **TARDIF Christiane**, Trésorière du C.D. de l'Essonne

UNION FRANÇAISE DES ASSOCIATIONS DE COMBATTANTS (UFAC)

À l'issue de son Assemblée générale, tenue à Paris les 11 au 12 octobre 2017, **Pierre MARTIN**, Président de l'ANACR, a été élu **vice-président de l'UFAC**.

MEMBRES DU BUREAU NATIONAL

CASSANAS Bruno, Président-délégué du C.D. de l'Hérault ;

CHEVALIER Pierre, Vice-président du CD des Pyrénées-Orientales ;

COLAS Michel, Co-Président du C.D. de Seine-St-Denis ;

DAEMS Sylvie, Présidente-déléguée du C.D. du Nord ;

DELAUNAY Bernard, Co-président du C.D. de Corrèze ;

HERBILLON Jean-Claude, Co-président du C.D. du Jura ;

JOSEPH Claude, membre du Bureau du C.D. du Lot-et-Garonne ;

MORENO Brigitte, Présidente-déléguée du C.D. du Lot-et-Garonne ;

POLETTI Antoine, membre du C.D. de Corse-du-Sud ;

ROUYEYRE-VIGNETTES Dany, Présidente du C.D. de Lozère ;

SANCET Charles, Secrétaire Général de Libération Nationale P.T.T. ;

VICTOR Anne-Marie, vice-présidente du Conseil exécutif du Centre Delestraint Fabien, co-présidente du C.D. du Lot-et-Garonne ;

VEILLARD Lucien, Président du C.D. de Haute-Garonne.

MEMBRES HONORAIRES DU BUREAU NATIONAL

CASTERA Edgard, Président du C.D. du Gers ;

FAURE Roger, (Lieutenant-colonel), F.F.I.-F.T.P.F., Président d'Honneur du C.D. des Alpes-Maritimes.

PAYA André, Président d'honneur du C.D. des Bouches-du-Rhône ;

ROLLAND Alfred, F.T.P.F., Vice-président du C.D. de l'Isère ;

SAULNIER Raymond, A.S.-M.U.R., maquis Bayeux (Haute-Vienne), Président du C.D. de Haute-Vienne.

LES ORGANES DE DIRECTION DE L'ANACR

MEMBRES DU CONSEIL NATIONAL

ANDRE Yvette, ATHOMAS Jean-Michel, AUVIEUX Alain, AYMARD Alain-Elie, BABY Jean, BARBANT Josiane, BAUDET Jacques, BEDOIN Jean-Paul, BELGEULLE Bernard, BIZZARI Patricia, BLANCHARD Alain, BONAVENTURE Nathalie, BONNERAT Marc, BOTTEY Jean, BOULANGER Hélène, BOUNY Jean-Pierre, BOUSSARD Gabriel, BOUSSARD Marie-Claude, BREMAUD Alexandre, BRUNET Didier, CALMELS Paul, CASSANAS Bruno, CASTERA Edgard, CHALARD Mireille, CHALME Marlène, CHAPONIK Eliane, CHAUVET Atlantide, CHEVALIER Pierre, CHOLLET Bénédicte, CLAUX Robert, CLAVERIE Marie-Thérèse, CLAVERIE René, COLAS Michel, COLLET Danièle, COLLIN Bruno, CORTOT Jean-Louis, GRAPEZ-PENILLAULT Suzanne, DAEMS Sylvie, DARFEUILLE Marcel, DEBUCQUOY Thierry, DEGREVE Renaud, DEHU Michel, DELAUNAY Bernard, DESCHAMPS Sylvie, DEYDIER Edith, D'HABERES Marie-Jeanne, DOUCHET Michel, DUBOIS Henriette, DUPONT-PICALAUSA Monique, DURAND Fabienne, DUTHEIL Alain, ENDEWELT Robert, EYRAUD-BOUCHAREL Dominique, FADEAU-NOWAK Marguerite, FOFFANO Jacqueline, FOREAU-FENIER Robert, FREZOUL Guy, FRIANT-MENDRES Anne, GABERT Pierre, GAIDRY Colette, GARCIA Marie-Louise, GAY Roger, GEET Yvelain, GIMBERT Jean-Pierre, GONTRAN Alain, GOS Paul, GUILLEMANT Jean-Jacques, HERBILLON Garance, HERBILLON Jean-Claude, HOUSSET Jean, JOSEPH Claude, JOUVE Béatrice, LABEYRIE Michelle, LABEYRIE Michel, LAFON François, LAPLUME Jacky, LARREGOLA Daniel, LASSERRE Georges, LAYER Marie-Ange, LE FUR Roland, LEGAY-FRANCE Ginette, LEON GONZALEZ Pépita, LE PENDEVEN Daniel, LESAGE Yvette, LESIEUR Philippe, LOPEZ Fernande, MARCHESSOU Jean-Frédéric, MARCOU-DURET Odile, MARTIN Pierre, MASSE Jean, MERGEM Jean-Jacques, MOLHERAT Michel, MOLIERAC Danièle, MONTAUDON Anne-Marie, MOREL Claude, MORENO Brigitte, MOYSSET Marie-Jo, NELY Pascal, NEPLAZ Bernard, ODOUL Alain, OOGHE Jean, PALLARES Colette, PATIS Laurence, PETERS Martine, PEZ Annie, PIVIER Marie-Jo, POLETTI Antoine, RAGOBERT Jean-Marc, RAMIERE Gilbert, RANOUX Sylviane, RANVEL Claudine, RIGOLI Jean-Paul, ROL-TANGUY Cécile, ROUYEYRE Jean-Marc, ROUYEYRE-VIGNETTES Dany, ROUXEL Thierry, ROUZIER Michel, SAFON Olivier, SANCET Charles, SARRODIE Pierre, SCAMPS Jérôme, SEGRESTAN Louis, SENTIS Georges, SIMON Gérard, SKROBEK Naftali, TARDIF Christiane,

THOMAS Régine, TILLY Serge, TORTEY Colette, TRASTET Emmanuel, TRICARD Marie-Jeanne, TRONCHE Yves, UGOLINI Sixte, VALLON Michel, VARD Christiane, VARIN Jacques, VAUGELADE Raoul, VAUZELLE Marie-Françoise, VICTOR Anne-Marie, VIEILLARD Lucien, VILLARD Colette, VOLLE Mélanie, VOULOZAN Thierry, WEILLER Jacques, ZERLINE Nicole.

Un représentant de l'Amicale des Guérilleros.

MEMBRES HONORAIRES DU CONSEIL NATIONAL

ALVAREZ Ange, BAULET Francis, BAVAY Marcel, BAZIA Jeanine, BISAULT Maurice, BLANCHON Jean, BRESSON André, BRUNEL Jean, BRUNET Fabienne, CARRASSET Lydia, CAYRON Lucette, CHARRET Pierre André, CLERY Roland, CORTES Jean-Michel, COUILLARD Gilbert, CUYEU André, DELMAS Muriel, DEMAY Jean-Philippe, FALGUERA Narcisse, FAY Andrée, FAURE Roger (colonel), FAUX Michel, FESSLER Joseph, FLORENTIN Danick, FORESTIER Lucienne, GUYOT Lucien, HILLION Thomas, IBANEZ Fernand, JULIAT Jean, LABRUDE Camille, LACROIX Robert, LAVILLE Bernard, LE CORNEC Françoise, LITTOUX Eugène, LOVIE Jean, MARQUIS Hugues, MAZ Gérard, MAZET Charles, MEUNIER Denise, MEUNIER Jacques, MICOLAUD Françoise, MOREAU Jean, MUNIER Ginette, PAPERON Charles, PAYA André, PERRU Jean, PIALEPORT Jean-Maurice, PLISSON Suzanne, PONS Pierre, PONTTHOREAU Michel, PORTUGAL Pierre, POUX Roger, PRIEUR Jean-Luc, REBOURG Jean, RENAUDAT Maurice, RESTOUEIX Georges, RIFFAULT Jean-Paul, ROCHAIX Marcel, RODDIER André, RODRIGUES Solange, ROLLAND Alfred, SABATE Odette, SAULNIER Raymond, SERRES André, SOUCHET Claude-Roland, SOURY Jean, SUSSET Patricia, TARDIVEL Louis, THOULOUMOND Charles, VIDAL Gilbert, VOLLAND Robert, ZERLINE Raymond.

COMMISSION NATIONALE DE CONTRÔLE FINANCIER

MARIE Jean-Paul, expert-comptable agréé, Président ; CASTERA Edgard, Président du C.D. du Gers, membre du C.N. ; SEGRESTAN Louis, co-président du C.D. de Seine-Saint-Denis, membre du C.N. ; SZLIFKE Jérôme, expert-comptable agréé.

INSTANTANÉS DE CONGRÈS



AU COMMENCEMENT ETAIT LE HALL DE L'ATRIUM...

Comme de tradition, le premier contact avec le congrès a lieu le vendredi matin, à l'entrée du site du congrès : pour le retrait de «l'enveloppe», avec le badge d'entrée, le mandat de délégué, les tickets des repas ; ainsi que celui de la pochette du congrès contenant divers documents, et cette année un cadeau : le livre «Les cent visages de la Résistance landaise».



Lors de la réception des congressistes par la municipalité, Pierre Martin offre à Madame Elisabeth Bonjean, maire, le «Livre des fusillés»



Le moment de convivialité du midi à la Grande Brasserie de l'Atrium



HOMMAGE A LA RESISTANCE LANDAISE

Deux délégations du congrès : à gauche avec Anne Marie Montaudon, au monument des martyrs de Tarnos, à droite, avec Jean Ooghe, au mémorial de Saint-Paul-les-Dax...

Ci-dessous : à gauche, à l'issue des travaux, le rendez-vous est pris pour le congrès de 2020 ; à droite, lors du repas final, un gracieux sourire landais restera dans les mémoires...



LA RESISTANCE LITUANIENNE

Depuis 1990, la Lituanie, pays d'un peu moins de 3 millions d'habitants, est (re)devenue un Etat indépendant, qui intégra l'ONU en 1991 et l'Union européenne en 2004. Un jeune pays ayant une longue histoire...

Divisées en plusieurs peuplades (Prussiens, Latgaliens, Samogitiens, Semigalliens, Sudoviens, Lithuaniens...), les populations indo-européennes baltes, arrivées dans la région vers 2500 av. J.C, s'y sont réparties entre la Prusse, le Golfe de Courlande, les confins occidentaux de la Biélorussie et le nord-est polonais actuels.

Elles se sont – entre 400 et 600 – différenciées linguistiquement en sous-groupe occidental (tel le vieux-prussien, aujourd'hui disparu, absorbé dans l'espace germanique) et sous-groupe oriental, composé principalement du lituanien et du letton. Avec les Lettons, leurs voisins septentrionaux, les Lituaniens sont l'un des deux principaux peuples subsistants des populations baltes d'origine. Le terme Lituanie (Lituanie) apparaît pour la première fois le 9 mars 1009 dans une chronique monastique saxonne.

UN GRAND DUCHE

Au XIII^e siècle, face à la menace représentée par l'expansionnisme des ordres monastiques militaires chrétiens germaniques (Chevaliers Teutoniques et Porte-glaives), qui vont soumettre dès avant 1300 les Baltes occidentaux, plusieurs tribus baltes orientales s'unissent en 1235 dans un Grand-duché de Lituanie, reconnu comme Etat par le pape Innocent IV, et choisissent comme Grand-duc Mindaugas, lequel sera assassiné en 1263 pour s'être converti au christianisme.

La guerre civile qui s'ensuit se terminera en 1316 à l'accession au trône grand-ducal de Gediminas, lequel fonde un Etat puissant qui va conquérir, la Biélorussie, la région de Kiev dans l'actuelle Ukraine. Grand-duc lituanien depuis 1377, Jogaila épouse le 18 février 1386 la souveraine de Pologne, Hedwige d'Anjou-Sicile, et devient roi de Pologne sous le nom de Wladyslaw II Jagiello (Jagellon).

Conservant une autonomie administrative, le sort de la Lituanie va dès lors être associé à celui de la Pologne ; ce qui sera conforté par le «Traité d'Union perpétuelle», signé à Lublin le 1^{er} juillet 1569 et qui fonde la «République des deux nations» (*Rzeczpospolita*), monarchie élective, dont le premier roi élu sera, de 1573 à 1575, Henri IV de Valois (roi Henri III en France).

Lors des partages de la Pologne entre la Russie, l'Autriche et la Prusse, intervenus entre 1772 et 1795, la Lituanie passe sous contrôle russe, le Tsar prenant le titre de «Grand-Prince de Lituanie».

La Révolution française, l'établissement et l'expansion de l'Empire napoléonien, qui favorise la renaissance en 1807 d'un Etat polonais allié de la France, le Grand-duché de Varsovie, auront des répercussions en Lituanie.

LA LITUANIE «FRANÇAISE»

Dans la nuit du 23 au 24 juin 1812, la «Grande armée» (450 000 hommes), rassem-

blée par l'Empereur français Napoléon 1^{er}, entré en guerre contre l'Empire russe, franchit le fleuve Niémen, qui en marque la frontière avec le «Grand-Duché de Varsovie» où les troupes napoléoniennes se sont concentrées.

Le 28 juin, la «Grande armée» atteint Vilnius, ville capitale de la Lituanie, alors province de l'Empire russe et où, dès le 1^{er} juillet, est créée une «Commission Gouvernementale provisoire de Lituanie» ayant à sa tête Stanislas Soltan, auprès duquel est placé un «Commissaire impérial» français, le baron Louis Bignon, ancien résident français à Varsovie et un «Gouverneur général» militaire, le Comte hollandais Dirk van Hogendorp². Ministre des Affaires étrangères de l'Empire français, Hugues-Bernard Maret, duc de Bassano, s'installe pour quelques mois à Vilnius.

La Lituanie est divisée en 4 départements ayant à leur tête un préfet et divisés en districts administrés par des sous-préfets, ayant à leurs côtés des fonctionnaires et des gouverneurs militaires français (celui de Vilnius est le général baron suisse Antoine-Henri Jomini).

Napoléon 1^{er} ne resta que peu de temps à Vilnius, du 18 juin au 16 juillet 1812, partant conduire à Moscou – et... au désastre – la «Grande Armée», qui a intégré en son sein, sous le commandement du prince lituanien Romuald Gedroitz, des régiments lituaniens, dont le 3^e régiment de cheval-légers lanciers (1218 hommes) de la Garde impériale et l'escadron de Tartares lituaniens musulmans (123 hommes, dont un imam).

Moscou, conquise le 14 septembre, incendiée par les Russes dès le lendemain, devra être évacuée le 23 octobre. C'est la «retraite de Russie» : seulement 50 000 soldats de la Grande Armée repassent la Bérézina entre le 26 et le 28 novembre 1812.

Le 23 décembre, le Tsar Alexandre 1^{er} entre dans Vilnius, la Lituanie repasse pour plus d'un siècle sous la domination russe³.

LA DOMINATION RUSSE

Au 19^e siècle, la Lituanie, va s'associer aux insurrections polonaises avortées de 1830-1831 et 1863 contre l'Empire tsariste, qui va pratiquer une politique de répression notamment culturelle, interdisant l'usage oral en public du lituanien et son écriture en alphabet latin. Il faudra attendre les lendemains de l'insurrection de 1905 dans l'Empire russe, lors de laquelle se tient à Vilnius un congrès (le Grand Seimas) pour que les langues baltes soient autorisées en public et dans l'enseignement.

En 1863, le servage avait été aboli sans que soit fondamentalement remis en cause le pouvoir socio-économique de la caste des Barons baltes, d'origine germanique, qui restera en



place jusqu'à la Première Guerre mondiale. Ce premier conflit mondial qui éclate en 1914, conduisant à la défaite puis à la disparition l'Empire tsariste, va permettre la renaissance de la Lituanie

LA LITUANIE RENAIT

Le 16 février 1918, alors que la Lituanie est toujours occupée – depuis 1915 – par des troupes allemandes, un «Conseil de Lituanie» présidé par Antanas Smetana, avec à ses côtés Augustinas Voldemaras, proclame l'indépendance du Pays (qui sera reconnue par le Traité de Versailles en 1919) ; par le traité de Brest-Litovsk signé le 3 mars 1918 avec les Empires allemand et austro-hongrois par la Russie Soviétique, qui reconnaît l'indépendance de la Pologne et de la Lituanie⁴.

Les deux premières années de la Lituanie indépendante vont être marquées par des conflits avec la Pologne – qui s'empare de Vilnius, alors peuplée de 50% de Polonais, 30% de Juifs, 10% de Biélorusses, et de moins de 10% de Lituaniens – ainsi qu'avec la Russie soviétique, alliée de la «République Socialiste soviétique de Lituanie-Biélorussie» (*Litbel*) établie en février 1919 et dirigée par un Parti communiste homonyme avec à sa tête un Lituanien, Vincas Mickevicius-Kapsukas⁵, Premier ministre et ministre des Affaires étrangères.

La *Litbel* disparaîtra en juillet 1919, après la conquête de Vilnius par les Polonais, qui font de Wilno (en polonais) et sa région une éphémère «République de Lithuanie centrale», avant de l'annexer en 1925.

Son indépendance confortée, avec un régime parlementaire démocratique, la Lituanie sera présidée successivement par le démocrate-chrétien Alexandras Stulginskis (juin 1920-7 juin 1926) puis par l'agrarien Kazys Grinius ; lequel sera – sous le prétexte de l'imminence d'un soulèvement communiste – renversé le 17 décembre 1926 par un coup d'Etat militaire, appuyé par les nationalistes lituaniens dirigés par Smetona.

Les communistes⁶ seront pourchassés, emprisonnés, tous les députés libéraux et de

⁴ Le 19 juillet 1918, le prince allemand Guillaume d'Urach est proclamé roi sous le nom de Mindaugas II. La défaite allemande imminente de novembre 1918 mettra un terme à ce projet monarchique, la République lituanienne étant proclamée le 2 novembre. Antanas Smetona va accéder à la tête de l'Etat.

⁵ Après la chute de la *Litbel*, il se réfugiera en URSS, d'où il dirigera le PC lituanien clandestin en Lituanie ; il décèdera à Moscou de la tuberculose en février 1935. Sa veuve y sera arrêtée en 1937 sous l'accusation de «trotskisme» et exécutée, victime de la répression stalinienne durant la «Grande purge», qui frappera d'autres réfugiés communistes lituaniens.

¹ Les derniers locuteurs en vieux-prussien (ou borusse) disparurent au 18^e siècle. Outre le letton et le lituanien subsistent aujourd'hui les parlers samogitiens (300 000 locuteurs en Lituanie) et latgaliens (150 000 en Lettonie). L'estonien n'est pas une langue balte mais proche du finlandais.

² Ancien ministre de la Guerre de Louis Bonaparte, Roi de Hollande, depuis intégrée à l'Empire français.

³ Les survivants des lanciers et Tartares lituaniens, décimés lors de la retraite de Russie et intégrés à des régiments polonais et français de l'armée de Napoléon, participeront encore aux batailles d'Allemagne et de France en 1813 et 1814.

...RESISTANTS DE TOUS PAYS

gauche sont expulsés du parlement (*Seimas*), qui désigne Smetona comme président de la République avec comme Premier ministre. Voldemaras, lequel va s'appuyer sur un mouvement de type fasciste créé en 1926-1927, les «Loups d'acier» (*Geležinis Vilkas*).

Un an plus tard, le parlement est dissous et la constitution modifiée. En septembre 1929, Smetona, plus par rivalité de personnes que désaccord idéologique, démet de ses fonctions Voldemaras⁷ et, prenant le titre de *Tautos Vadas* («chef de la Nation»), devient alors dictateur d'un régime fascisant jusqu'à l'occupation soviétique de 1940, avec un parti unique (qui participa en décembre 1934 au congrès fasciste international de Montreux), et une milice, les «Libres fusiliers».

Signée le 12 décembre 1934 à Genève par l'Estonie, la Lituanie et la Lettonie, l'«Entente baltique» – pas plus que le traité «d'amitié et de neutralité» signé avec l'Union soviétique en septembre 1923 et une déclaration de neutralité quand le conflit éclatera en 1939 entre le Reich d'une part, la France et la Grande-Bretagne d'autre part, ainsi que lors du conflit soviéto-finlandais, ne seront des garanties suffisantes préservant l'intégrité et l'indépendance de la Lituanie.

En effet, dès le printemps 1939, le pays va être confronté au Reich hitlérien, et à l'automne suivant à des exigences soviétiques...

L'«AFFAIRE» DE MEMEL

L'effondrement des empires allemand et russe consécutif à la Première Guerre mondiale avait entraîné la naissance ou la renaissance d'États – tels la Pologne et la Lituanie – et conséquemment des problèmes de frontières et de minorités.

Ainsi en a-t-il été, avec comme principal centre urbain le port sur la Baltique de Memel (en allemand, *Klaipėda* en lituanien), de la zone frontalière de 120 km de long et 20 de large au nord du fleuve Niémen entre la Prusse-Orientale allemande et la Lituanie, le «Memeland» (en allemand, *Klaipėdos kraštas* en lituanien) ou «Territoire de Memel», aux populations mélangées mais à majorité germanophone, revendiquée par les deux pays.

Conséquence du traité de Versailles et du contentieux germano-lituanien, la zone est placée sous le contrôle de la Conférence des ambassadeurs (France, Grande-Bretagne, États-Unis, Italie, Japon) basée à Versailles, et sous administration... française. Laquelle aura à sa tête un gouverneur, le général de brigade Dominique Odry, assisté du Préfet

Commissaire civil Jean-Gabriel Petisné, qui lui succédera le 1^{er} mai 1921 avec le titre de Haut-Commissaire allié; tous deux s'appuieront sur une petite équipe administrative civile et sur le 21^e bataillon de chasseurs à pied (750 hommes) ainsi que sur la présence de navires de la division navale française de la Baltique.

Début janvier 1923, des «irréguliers» lituaniens, appuyés en sous-main par des militaires lituaniens, mènent des coups de main contre les forces françaises, qui auront deux tués.



Timbre français surchargé «Memel».

Cela va conduire au départ le 19 février du Haut-Commissaire français, du 21^e BCP, à la fin du mandat international et à la prise de contrôle par la Lituanie du Territoire de Memel; lequel conserve cependant une autonomie, avec un parlement, deux langues officielles, un système judiciaire distinct...

La décennie qui va suivre va voir la progression du sentiment irrédentiste allemand au sein de la population germanophone du territoire, qui à partir de la fin des années 30 sera de manière croissante sous l'influence du nazisme.

Alors que lors des élections de 1932, les partis de droite allemand avaient recueilli 64,3% des voix, les sociaux-démocrates 7,8%, les communistes (*Arbeiterpartei*) 8,2% et le parti populaire lituanien 19,7%, aux élections de décembre 1938, une liste unifiée allemande recueille 87,2%, les partis lituaniens 8,8%.

Le 20 mars 1939, Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères du Reich, communique au ministre des Affaires étrangères lituanien, Juozas Urbas, de passage à Berlin, un ultimatum exigeant la réunion de Memel au Reich, laquelle sera effective le 23 mars 1939, sans que, comme pour l'annexion de fait au Reich de la Bohême-Moravie tchèque une semaine plus tôt, le 16 mars, la France et la Grande-Bretagne – garantes du statut de Memel – réagissent... Le 23 mars, à bord du cuirassé *Deutschland*, Hitler, triomphant, entrait à Memel...

LA LITUANIE SOVIÉTIQUE

Signé le 23 août 1939 à Moscou en présence de Staline par Joachim von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères du 3^e Reich et Viatcheslav Molotov, son homologue soviétique, le «Traité de non-agression entre l'Allemagne et l'Union soviétique» – plus connu sous le nom de **Pacte germano-soviétique de non-agression** – comporte un protocole secret⁸ – par définition non connu en 1939 – qui évoque le sort de la Pologne, en cas de disparition de l'État polonais et établit des zones d'influence dans les Pays Baltes: soviétique en Lettonie et Estonie, allemande en Lituanie.

L'agression nazie contre la Pologne débuta le 1^{er} septembre 1939, la Wehrmacht surclassant rapidement l'armée polonaise qui – espérant le secours d'une offensive française sur la frontière franco-allemande – se concentra sur deux zones de défense assiégée: Varsovie et le «réduit roumain», près de la frontière de

ce pays. Mais, le 17 septembre, l'Armée rouge envahit les territoires polonais situés à l'Est de la Ligne Curzon et peuplés d'Ukrainiens et de Biélorusses. Le 18, le gouvernement polonais partait en exil, en Roumanie puis en France. Varsovie capitulera le 28 septembre.

Ce même 28 septembre 1939, l'Allemagne et l'URSS signent un second traité, «de délimitation et d'amitié», qui place la Lituanie dans la zone d'influence soviétique, en échange du transfert à l'Allemagne du Triangle de Suwalki, district polonais venant d'être occupé par l'URSS.

Dès lors, en quelques mois, le statut de la Lituanie va s'en trouver modifié: dès le 10 octobre, les dirigeants lituaniens sont «invités» à venir signer à Moscou un «Traité d'Assistance mutuelle soviéto-lituanien» par lequel l'URSS rétrocède Vilnius et son district, pris à la Pologne, à la Lituanie, qui accepte la présence sur son sol de 20 000 militaires soviétiques stationnés dans des bases permanentes⁹.

La période d'octobre 1939 à la mi-mars 1940, date de la fin du conflit soviéto-finlandais, fut relativement calme, sans tension ni incident notable avec les troupes soviétiques stationnées dans le pays. La situation va changer alors que sur le front ouest, en mai-juin, la France et la Grande-Bretagne, traditionnellement protectrices des Pays Baltes, subissent d'importants revers face à la Wehrmacht.

Après un ultimatum soviétique à la Lituanie le 14 juin, exigeant un élargissement de la présence militaire soviétique dans le pays et la mise en place d'un «gouvernement du peuple» «ami de l'URSS», l'Armée rouge, qui s'est concentrée à la frontière, entre le 17 juin en Lituanie, où se rend pour superviser l'opération Vladimir Dekanozov, adjoint du ministre soviétique des Affaires étrangères, Molotov.

Le 15 juin, le président Smetona partait en exil, transmettant sa charge au premier ministre Antanas Merkys; lequel, devenu Président par intérim, nomma le 17 juin Justas Paleckis nouveau Premier ministre, à la tête d'un «Gouvernement du peuple». Merkys ayant à son tour démissionné, Paleckis lui succéda à l'intérim de la Présidence et nomma le 24 juin l'écrivain Vincas Krėvė-Mickevičius premier ministre. Il aura la charge d'organiser de nouvelles élections le 14 juillet.

Toutes les formations non communistes ayant été interdites, les candidats communistes et indépendants leur étant alliés obtinrent 99,19% des voix et a totalité des sièges, et le Parlement ainsi élu fait la demande d'adhésion à l'URSS, dans laquelle la République Socialiste Soviétique de Lituanie est admise le 3 août 1940.

Plusieurs milliers de cadres politiques, militaires économiques et sociaux de la Lituanie indépendante, dont un ancien Président et 4 anciens premiers ministres, arrêtés, seront internés en URSS. D'autres s'exileront en Allemagne ou entreront dans la clandestinité, ce seront les premiers «Frères de la Forêt» anti-soviétiques.

L'OCCUPATION NAZIE

Après l'entrée de la Lituanie dans l'Union soviétique, le Reich, où s'était réfugié le président Smetana, avait – en dépit du Pacte ger-

⁶ Le PC lituanien aura en 1930 à l'intérieur du pays 650 adhérents, 1942 en 1936, 1741 en 1940.

⁷ Après une tentative de coup d'État avorté en juin 1934 mené en commun avec la Garde nationale et durement réprimé, les «Loups d'acier» sont interdits; et Voldemaras condamné à 4 années de prison. Amnistié en 1938, échouant dans ses tentatives de retour dans la capitale, il partira en exil à Berlin. Tentant de rentrer en Lituanie après l'annexion du pays par les Soviétiques en juin 1940, il sera arrêté par eux et mourra le 16 décembre 1942 dans la prison moscovite de Butyrka à Moscou.

⁸ Il sera connu en Grande-Bretagne en 1945, notamment à partir d'archives allemandes saisies et des témoignages d'anciens diplomates du 3^e Reich faits prisonniers, et rendu public dans les médias occidentaux. L'existence des protocoles secrets a été niée durant de nombreuses années par l'Union soviétique et le Mouvement Communiste international, les qualifiant de falsification anti-soviétique; jusqu'à ce qu'en 1989 l'URSS en reconnaisse l'authenticité. La Fédération de Russie a publié le document original en 1992.

⁹ De semblables accords politiques et militaires, aux motivations stratégiques évidentes, sont imposés à la Lettonie et l'Estonie. Le refus de la Finlande d'en accepter d'identiques conduira à la «Guerre d'hiver» (30 novembre 1939-13 mars 1940) avec l'URSS.

mano-Soviétique – apporté son aide à la clandestinité anticommuniste, notamment au «Front des activistes de Lituanie», recrutant parmi les anciens militants et du mouvement fasciste des Loups d'acier et dirigé par le colonel Shkyrpa, ancien attaché militaire à Berlin, et à un «Comité de Salut National», auquel l'«Association des Litvaniens d'Allemagne», appuyée par les services secrets nazis, envoyait armes et maquisards.

Lors de l'attaque contre l'URSS le 22 juin 1941, menée en Lituanie par les groupes d'Armées Nord (von Leeb) et Centre (von Bock) de la Wehrmacht, qui entre dans Vilnius et Kaunas le 24 juin, une part importante du 29^e corps d'armée lituanien de l'Armée rouge se souleva contre le pouvoir soviétique.

Quant aux insurgés clandestins, entrant dans Vilnius, ils y établissent un gouvernement provisoire indépendantiste présidé par le général Kubilianas, ancien ministre de la Défense, avec pour Premier ministre le colonel Skirpa. Ce gouvernement annonce dès le 28 juin la formation d'un «bataillon de sécurité nationale» (*Tautinio darbo apsaugos batalionas*, TDA) de 4720 hommes, dont une des premières tâches va être l'assassinat, dès le début juillet de Juifs, dans le 4^e fort de la forteresse de Kaunas. Entre juillet et décembre 1941, les TDA auront massacré 26 000 Juifs litvaniens...

Entretemps, les TDA seront passés sous l'autorité des Allemands, plus particulièrement sous celle des Einsatzgruppen; ils seront plus tard affectés à la lutte contre les partisans.

C'est qu'en effet, l'espoir des nationalistes de voir rétablie l'indépendance de la Lituanie avec l'appui allemand va faire long feu, les projets nazis étant l'intégration à terme de la Lituanie au Reich et sa germanisation.

Dès juillet 1941, le pays est intégré au Reichskommissariat Ostland que dirige Heinrich Lohse, ancien gauleiter nazi du Slesvig-Holstein, et placée sous l'autorité du commissaire général Theodor Adrian von Renteln. Et, dès le 5 août 1941, les Allemands dispersent le Gouvernement provisoire, dont certains des membres, tels Kubilianas, vont devenir d'actifs collaborateurs de l'Occupant nazi.

Les Allemands – qui ont bénéficié à leur arrivée de la sympathie d'une part notable de la population et de l'archevêque Skirevickas – vont asséoir leur occupation de la Lituanie ainsi que leur politique génocidaire à l'encontre de la communauté juive lituanienne, et répressive à l'encontre des partisans antifascistes, en s'appuyant sur des formations militarisées de collaborateurs litvaniens et de conscrits contraints.

Ainsi en est-il, outre les TDA, des cinq «Lituanische Bau-Bataillonen» formés en 1943 et qui regrouperont de 3 000 hommes, pionniers auxiliaires de la Wehrmacht, qui seront utilisés non seulement en Lituanie mais aussi sur le front de Leningrad, des «bataillons de police auxiliaire» (13 000 hommes), de la Police de sécurité (*Lietuvos Sauguma Policija*), des unités d'autodéfense... Leurs cibles : les communistes, les partisans, les Juifs...

Jusqu'à la Guerre, la population juive représentait 7% de la population totale de la Lituanie ; soit environ 160 000 personnes ; Elle va s'accroître avec le retour à la Lituanie de Vilnius (communauté juive de 80 000 personnes) et l'arrivée de réfugiés juifs de Pologne fuyant l'occupation du pays par les nazis en septembre 1939, pour atteindre le chiffre de près de 250 000.

L'assassinat de 206 800 d'entre eux par les nazis et leurs collaborateurs litvaniens commença dès les premières heures de l'Occupation. Les Ghettos, de Vilnius, Kaunas et Siaulai, où sera concentrée la population juive, étant l'antichambre de la mort, par massacres – tels ceux de Ponary (100 000 victimes en 3 ans) – ou dans les camps de la mort.

RESISTANCE LITUANIENNE

Après l'évacuation de la Lituanie face à l'offensive de la Wehrmacht qui entre dans Kaunas le 24 juin 1941, l'Armée rouge laisse derrière elle un petit nombre de soldats qui vont être à l'origine des premiers groupes de partisans.

Le 26 novembre 1942 est créé à Moscou sous la direction d'Antanas Snieckus, 1^{er} secrétaire du Parti communiste lituanien depuis août 1940, le «Commandement du Mouvement des Partisans litvaniens» – (*Lietuvos partizaninio judėjimo štabas*), lesquels pour beaucoup seront des évadés des camps de prisonniers de guerre ou de concentration ; leur nombre durant la période de l'occupation nazie est estimé à de 5 000 à 10 000 hommes et femmes.



Ils opéreront dans le district de Rokiškis, dans le nord-est du pays, sous la direction d'Icikas-Meskupas-Adomas, ancien dirigeant avant-guerre des Jeunesses et du Parti communiste lituanien clandestins, qui sera tué le 13 mars 1942 par la police collaboratrice de l'occupant nazi.



Martytė Melnikaitė

Juozas Vitas, président du Comité de Vilnius du PC lituanien, resté dans le pays au moment de l'invasion nazie de juin 1941 et passé à la clandestinité, s'attachera à rassembler les antinazis, tels les intellectuels Ona Simaitė et Vytautas Landsbergis-Zemkainis, l'archevêque Mecislovas Reinsys. Le 24 février 1943, il cofonde le Comité Antifasciste, qui va prendre le nom d'«Union pour la Libération de la Lituanie» qui publie le journal *Tėvynės frontas* («Front de la Patrie»). Arrêté par la Gestapo le 19 juillet 1943 et exécuté, Juozas Vitas sera fait «Héros de l'Union Soviétique» en 1965.

Quatre autres partisans litvaniens soviétiques furent après la guerre honorés du titre de «Héros de l'Union Soviétique», dont Martytė Melnikaitė, qui en 1940, à l'âge de 17 ans, avait adhéré au Komsomol¹⁰. Evacuée en Russie lors de l'occupation allemande, elle avait en juillet 1942 rejoint l'Armée rouge et intégré une école de sabotage. Parachutée en Lituanie occupée, elle fut secrétaire du district clandestin du Komsomol de la région de Zarasai et combattit avec les Partisans. Blessée, elle fut capturée par les Allemands le 8 juillet 1943, et exécutée le 13 juillet.

¹⁰ «Union des Jeunesses Communistes Léninistes».

Mentionnons aussi un groupe de partisans né le 21 juin 1942 dans le Ghetto de Vilnius, la *Fareynikte Partizaner Organizatsye* (FPO) dirigée par Abba Kovner et Yitzhak Wittenberg, et qui regroupa des sionistes de l'Hasidomer Hatzair et des communistes. En butte à l'hostilité du *Jüdenrat* (Conseil juif) du Ghetto, craignant du fait de leur action une accentuation de la répression nazie, de nombreux membres de la FPO, avec à leur tête Abba Kovner, se réfugièrent dans les forêts proches de Vilnius où ils formeront un groupe de partisans, les *Naokim* («Vengeurs»)

Avec d'anciens militaires de la 16^e division de tirailleurs litvaniens de l'Armée rouge,

formée après l'annexion de la Lituanie par l'URSS en 1940 et quasi-anéantie près de Leningrad assiégée par la Wehrmacht, avec des civils litvaniens évacués en juin-juillet 1941 vers l'intérieur de l'URSS lors de l'invasion nazie, ainsi qu'avec des Litvaniens ethniques immigrés en URSS, parfois depuis l'époque tsariste, va être reformée début 1943 une nouvelle «16^e division de tirailleurs litvaniens».

Intégrée, après la victoire soviétique de Koursk au 1^{er} Front de la Baltique, successivement commandée par le major-général Feliksas Baltušis Žemaitis, le major-général Vladas Karvelis et Adolfas Urbsas, elle participera à la Libération de la Biélorussie et de la Lituanie (Vilnius est libérée le 13 juillet 1944, Siaulai le 27, Kaunas le 1^{er} août, Klaipėda/Memel, investie en octobre tombera fin janvier 1945), ainsi qu'à l'encercllement de troupes nazies dans la Poche de Courlande (Lettonie) jusqu'à leur capitulation le 8 mai 1945.

Quand l'Armée rouge se rapprochera de la frontière lituanienne, les Allemands tenteront un rapprochement avec les Nationalistes litvaniens – certains ont constitué un «Conseil suprême pour la libération de la Lituanie» (VLIK) – pour former sous la direction du général Plechavičius une «Armée nationale lituanienne», la *Lietuvos Vietine Rinktinė* qui avortera, et dont des éléments seront intégrés à la SS en retraite. En effet, nombre des collaborateurs litvaniens firent retraite avec la Wehrmacht vers l'Ouest et furent capturés par les Américains et les Britanniques.

Plusieurs milliers d'autres, encadrés par d'anciens militaires de l'armée lituanienne d'avant 1940 et des cadres des formations supplétives des nazis, se réfugièrent dans les forêts. Ce seront les nouveaux «Frères de la Forêt» qui, appuyés par la CIA, le M16 et les services secrets suédois, mèneront une guérilla jusqu'au début des années 1960 contre les autorités soviétiques litvaniennes.

Dans la Lituanie actuelle, Smetona a une statue à Kaunas, le nom de Voldemaras a été donné à une cité du pays, des rues de Kaunas et Vilnius honorent Skirpa, et Plechavičius a reçu une médaille... ; tandis que d'anciens partisans soviétiques litvaniens antinazis sont poursuivis... !

SUR LES PAS DES RESISTANTS LOT-ET GARONNAIS

Le 2 avril 2016, dans le petit village de Condat dépendant de la ville de Fumel, en présence de M. Eric Leroy, fils de Jack Leroy, le commandant du «bataillon Jacques», de MM. Thierry Mailles, sous-préfet de Villeneuve-sur-Lot, Jean-Louis Costes, député-maire de Fumel, Daniel Borie, Conseiller départemental représentant le Président Camani, de Mme Sylviane Arnac, Présidente du comité local de l'ANACR, de nombreux élus, des représentants des Associations du Monde Combattant, et d'une centaine de personnes, Brigitte Moreno, Présidente départementale et membre du Bureau National de l'ANACR, inaugurerait le «Chemin de mémoire en Fumélois»

Ce «Chemin de mémoire», le premier en Lot-et-Garonne, doit beaucoup à Paul Limouzi, figure de la Résistance lot-et-garonnaise et des départements voisins, dirigeant départemen-

tal et national de l'ANACR durant de longues années, et qui avait le souci de la transmission de la mémoire, celle de l'histoire de la Résistance, par une connaissance au plus près des populations jeunes, avait suscité en lui, le désir de marquer cette histoire sur le territoire.

C'est ainsi qu'il a encouragé les «Amis» à créer les «Chemins de la mémoire en Lot-et-Garonne». En premier lieu par l'apport exceptionnel de sa mémoire personnelle.

Un Projet qui prit corps en 2012, et que Paul Limouzi caractérisait alors ainsi : « Nous avons voulu contribuer, en réalisant ce chemin de mémoire en Fumélois, à la connaissance de la Résistance sur ce territoire aux confins de trois départements, pour : servir la cause fraternelle de l'idéal de libération humaine et de paix qui était son but proclamé. Aux

UN CHEMIN DE MÉMOIRE EN FUMÉLOIS

— LES TRACES DU PASSÉ

LACAPELLE-BIRON
UNE BORNE (MAI 2017)
SALLE DES FÊTES GARE

7

7 - Lacapelle-Biron

Le 21 mai 1944, une compagnie de la division 55 Das Reich encercla le village. Les hommes valides sont appelés sur la place. 60 d'entre eux sont rassemblés dans une prairie. A 18 h, 47 hommes âgés de 18 à 60 ans sont ramenés sur la place et sont déportés vers les camps de la mort. 24 Capelains ne sont pas revenus. Le 15 août 1947, le monument départemental de la déportation est inauguré sur le lieu de la rafle. Ce bloc de granit est soulevé par des bras de bronze sortant de terre. Les noms des déportés sont inscrits sur des plaques nominatives, les bras et les plaques ont été réalisés par l'usine de Fumel.



Honorer la mémoire des résistants du Lot-et-Garonne qui sont tombés ou ont été déportés lors de la seconde guerre mondiale. Mettre en lumière leurs actions pour la liberté. Ce sont les deux objectifs du comité départemental de l'Association nationale des anciens combattants et amis de la Résistance (Anacr 47). En 2016, après 5 ans de recherches, les membres du comité de Fumel ont finalisé le premier « chemin de mémoire » du département. Les autres comités locaux travaillent déjà sur leurs propres parcours. Le tourisme de mémoire est une réalité... « 47 » vous propose de découvrir quelques étapes chargées d'histoire.

Recensement et cartographie des stèles et des plaques commémoratives, mise en relation des faits avec le nom inscrit sur la stèle ou la plaque, recherche du pseudo utilisé dans la Résistance et du groupe d'appartenance, recherche des personnes ayant participé aux faits et en capacité de témoigner, vérification des renseignements collectés... Le travail des membres du comité départemental de l'Anacr 47 et de son comité local en Fumélois a été long, laborieux mais fructueux. « Toutes les informations ont été vérifiées et recoupées. Nous ne pouvions pas nous permettre de fonder notre projet sur des approximations ou des rumeurs... », déclare Brigitte Moreno, présidente de l'association et fille de résistant. Cinq ans de recherches, de consultations des archives, de rencontres... ont ponctué ce retour vers le passé. « Aujourd'hui, notre objectif est atteint sur le nord-est du département : expliquer l'organisation de la Résistance sur notre territoire et son histoire, présenter les différents protagonistes et le rôle de la population rurale, indiquer les lieux de parachutages et de caches d'armes... » Si ce secteur est « bouclé », le reste du département est encore à explorer. « Cette année, nous développons le deuxième chemin sur Aiguillon. En parallèle, nous allons travailler sur l'ensemble du département et plus précisément sur les lieux où se sont déroulés d'importants combats ou événements significatifs par exemple Astaffort, Prayssas, Villereéal, Feugarolles ou encore Houeillès. Nous y installerons des bornes retraçant le fil de l'histoire. »

Sur le Fumélois

Le « chemin » en Fumélois se décline en 16 lieux de mémoire et 4 lieux touristiques. Il forme une boucle de 94 km (départ et arrivée à Fumel) et passe par les départements limitrophes de la Dordogne et du Lot. Un dépliant, conçu comme une réelle feuille de route, décrit succinctement chaque étape, indique le nombre de kilomètres à parcourir et le temps approximatif pour la réaliser.

INFOS PRATIQUES

ANACR 47
Brigitte Moreno,
présidente du Comité départemental
contact@anacr47.fr
http://anacr47.fr/wp
https://sites.google.com/site/cheminmemoire/



2 - Fumel et Condat

Plusieurs plaques honorent la mémoire des résistants, des combattants et des civils tués. Les noms des élèves tués dans les combats ou morts en déportation figurent sur celles de l'école Jean-Jaurès et de l'ancienne école de Condat. Les noms des membres du personnel morts dans les combats ou faits prisonniers sont mentionnés sur celle de l'usine de Fumel. Toujours à l'usine, une plaque est apposée sur le mur d'entrée en l'honneur des « Républicains Espagnols ». Deux plaques sont apposées sur le pôle Mémoire de Condat en hommage au groupe « Jack » réfugié dans les anciennes carrières du Pech del Treil. Des rues portent le nom de combattants tombés en mission : rue Kuntz (Georges Kuntz, capitaine du bataillon « Geoffroy »), rue Torikian (John Torikian du groupe « Dollé »), rue « Isaac Casares, hommage aux Républicains espagnols ».



1 - Tournon d'Agenais

Dans la nuit du 13 janvier 1944, des gendarmes arrêtent des hommes du groupe « Prosper », l'un d'eux est abattu, les autres arrêtés et déportés (un meurt en déportation). Le 3 juillet 1944, une colonne allemande surprend des résistants. Leur chef, Pierre Fourmié, et Paul Testut sont arrêtés, torturés devant des otages et fusillés. Au total, 9 personnes sont tuées à Tournon.

1 **TOURNON D'AGENAIS**
UNE BORNE
DEVANT LA GENDARMERIE

jeunes générations de contribuer à leur manière à faire vivre une noble cause».

Ce «Chemin de la mémoire en Fumélois» comprend sept étapes, que matérialisent des bornes explicatives, treize au total implantées au fil des mois, dans les lieux significatifs, telle celle de Blanquefort-sur-Briolance au lieu-dit Carayac, où un groupe de Résistants qui s'illustrera en 1945 sur le Front du Médoc et de Royan, accueille des combattants malgaches libérés du camp de Mauzac.

Intégré à la documentation mise par l'Office du Tourisme à la disposition des visiteurs du Fumélois, le «Chemin de mémoire» est bien sûr aussi emprunté par les enseignants avec leurs élèves.

D'autres «Chemins de la mémoire» sont en projet ou en cours de réalisation dans d'autres parties du département.



Inauguration le 2 septembre 2016 de deux nouvelles bornes informatives à Bonaguil, en présence du député-maire J.-L. Costes, de P. Camani, alors sénateur, du maire de Saint-Front, P. Faval, de Brigitte Moreno, présidente départementale de l'ANACR, bornes qui évoquent le «bataillon Geoffroy».

BLANQUEFORT-SUR-BRIOLANCE

UNE BORNE
PLACÉ DE LA MAIRIE

6

4

CUZORN

UNE BORNE
DEVANT LA SALLE
DES FÊTES

3

SAUVETERRE-LA-LÉMANCE

DEUX BORNES
EMBRANCHEMENT DES ROUTES VERS
LOUBÉJAC ET MONTCABRIER

5

BONAGUIL, COMMUNE DE SAINT-FRONT

DEUX BORNES
EMBRANCHEMENT DE LA ROUTE
VERS LE TRELAN

2

FUMEL ET CONDAT

SIX BORNES
2 AVENUE
PELLETAN
À CONDAT
ET 4 SUR LA VOIE
VERTE PRÈS DE
L'ANCIENNE GARE

4 - Cuzorn

La ferme de Cantepedrix a servi de refuge à de nombreux résistants parmi lesquels le colonel Georges Archidice, chef des groupes « Vercy », des Juifs, des Républicains espagnols et de nombreux Alsaciens-Lorrains dont Émile Erhard, journaliste. Des parachutages sont dissimulés dans les environs. Le chef de gare fait expédier des caisses d'armes vers Montauban.



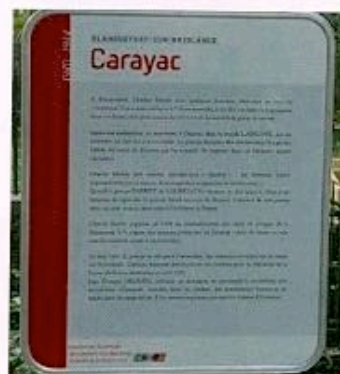
3 - Bonaguil, commune de Saint-Front

Fernande Costes apporte son aide aux maquisards et devient leur agent de liaison. L'auberge de ses parents sert de boîte aux lettres pour les groupes voisins. Non loin de l'église de Lastreilles, au lieu-dit Coudé, des résistants du groupe « Prosper » séjournent dans une ferme isolée avec une infirmerie. Aux Ardailloux, le groupe « Geoffroy » installe une infirmerie clandestine. À Rouziès, le groupe « Dollé » stationne quelques jours après avoir libéré des prisonniers de la centrale d'Eysses.



5 - Sauveterre-la-Lémance

Le commandant Émile Mollard, fondateur de l'Ora (Organisation de Résistance de l'Armée), est en charge du camouflage du matériel militaire dès l'armistice de juin 1940. Aidé de J. Georges Delnieu, directeur des Chaux Rabot, il dissimule des centaines de camions dans les galeries des carrières. Ils sabotent les véhicules et murent les entrées. Fin 1942, les Allemands découvrent les caches et vont passer plus d'un mois à charger les camions sur des trains dirigés vers l'Allemagne. Un ancien de 1914-1918, Monsieur Tissandier prête aux maquisards du groupe « Soleil » une ferme. Elle abrite une « école des cadres » qui forme les résistants à la lutte armée.



6 - Blanquefort-sur-Briolance

Le maquis « Bayard », commandé par Charles Martin, séjourne au lieu-dit Carayac. Un groupe de Malgaches, libéré du camp de Mauzac, vient le rejoindre. Une partie des maquisards s'engage pour la poursuite des combats vers la Pointe de Grave.

Chaque mois, les Comités ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération. La Di-

rection Nationale de l'Association et son journal adressent aux familles et amis des disparus leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Robert DAVID (Morbihan)

Membre honoraire du Bureau national, Robert David, disparu en avril 2017, fut, s'engageant alors avec dévouement dans le travail de mémoire des combats et valeurs de la Résistance et dans leur transmission aux jeunes générations, le principal artisan de la mise en place et du développement d'un groupe départemental d'«Ami(e)s de la Résistance (ANACR)» dans le Morbihan, de son rayonnement. Alors Président du Groupe d'«Ami(e)s» du Morbihan, il entra comme membre associé en octobre 1998 au Conseil national de l'ANACR et en octobre 2000, lors du Congrès de Saint-Brieuc, au Bureau National ; dont il restera membre jusqu'en octobre 2014, demandant alors son passage à l'honorariat. Entre 2003 et 2009, Robert David fut aussi membre du Bureau national de l'«Association Nationale des Ami(e)s de la Résistance» (ANACR), dont les membres s'intégrèrent pleinement à l'ANACR en 2010 suite aux décisions du Congrès de Limoges en 2006.

Roger BUQUIN, Jean GAILLARD, Lucien HUDRY (Haute-Savoie)

Né à Paris le 30 juin 1923, Roger Buquin, étudiant, se trouve en Egypte au début de la guerre. A 17 ans, le 1^{er} juillet 1940, il se présente au comité de la France libre du Caire. Il est envoyé au camp de Moascar au 1^{er} bataillon d'Infanterie de Marine. N'ayant pas l'âge requis, il est renvoyé à ses études à Alexandrie. Il ne sera incorporé en service actif que le 13 octobre 1941, et affecté à la 1^{re} Brigade Française libre (Alep, Quastina, Tobrouk, Benghazi, Bir Hacheim, Héliopolis). Fin 1942, il est reçu à l'École d'officiers de Beyrouth. Le 1^{er} juillet 1943, promu sous-lieutenant, il est affecté en Syrie au Service des Transmissions des FFL du Levant, chargé de la gestion et de l'entretien de l'ensemble des réseaux radios et téléphoniques urbains et interurbains, civils et militaires, équipant le Liban et la Syrie. Il est nommé successivement adjoint aux Commandants des Transmissions des Secteurs Nord-Syrie (Alep) en juillet 1944, puis Sud-Syrie (Damas) en janvier 1944 et enfin Commandant des Transmissions du Secteur Est-Syrie (Deir-Ez-Zor) en janvier 1945. En juillet 1945, il rentre en France. En retraite à Evian. Il est promu délégué départemental de la Fondation de la France libre. Roger Buquin est décédé le 3 août à l'âge de 94 ans. Il était titulaire de la Croix de guerre avec palme.

Fils de Marcel Gaillard, F.T.P. de la première heure au sein de la compagnie 93-02, arrêté par la Milice puis déporté, Jean Gaillard eut la joie de voir revenir son père. Mais pas son oncle, Albéric Servoz, l'un des fondateurs de la Résistance F.T.P. en Chablais. Jean avait été l'un de ces jeunes soldats qui avaient exprimé le refus de servir sous les ordres du général hitlérien Speidel lorsque celui-ci fut nommé à la tête d'une partie de l'armée française dans le cadre de l'OTAN. Présent dans les manifestations du souvenir, il lui revenait souvent l'honneur de lire les messages des associations de la Déportation, en tant que représentant de l'A.F.M.D.

Ancien Résistant sédentaire, ancien conseiller municipal d'Ambilly, Lucien Hudry est décédé le 20 juillet à l'âge de 99 ans. Sa fidélité à

la Résistance et à l'ANACR était profondément liée à la mémoire de son frère Emile Hudry, membre du détachement F.T.P. de Bonne-sur-Ménage, trahissement arrêté avec six de ses camarades par la Milice qui les livre aux Allemands avec six de ses camarades et trois membres de l'état-major F.T.P. ils seront fusillés le 15 juin 1944 à Vieugy.

Yves AUTRET (Finistère)

Disparu dans la nuit du 17 au 18 août 2017, Yves Autret, était né le 2 octobre 1923 à Saint-Segal (Finistère). En 1938, il adhère à 15 ans au Parti Communiste, à la cellule de Pont-de-Buis, rattachée à la section de Quimper. Fin 1940-début 1941, il est contacté pour le Pcf clandestin par Fanch Merrien. Dès lors, il fut un diffuseur de journaux et de tracts clandestins, pour le PCF, la JC, puis le FN. Il participa à des actions directes contre l'occupant avec Maurice Cam, un voisin, du même âge que lui, et avec qui il avait été à l'école primaire et Albert Abalain. Versés aux FTPF au printemps 1942, ils participèrent sous les ordres de Maurice Cam à l'incendie de l'émetteur en construction de Radio-Quimer'ch. Ils passèrent ensuite au maquis FTPF de Spéz. et-Saint-Goazec. Yves Autret devint rapidement le «recruteur» départemental des FTPF. Au départ de Moreau, Il intégra le triangle départemental des FTPF comme responsable aux effectifs, et resta jusqu'à la Libération au commandement départemental des FTPF sous le pseudonyme de «Capitaine Pierre». Jeune chef FTP du Finistère, il participa aux combats de la Libération, puis aux exhumations des fosses de Moustierlin dans lesquelles on retrouva les corps de Maurice Cam, et de son neveu Guy Cam, arrêtés puis fusillés, avec d'autres, sur les dunes de Moustierlin. Après la libération, Yves Autret continua son activité militante au PCF, et fut un temps responsable départemental et permanent du Mouvement de la Jeunesse communiste pour le Finistère. Devenu ouvrier du bâtiment, il adhéra à la CGT, et devint délégué syndical, et délégué du personnel, Yves Autret prit sa retraite en 1983. Militant de l'ANACR du Finistère depuis sa création, il en fut le président d'honneur dans les années 2000. Yves Autret était médaillé de la Résistance, Croix de guerre 1939-1945, Chevalier de la légion d'honneur.

Oscar GAVARINI, Isaac CASARES, René PONS (Lot-et-Garonne).

Né en 1925 en Italie, Oscar Gavarini arrive avec ses parents en France à l'âge de six ans. Son père, militant socialiste, fuyant le fascisme italien, entra clandestinement dans notre pays, est obligé de travailler comme domestique agricole dans le Gers. Oscar commencera également son activité en qualité de domestique dans une propriété à Saint-Pé-Saint-Simon. Fin 1943 – il a alors 18 ans –, il entre en Résistance. Ses premières opérations consistent à récupérer des parachutages d'armes pour l'Armée Secrète (A.S.). Il aide à organiser des évasions de camp de détention où étaient regroupés des Jeunes requis pour le STO. Après le débarquement en Normandie, il rejoint, avec son frère, le Corps franc Pommiers, et participe à la campagne de libération du Gers, en tant

qu'agent de liaison. Puis, sa compagnie intègre l'armée de de Lattre de Tassigny... Et poursuit le combat pour la libération du pays : Autun, Colmar, Il est blessé à Dôle, reprend ensuite le combat jusqu'en Allemagne et l'occupation de Berlin. Démobilisé, il revient dans la ferme familiale. La lutte antifasciste l'avait amené à s'engager politiquement – au Parti communiste – et syndicalement. Ayant en 1953 laissé le monde agricole pour le monde ouvrier, il deviendra un responsable de la CGT, dans son entreprise et sur le plan départemental. Spécialisé dans les questions juridiques, il terminera son activité syndicale comme élu au conseil des prud'hommes d'Agen.

René Pons fut de ces jeunes voulant libérer la France du joug des nazis. Il rejoignit le groupe FFI capitaine Dolle qui s'était constitué Saint-Sylvestre et avait établi son PC à la ferme de d'Elie Thouailles. Longtemps porte-drapeau du comité cantonal ANACR de Penne d'Agenais, il confia ses souvenirs sur son parcours de Résistant dans le groupe de Dolle dans un petit film. Ainsi, c'est sur place, en pleine campagne, sur la commune de Trentels au lieu-dit «Resset» qu'il raconta comment à la mi-juin 1944, il fut acteur avec ses camarades Pinello, Trouilles et bien d'autres, de la récupération d'un parachutage de containers d'armes...

Isaac Casarès, disparu à 96 ans en août 2017, était un républicain espagnol, un résistant. Né dans une famille espagnole engagée à gauche, il quitte à 15 ans le giron familial pour s'engager dans la lutte pour une République en Espagne, et recevra son premier fusil. Il participera à la Retirada des Républicains espagnols en France, et connu le camp de Saint-Cyprien, avant d'être transféré à Bram, dans l'Aude, puis au camp de Septfonds. Des ouvriers ayant été demandés pour l'usine SMP de Fumel, il réussit les tests et arrive le 13 décembre 1939, comme ajusteur, à l'usine dans laquelle, au début, avec ses camarades, il dormira dans des wagons. Le GTE 505 (Groupement de travailleurs étrangers) est créé pour les encadrer et les surveiller ; la situation s'améliorant, ils recevront ensuite un salaire. Après la signature de l'Armistice par le gouvernement français, ces travailleurs étrangers seront renvoyés vers les camps. À l'annonce du débarquement de Normandie en juin 1944, il laisse sa femme et leur enfant, et s'engage dans le groupe «Soleil» (René Coustelier) à Belvès. Il sera – sous le nom de «Tony» – le chauffeur de «Soleil». Le groupe partant pour la poursuite du combat, «Soleil» le renvoie dans ses foyers et Isaac revient auprès des siens à Fumel et pourra enfin retourner en Espagne revoir sa famille, il retrouvera son père mais sa mère était décédée.

Au sein de l'ANACR, il était toujours présent aux différentes cérémonies. Pendant des années, au Centre Delestraint-Fabien à Ferrière, sur la commune de Penne-d'Agenais, il organisait des lotos pour les personnes hospitalisées. La ville de Fumel a donné son nom à une de ses rues.

L'ANACR du Lot-et-Garonne a déploré aussi la disparition le 5 juillet 2017 de Christian LABEAU à l'âge 83 ans.

Qui pourrait me donner quelques renseignements sur Charles CHAREILLE, dit capitaine SABOT, qui a été le chef d'une compagnie de résistants FFI du nord de la Creuse, au moulin du Piot, commune de Chéniers (Creuse) ?

Il aurait dû être mobilisé en 1939 (avec quel grade ?), puis Résistant dans ce fameux moulin. Merci d'avance.
Contacter Jean GENETON
E-mail : jean.geneton@wanadoo.fr

Je fais des recherches sur mon grand-père Raymond DILLENSCHNEIDER, né le 21 août 1923 à Dabo-Hellert, et qui a été Déporté Résistant réfractaire. Qui pourrait me renseigner ?

Contacter Hervé DILLENSCHNEIDER
12 rue de Hopstein, 57850 -DABO
Tél. Port : 06 81 44 37 93
E-mail : Herve1976@free.fr

Un de mes aïeux, Roger Louis Emile BINE-TRUY, né le 11 janvier 1919 à Froncles (52) et décédé le 23 mai 1994 à Clamart (92), aurait, d'après ce que je sais, fait partie des FFI de Haute-Marne aux environs de Froncles pendant la dernière guerre.

Qui aurait des renseignements à me communiquer ? D'avance, merci.
Contacter Xavier MOYON
9 Rue Léopold Sedar Senghor, 60000 BEAUVAIS
Tél. : 03 44 47 90 22
E-mail : moyon.xavier@orange.fr

Nous sommes deux lycéennes en 1^{re} du lycée Charlemagne dans le 4^e arrdt. de Paris, et nous participons au Concours National de la Résistance. Nous cherchons des informations sur une mystérieuse plaque qui se situe dans notre lycée, en hommage à un certain Pierre NÈVES, sur lequel nous ne disposons que de très peu d'informations et qui aurait été un résistant communiste.

En vain nous avons effectué maintes recherches qui n'ont abouti à rien.

Qui aurait des informations le concernant ? Ou pourrait nous orienter vers des associations d'anciens communistes résistants ? Merci
Alice et Elena
Contacter Alice DEUDON
E-mail : alice.dumoulin06@gmail.com

Je souhaiterais connaître les faits d'armes et/ou avoir d'autres informations sur le passé militaire de mon père, à commencer par son engagement dans la Résistance, puis dans l'armée régulière.

Contacter Philippe BAFFALEUF
6 rue de la Laderie
10190 BERCENAY-EN-OTHOE
Tél. : 07 77 33 50 36
E-mail : philippe.baffaleuf@onf.fr

J'effectue pour un journaliste-écrivain portugais, M. José Barata Feyo, une recherche sur les Portugais qui ont pris part à la Résistance en France pendant la Seconde Guerre mondiale.

Grâce au Service Historique de la Défense, nous en avons dénombré 350 environ et nous en avons sélectionné une centaine.

Mais tout cela est relativement succinct et nous tentons maintenant de trouver des cas plus détaillés, plus exemplaires, d'éventuellement joindre leurs descendants

Nous en avons déjà quelques-uns dont nous disposons, le plus souvent l'identité et le dernier domicile connu. Qui pourrait nous permettre d'aller plus loin ? Pourriez-vous m'aider ?

Peut-être disposez-vous de cas précis de Portugais qui ont pris part à la Résistance ou d'associations susceptibles de m'orienter ?

Contacter Pierre BRIAND
58 rue des Dames, 75017-PARIS
Tél. : 07 85 37 17 10
E-mail : pierre@briand.org

Ma mère, aujourd'hui décédée, était la cousine de Georges Bernard, fusillé à 20 ans en chantant la Marseillaise au Mont Valérien, refusant qu'on lui bande les yeux. Il a été fait à titre posthume Médaille de la Résistance, Chevalier de la Légion d'honneur, Croix de Guerre avec médaille d'argent, sous-lieutenant, par décret du 30 juin 1947. J'ai écrit un livre sur ce jeune héros déposé à quelques exemplaires à la bibliothèque municipale de Brest.

Je suis pour ma part aujourd'hui professeur de philosophie à Tarbes (à quelques années de la retraite). Je constate que la mémoire de la Résistance est vivace, j'y contribue à ma modeste échelle, et je souhaite - à la demande d'une collègue, à laquelle j'ai déjà fourni beaucoup de renseignements - collecter pour mon lycée toutes les informations sur les chants des jeunes Résistants, maquisards... Chaque région avait ses chants. On chantait jadis...

Qui pourrait me communiquer des chants de la Résistance et des maquis dans sa Région ? D'avance, merci.
Contacter Gwenole LE MEST
18 rue Jean-Monnet
65200 BAGNERES-DE-BIGORRE
Tél. : 05 62 95 46 61 ;
Port. : 06 01 26 81 64
E-mail : gwenole.le-mest@wanadoo.fr

Qui aurait des informations sur François ou Francis SEMET qui était Résistant et adhérent à l'ANACR. Il est décédé en 2005, à Roanne. Je sais qu'il devait être actif sur le maquis de Cluny mais nous n'arrivons pas à trouver des informations sur lui...

Contacter Elodie PERRIER
E-mail : xelodie42@gmail.com

Jacques ROTHSTEIN, Résistant, a été fusillé par les Nazis le 8 septembre 1944 à Marnay (Haute-Saône). Une plaque commémorative existe à son ancien domicile du 46 rue Pixerecourt, Paris 20^e. Sa famille a-t-elle survécu la guerre ? Pourquoi ses décorations militaires ne figurent-elles pas sur la plaque ? Ancien réfractaire et résistant, je me pose ces questions.

Ecrire à Marcel WOLF ZYTO,
42 Andrea Drive, 07006
N. Caldwell, N.J., USA
Tél. : 973 812 0286 - Fax : 973 812 1069
E-mail : zytconsult@aol.com

Je suis petite-fille de Jean CAULE, un ancien Résistant appartenant au maquis de Bir-Hacheim ; il était né le 28 septembre 1912 et décédé le 17 novembre 1944 à Saint-Laurent-de-la-Prée (Charente-Maritime).

Qui pourrait me donner des Renseignements sur lui et son action ?

Contacter Christine ANDRIEUX
Route du Cluzeau, 16200-CHASSORS
Tél. : 05 45 80 96 04 - Port. : 06 61 82 26 70
E-mail : patrickandrieux16@gmail.com

Recherche des renseignements sur des maquisards du Limousin, André VIALTE, Charles CHAREILLE et Raymond MARQUES, et le - ou les - maquis où ils étaient.

Contacter Claire SCHERPENHUYSEN,
4, Asterstraat, 1441-PURMEREND. Pays-Bas.
Tél. : 00 31 299 429 627
E-mail : c.scherpenhuysen@planet.nl

Je cherche à savoir comment est mort mon grand-père, le Dr. Pierre-Louis GOURNET, 26 rue de Vallespir, Amélie-les-Bains, Pyrénées-Orientales, en août 1945. Qui pourrait me mettre en contact avec les anciens héros de la Résistance locale ?

Contacter Geoffroy GOURNET
820 Paxinosa ave, 18042-EASTON
PENNSYLVANIA-USA
Tél. : 610-559-0710
E-mail : ggournet@yahoo.com

Je suis le fils de Charles Waeckerle, né le 9 mai 1925 à Colmar et décédé le 19 octobre 1984.

Après avoir quitté l'Alsace en novembre-décembre 1942, il se réfugia à Tarbes, dans les Hautes-Pyrénées, plus exactement à Luquet, à une vingtaine de kilomètres.

Il s'est engagé dans les FFI à Tarbes en juin 1944 (Groupe Murray) et intégré dans le 1^{er} Régiment de Bigorre (Opérations sur Royan et ses environs)

J'ignorais tout du passé de mon père, qui a ensuite fait carrière dans l'Armée, c'est pourquoi ma recherche d'informations sur son parcours est tardive.

Qui - anciens Résistants, familles d'Anciens Résistants - pourrait me donner souvenirs, informations, renseignements, pistes de recherche ? D'avance, merci.

Contacter Daniel WAECKERLE
13, rue de Fontaritte
34000 - SAINT-GENIES-DE-FONDETIT
Tél. : 06 72 94 68 14
E-mail : waeckerle.daniel@gmail.com

Ma grand-mère Lucienne ARMAND née LAGRANGE, âgée de 99 ans, fut Résistante au sein du Groupe Nestor, elle avait alors 21 ans et travaillait à la préfecture de Périgueux.

J'ai fait une demande de Légion d'honneur avec en pièce jointe la copie de la carte de Résistante gardée précieusement par ma grand-mère depuis plus de 75 ans... Il m'a été répondu que ma grand-mère n'était pas enregistrée comme ancienne combattante.

J'ai alors demandé à ma grand-mère, très active auprès de l'amicale Nestor pour quelle raison elle n'était pas répertoriée. Elle m'a dit : je n'ai pas fait ça pour une médaille, et qu'elle avait, malgré l'insistance de MM Poirier et Malraux, négligé la démarche.

Mais moi, depuis 2015, j'essaie sans relâche qu'on la remercie pour le devoir accompli ; elle a 99 ans et peut toujours témoigner de ce qu'elle a vu et fait.

Cependant cette carte d'ancienne combattante est là, et je suis certaine qu'il doit y avoir d'autres traces et écrits...

Qui pourrait - en me disant comment faire - m'aider à surmonter ces obstacles administratifs ?

Contacter Coralie ARMAND
E-mail : agence.philippearmand@wanadoo.fr

Je fais des recherches généalogiques sur ma famille et j'ai découvert que le beau-frère de mon arrière-grand-mère, dénommé Alphonse-Pierre BRILLOUET, a fait partie du 1^{er} régiment de Bigorre de 1944 à 1945.

Je souhaiterais savoir s'il avait fait partie préalablement des maquis Pyrénéens et s'il a participé aux combats de la poche de Royan.

Je serais intéressé de connaître son parcours ainsi que la date et son lieu de décès ; celui-ci étant intervenu, a priori, plusieurs années après la fin de la guerre. Qui pourrait me renseigner ?

Merci par avance.
Contacter Patrick BERISSET
4, Impasse Cabiron, 33650-LA BREDE
E-mail : patrick.berisset@laposte.net

LES CENT VISAGES DE LA RESISTANCE LANDAISE

La Revue de la Résistance, éditée par le comité départemental ANACR des Landes, a publié en octobre 2017 un numéro spécial, «Les cent visages de la Résistance landaise», à l'occasion de la tenue à Dax du Congrès national de l'ANACR, qui a été offert aux congressistes.

De fait, par sa pagination et sa reliure, il s'agit là plus d'un livre qu'un numéro – fut-il spécial – de revue.

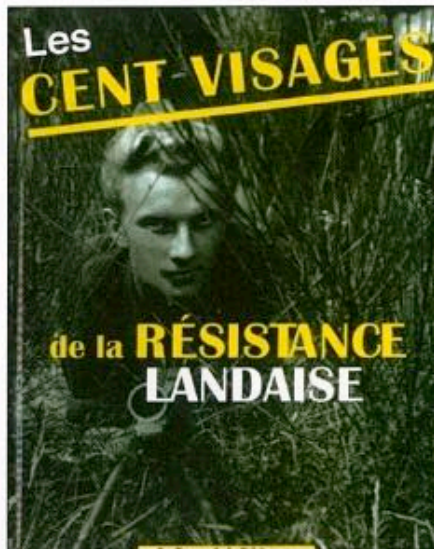
Pour autant, de la Revue de la Résistance, «Les Cent visages de la Résistance landaise» en ont toutes les qualités habituelles, rédactionnelles quant à la rigueur de l'écriture et de l'appel aux sources, et techniques en termes de qualité du papier et de richesse de l'icographie.

De fait, l'ouvrage est un livre d'histoire. En premier lieu de la Résistance landaise bien sûr, des femmes et des hommes qui en ont été les actrices et les acteurs, et bien trop souvent les martyres, tombés dans les combats des maquis, fusillés par l'occupant, morts sous la torture, disparus dans les camps de déportation nazis.

Grace à ce livre leurs noms, qui ne sont souvent qu'accompagnés de notices lapidaires sur les plaques de rue ou les stèles qui honorent leur mémoire, ont aussi un visage, associé à une histoire familiale, une activité sociale, un engagement, un combat...

Ce combat, et c'est aussi un mérite important, est resitué dans son contexte historique tant français que mondial : la montée du fascisme, la Guerre d'Espagne, Munich et ses suites, l'attaque contre la Pologne, la défaite, l'Occupation, la collaboration pétainiste avec ses partis collaborateurs, sa milice...

À travers ces «Cent visages...» l'on voit aussi la naissance de la Résistance landaise dès les premiers jours de la défaite que beaucoup refusent : celle des gaullistes, qui cherchent à rejoindre à Londres la France libre ou qui constituent de premiers réseaux de renseignement, celle des communistes, qui mettent en place l'Organisation spéciale (OS) préparant la lutte armée, celle de catholiques que heurtent les mesures antisé-



mites...

Au fil des pages, sont évoqués dans les Landes le Front National clandestin, l'OCM, le Corps franc Pommiers, l'ORA, les FTPF, le Réseau Alliance, les Journaux clandestins, les maquis de Luglon-Sabres, de Saint-Yaguen et de Thétieu, les réseaux urbains, les combats de la Libération de Tarnos, Mont-de-Marsan. Et aussi -hélas- la répression, les fusillés, les déportés résistants et raciaux qu'un dramatique et utile index recense...

Certes, aucun ouvrage ne peut prétendre épuiser à lui seul un sujet, et la connaissance historique progresse au gré des recherches et de découvertes de nouveaux documents, mais les «Cent visages de la Résistance landaise» constituent une œuvre désormais incontournable pour quiconque s'intéressera dans sa pluralité à la Résistance et à l'Occupation dans ce département, aura le souci d'en diffuser la connaissance ; et l'on pense là en premier lieu aux enseignants.

Les cent visages de la Résistance landaise, collectif ANACR-40, sous la direction de Jean Ooghe, 201 pages quadri couleur, relié. Soustons, octobre 2017. Prix : 23 € + 6 € de frais d'envoi. Chez Jean Ooghe, 224, avenue de l'Espérance 40140 - SOUSTONS

EDITION DU 70^E ANNIVERSAIRE



JEAN MOULIN - LA REUNION DU 27 MAI - LES MEMBRES DU CNR - SES STRUCTURES - LA GENESE DU PROGRAMME DU CNR - LE TEXTE DU PROGRAMME - SA MISE EN ŒUVRE - LA MEMOIRE ET LES VALEURS (48 PAGES)

L'EXEMPLAIRE : 6 €. PAR 50 : L'UNITE 5 € ; PAR 100 : L'UNITE : 4 € ; PAR 200 ET PLUS : L'UNITE 3 €. (PORT EN SUS)

A L'ANACR : 79 RUE SAINT-BLAISE, 75020-PARIS

CHRONOLOGIE DE LA RÉSISTANCE, DE LA FRANCE LIBRE, DE LA GUERRE

repères pour aborder la Résistance



Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance

L'exemplaire : 3€
Par 50 : 2,5€ l'exemplaire
Par 100 : 2€ l'exemplaire
à l'ANACR, 79 rue St Blaise 75020 PARIS

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD Rédaction - Administration 79, rue St-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication : Pierre MARTIN

REDACTION - ADMINISTRATION
79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS
Tél. : 01 44 64 90 08 - LCL : 5236 S
e.mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS
France 15 €
Etranger 17 €
Abonnement de soutien 30 €
Le numéro 4 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE
Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Édité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD
Le gérant : Charles SANCET
Commission paritaire des Publications et Agences de Presse - N° 0519A06405

Imprimerie Multi Incorpo Photo
3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris
Tél. : 01.40.03.96.60

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne au Journal de la Résistance (4 n^{os} par an, 15 €)

Nom : Prénom :

Adresse :

Remplir très lisiblement en lettres capitales, en précisant n° de rue, et - si nécessaire - d'immeuble, d'escalier et d'appartement, code postal et localité.

Renvoyer avec votre règlement par chèque de 15 € à l'ordre de la SARL France d'Abord

A : ANACR-Journal de la Résistance, 79 rue Saint-Blaise, 75020-PARIS